

150 201 401

AVRIL 1988

● LA DIPLOMATIE DE JEAN-PAUL II — Pages 9 à 12

# LE MONDE diplomatique

36 pages - 15 F

Algérie : 6 DA  
Arabie Saoudite : 19,00 F  
Belgique : 95 FB  
Canada : 2,25 \$ C  
C-États : 990 F CFA  
Espagne : 270 P  
É.-U. : 2,50 \$ US  
Gr.-Bret. : 1,10 £  
Irlande : 1,70 £  
Italie : 3 500 lire  
Japon : 14,50 ¥  
P.-Bas : 5,00 Fl.  
Suisse : 900 F CFA  
Suède : 5,80 FS  
Tunisie : 1 700 m

Abonnements : voir tarif page 6

Publication mensuelle - 5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

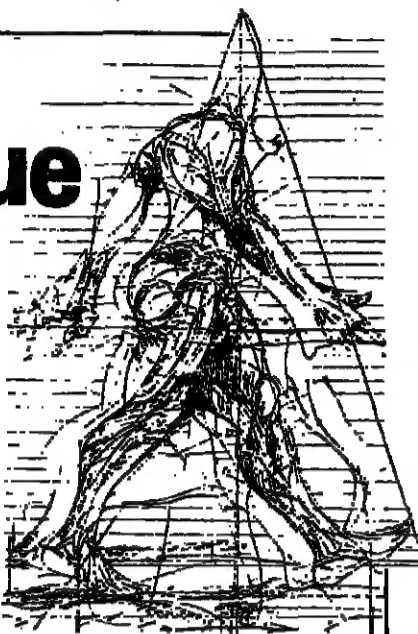
MAI 1988

Les Zaïrois  
en état  
de survie

(Pages 24 et 25.)

SOCIÉTÉS ÉCARTELÉES, PLANÈTE DISLOQUÉE

## La fabrique des exclus



La pauvreté profite au sein d'une prospérité qui, en dépit de la stagnation économique, s'étale en un luxe tranquille. En quelques années, le traitement de la « crise » a dangereusement aggravé les injustices : disparités de revenus, mais aussi inégalités devant la culture, le logement, la santé, la justice, les loisirs. A l'abri de leurs privilèges, combien de citoyens contemplent avec apitoiement les familles et individus condamnés à vivre dans la précarité ? Combien préfèrent les ignorer ou se désintéressent de leur sort ? La France ne possède certes pas le monopole d'un tel écartèlement social. Le fossé est peut-être encore plus profondément creusé aux pays de M<sup>rs</sup> Thatcher et de M. Reagan.

Tourment de sociétés industrialisées ? Deux fois non. D'abord parce que l'écart grandit entre le Nord porté par la modernité et le Sud sous-développé. Ensuite parce qu'il grandit encore, dans le tiers-monde, entre les castes affairistes qui accaparent le pouvoir et l'immense majorité des populations, notamment rurales, abandonnées à leur triste destin.

Mondialisation de la production et des échanges ? Mondialisation aussi des multiples brisures qui disloquent la planète comme elle désarticule, au Nord et au Sud, des sociétés en quête d'un équilibre interne plus ou moins harmonieux, jamais parfait mais toujours espéré.

Les évolutions technologiques introduisent inévitablement des tensions. Ironie-elles jusqu'au point de rupture ? Force est de constater que l'idéologie aujourd'hui en honneur (1) les aggrave dramatiquement. Au Nord comme au Sud, le système en place fabrique des exclus, qui s'offrent toujours comme le terreau des extrémismes.

(Lire le dossier pages 15 à 22.)

(1) Cf. *Le Libéralisme contre les libertés*, « Manière de voir n° 2 ».

## Le terreau de l'extrême droite

Par CHRISTIAN DE BRIE

« Je suis la bête immonde qui monte, qui monte (1). »

M. Le Pen poursuit son ascension. Désormais, le candidat du Front national à l'élection présidentielle n'aura plus besoin de tourner en dérision la peur du fascisme tant les thèmes qu'il a développés se sont banalisés (2). Les électeurs ont, pour 14,39 %, voté pour lui lors du premier tour, le 24 avril, et ceux qui le suivent, fortifiés de se compter si nombreux, vont oser dire un peu plus haut et fort ce qu'ils pensaient, jadis, tout bas et que leur chef répète inlassablement depuis des années. Dès le soir du premier tour, certains témoins s'y sont exercés, haussant le ton comme on chausserait des bottes. « Rien ne se fera plus en France sans, et a fortiori contre, la volonté des électeurs du Front national (3). »

Le choc créé par cette poussée extrémiste prolongera ses effets longtemps après l'élection présidentielle, non seulement au sein de la droite déstabilisée et de la société française, mais encore en Europe, qui découvre avec stupeur la dimension de l'effet Le Pen. A juste titre : on imagine les réactions françaises et internationales si un phénomène semblable s'était produit en Allemagne. Dans l'immédiat, il comporte des risques de dramatisation que certains pourraient être tentés d'utiliser, aussi bien par des manipulations sur les marchés monétaires et financiers que par des provocations à des affrontements violents. Fin avril, l'*International Herald Tribune* allait même jusqu'à présumer que « le sang pourrait couler [en France] avant la fin de la campagne (4). »

Parti du niveau zéro il y a tout juste sept ans, M. Le Pen atteint les sommets où évoluent les grandes formations qui se partagent la représentation populaire et le pouvoir politique. En 1981, il n'avait pu se présenter à l'élection présidentielle faute de réunir les cinq cents signatures nécessaires à la candidature, et les listes d'extrême droite totalisaient moins de cent mille voix aux législatives. Deux ans plus tard, le Front national émergeait aux élections municipales de mars 1983, entrant dans les mairies, avant de rassembler deux millions deux cent mille voix aux européennes de juin 1984, deux millions sept cent mille voix aux législatives et régionales en mars 1986

et quatre millions trois cent soixante-quinze mille voix le 24 avril 1988 sur le nom de son candidat à la présidence. Bien que battu, M. Le Pen est présenté comme le gagnant du premier tour.

L'immense majorité des électeurs (85 %) n'ont pas voté pour lui. C'est sans doute qu'ils ne voient pas les quatre cavaliers de l'Apocalypse, tous venus d'ailleurs, qui s'avancent, terrifiants, en ce crépuscule du deuxième millénaire chrétien. Si le premier - le mouvement communiste international, hégémonique, à tête d'empire soviétique, totalitaire, - déjà dans la place, semble momentanément marquer le pas, les trois autres sont sur nous. L'invasion étrangère d'abord.

« Compte tenu de l'explosion démographique dans le tiers-monde, il va se produire de véritables glissements de terrain, lesquels risquent d'emporter notre civilisation elle-même (5). » Il y a des races différentes qui ont des territoires différents. L'invasion du territoire d'un peuple par un autre peuple était jusqu'ici analysée comme un élément constitutif de la guerre. Quand les Huns, les Wisigoths, les Ostrogoths avancent, chassés de leur territoire par la misère et envahissent celui de leur voisin, il n'y a pas guerre si on leur ouvre les portes et si on leur envoie les femmes (6). « On me dit : « Laissez entrer les étrangers en France. » Je réponds : mais laissez donc vos voisins entrer chez vous. Laissez-les coucher dans votre lit [...]. Moi, je suis le chef des indigènes et si mes idées ne triomphent pas, c'en sera

fait de la France. Les immigrés seront les rois et on cotera à Paris, à la Bourse, en arabe. Avant vingt-cinq ans, la France sera une République islamique (7). » - Je vous dis, moi, que si nous laissons cette situation s'installer, ou bien tout cela finira mal, ou bien la France et les Français, leur civilisation, leurs coutumes et leurs mœurs seront balayés (8).

Le terrorisme ensuite, horrible complice du premier : « Il leur suffit de prendre en otage pour faire du bruit dans les médias. Il leur suffira de prendre des petites filles et d'envoyer une tête par semaine. Cela n'a pas de fin (9). »

Le SIDA enfin : « Dans les cinq prochaines années, il va transformer l'histoire du monde. De vous à moi, je ne suis pas absolument sûr qu'il y ait encore une civilisation humaine à la fin du siècle. En l'état actuel des choses, il n'y a pas un seul espoir. L'avenir est entièrement noir (10). » Noir comme les pestes terrifiantes qui ravagèrent le monde.

(Lire la suite page 13.)

- (1) M. Le Pen, Compiègne, 3 mars 1984.
- (2) Selon un sondage de l'IFOP, 57 % des Français n'ont pas peur de M. Le Pen.
- (3) M. Le Pen, Paris, 24 avril 1988.
- (4) William Pfaff, 28 avril 1988.
- (5) M. Le Pen, « Club de la presse », 10 septembre 1983.
- (6) M. Le Pen, *le Monde*, 12 décembre 1980.
- (7) M. Le Pen, *le Figaro Magazine*, 16 avril 1988.
- (8) M. Le Pen, « Club de la presse », 10 septembre 1983.
- (9) M. Le Pen, *le Monde*, 10 mars 1986.
- (10) M. Le Pen, *le Figaro Magazine*, 16 avril 1988.

En vente dans les kiosques :

**LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS**

Manière de voir n° 2

DANS CE NUMÉRO :

## En quête d'unité

Noirs et Blancs réunis, beaucoup de peuples aux États-Unis s'unissent pour soutenir la candidature de M. Jesse Jackson ; en France, l'extrême droite fait campagne contre l'immigration et ramporte 14,39 % des suffrages : le citoyen exprime comme il peut ses frustrations devant les défaillances du système social. La crise persistante incite les Deux Grands à s'entendre pour réduire l'effort d'armement, résoudre les conflits régionaux. Il faudrait aussi libérer la planète de ce gigantisme économique qui écrase des centaines de millions d'hommes, du Nord au Sud (voir le dossier pages 15 à 22).

### RECETTES ÉPUSÉES

Une simple fresque de ces années de crise montre que les recettes du néolibéralisme sont épuisées, et que l'EUROPE pourrait bien être le socle d'une « relance mondiale » (pages 6 et 7), à condition d'interrompre cette fuite en avant qui sacrifie les travailleurs sur l'autel de la compétitivité - tels ces « paysans andalous » (page 8) déçus par l'adhésion de l'Espagne au Marché commun - au risque de fertiliser à nouveau le « terreau de l'extrême droite » (pages 1 et 13).

Le retour à un nationalisme primaire est aussi le fruit des campagnes anti-terroristes qui ont accompagné la rupture du dialogue Nord-Sud. Dans cette Afrique endettée, soumise au despotisme de dirigeants souvent corrompus, la

lutte quotidienne des « Zaïrois en état de survie » (pages 24 et 25) fait pourtant ressortir la responsabilité du système économique mondial dans le gaspillage des énergies humaines. Tout comme les difficultés économiques de l'Amérique latine en détresse » (page 14) montrent qu'il ne suffit pas de rétablir la démocratie pour s'affranchir des liens de dépendance à l'égard du même système.

### LES ARMES DE LA DIPLOMATIE

En URSS, ce sont également les difficultés économiques qui auront déterminé « le grand tournant diplomatique » (page 5). Le marchandage stratégique avec les États-Unis impose la vigilance aux Européens, s'ils ne veulent pas faire les frais d'une nouvelle course aux « armes conventionnelles » (page 28). Le Pentagone, lui, n'entend pas se laisser prendre au dépourvu par ce réarmement stratégique et dresse ses plans pour l'an 2000 (le *dissuasion sélective* et *vieilles recettes*, page 4), alors que M. Reagan et Gorbachev s'emploient à résoudre les dangereux conflits régionaux. Victimes de l'un de ces plus vieux conflits, les Palestiniens de la *génération de l'intifada* (page 3) contribuent à relancer la dynamique des négociations, malgré les contraintes d'une occupation militaire dont, de son côté, l'écrivain afghan Spôjmai Zaribb témoigne au nom de tout son peuple, dans la nouvelle « *Les bottes du défilé* » (pages 26 et 27).

Sur cette planète disloquée, toujours en quête d'unité, la « diplomatie de Jean-Paul II » (pages 9 à 12), tournée vers la défense des valeurs spirituelles, devrait apporter son ciment. Mais le pape n'est-il point trop marqué par son expérience polonaise pour saisir tous les enjeux de l'évolution en cours entre l'Est et l'Ouest ?

Lire le sommaire détaillé page 36.

M 2136 - 410 - 15,00 F  
3792136015009 04100

**Arabes**

40 ANS D'ISRAËL : LA PALESTINE EN QUARANTAINE

HASSAN DE JORDANIE À BATONS ROMPUS

JOBERT : LA FRANCE DANS LA NASSE

REPORTAGE KIROUAN AME DU MACHREB

Le numéro de mai d'Arabes, le mensuel du monde arabe et de la francophonie. En vente en kiosques et en librairies. Abonnement : 300 FF / 250 FF étudiant. 78, rue Loufroy 75017 Paris



## « Des nazis parlent »

A propos de l'enquête d'Alexandre Szombati « Des nazis parlent » (le Monde diplomatique, mars 1988), nous avons reçu une lettre - que nous ne publions pas - contestant l'existence des chambres à gaz. D'autre part, M. Manfred C.E. Stricker, secrétaire du groupe démocrate-chrétien de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, exprime ainsi sa perplexité quant au décompte des victimes juives du génocide :

A la lecture de votre article, je ne suis pas plus avancé. Voilà donc qu'un Wilhelm Höttl, « historien de profession », autrichien comme Eichmann, et son « camarade de lutte depuis toujours », qui lui « témoignait la confiance la plus totale », et ce Höttl historien va tout dire à A. Szombati, précisant que « c'est pour être utile à la seule cause qui lui tième à cœur : la vérité historique ».

Et voilà le chiffre : quatre millions dans les camps, deux par les commandos de la mort. Cela fait six pour Eichmann, insatisfaisant pour Himmler, qui veut un autre rapport. Et l'article s'arrête là. Le lecteur pourra se dire que six doit finalement être le bon chiffre.

Mais, quand on réfléchit un peu, il est permis de se dire qu'Eichmann et Himmler avaient peut-être un peu tendance à gonfler les chiffres. Qui ne le fait pas dans les systèmes bureaucratiques, et cela d'autant plus qu'ils sont plus totalitaires ? [...]

Mais puisqu'on constate l'existence de faussaires, réfléchissons à leur nature diverse. En simplifiant, on pourrait voir d'un côté les gens qui aimeraient bien dis-

culper les démocraties européennes d'avoir abouti à des solutions aussi extrêmes. Et de l'autre, ma foi, des gens qui tentent d'exploiter les morts en grossissant le chiffre, pour des raisons que des gens doivent bien connaître.

[M. Stricker se permet un peu facilement d'insinuer à l'Assemblée des démocrates européens la responsabilité du peuple allemand.]

M<sup>me</sup> Irène Herbulot, « mère de famille de trente et un ans », demeurant à Caluire, s'indigne, elle, que l'on puisse faire parler des criminels nazis :

Et tout cela pour quoi ? Pour que l'existence des chambres à gaz ne soit pas niée (parce qu'on chercherait encore à le faire, après le procès Barbie pour ne citer que le plus récent) ?

Allons donc ! Faut-il vraiment aller chouchouter un nazi, un moins que rien, se pencher sur son passé ignoble, pour pouvoir en tirer un témoignage qui nous serve de leçon à nous, pauvres démocrates sans cesse menacés dans notre fragilité ? Comme si nous pouvions apprendre quelque chose d'eux ! Vous leur faites la partie trop belle ! On va les voir, on parle d'eux... On montre leurs photos.

[...] Je ne suis pas d'accord. Ils n'ont pas à témoigner, eux qui se moquent bien de vous et de vos interviews démocratiques, et par-dessus tout des crimes qu'ils ont commis (aucun nazi notoire n'a jamais exprimé de regrets pour cela).

Alors pourquoi cette sollicitude ? Laissez donc les nazis à leurs bourbiers, c'est bien assez qu'ils soient encore vivants...

## « Le sucre sous l'empire des Grands »

M. B.O. Bouillé, délégué général outre-mer de la Chambre d'agriculture mauricienne, nous communique ses remarques à propos de l'article de Charles Condaminé paru dans notre dossier sur « Le sucre sous l'empire des Grands » (le Monde diplomatique, mars 1988) :

M. Condaminé écrit qu'« en réalité ce sont les exportateurs privés organisés en syndicat qui ont encaissé cet argent [provenant du protocole sucre] ». Il convient de préciser que le Syndicat des sucres, organisme de marketing, groupe tous les producteurs de sucre, y compris 35 000 planteurs, et que les recettes qui proviennent de notre quota ACP sont distribuées de façon qu'elles profitent jusqu'aux plus petits planteurs et jusqu'aux travailleurs. Enfin, on doit noter que l'industrie sucrière finance son

propre institut de recherche et que le sucre, par le truchement d'un prélèvement à l'exportation, finance une part importante du budget national.

Sur le plan plus général, on peut en effet confronter les points de vue les plus divergents quant à la nature du protocole sucre. Toutefois, si on le replace dans son contexte historique, où il apparaît comme le successeur direct du Commonwealth Sugar Agreement, on voit bien qu'il ne peut s'agir que d'un contrat commercial pur et simple et non d'une forme d'aide qui ferait que les signataires ACP deviennent des « assistés ». D'ailleurs, c'est bien sur la base d'un accord commercial que les commissaires à l'agriculture qui se sont succédé à Bruxelles depuis treize ans ont tous mis en pratique les dispositions du protocole.

## Tchicaya U Tam'si

NOTRE ami Tchicaya U Tam'si, poète, dramaturge et romancier congolais, est mort d'une crise cardiaque dans la nuit du 21 avril dernier à l'âge de cinquante-sept ans.

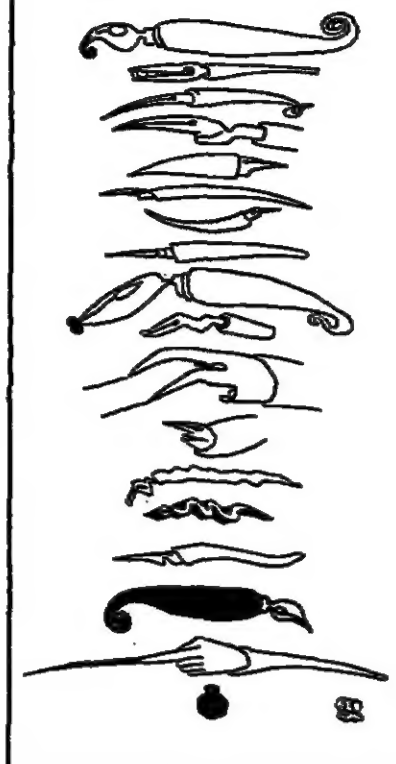
Dans ses poèmes, ses pièces de théâtre et ses romans, Tchicaya U Tam'si a constamment défendu, en une langue française rageuse et forte, un sens du génie africain et une certaine conception de l'Afrique : celle de la noble tradition de la tolérance, du dialogue et du progrès. Il a féroceusement fustigé - en particulier dans sa pièce *Le destin glorieux du maréchal Nikkon Nikku* et dans son dernier roman, *Ces fruits si doux de l'arbre à pain* - la bêtise politique, le sanglant carnage des dictatures et l'absurde délire de certains tyrans.

Ecrivain baroque, au style torrentiel et à l'humour acéré, Tchicaya U Tam'si exprime dans toutes ses œuvres une intense générosité sociale et un profond humanisme. Il avait accepté, en octobre dernier, de faire partie du comité de gestion des fonds de « Lecteurs solidaires », se joignant ainsi activement à la campagne lancée par notre journal en faveur des lecteurs du tiers-monde.

Collaborateur du *Monde diplomatique* (1), Tchicaya U Tam'si estimait que la lecture de ce journal, dans cette Afrique qu'il aimait tant, pouvait aider, dans une certaine mesure, à faire avancer les idées auxquelles lui-même a consacré sa vie : le progrès de l'esprit humain, la justice sociale, les droits de l'homme et la pleine démocratie.

(1) Lire sa nouvelle, *Lazare*, (avril 1980) ; un extrait du roman *Ces fruits si doux de l'arbre à pain* (mars 1987) et l'article « Les origines sacrées de notre théâtre » (décembre 1987).

## COURRIER DES LECTEURS



## « La puissance américaine au milieu de la bourrasque »

Chef de l'information au secrétariat du GATT, M. David Woods nous écrit à propos de l'article de Frédéric C. Clairmonte et John Cavanagh intitulé « La puissance américaine au milieu de la bourrasque » (le Monde diplomatique, janvier 1988) :

J'ai été surpris de prendre connaissance de l'opinion attribuée au secrétariat du GATT [au sujet des nouvelles négociations de libéralisation du commerce] : « Un rêve, comme la plupart des membres du secrétariat du GATT l'admettent en privé, (...) Je ne prétends pas représenter les membres du secrétariat ni connaître leurs opinions privées. Je ne peux toutefois m'empêcher d'envier les auteurs de l'article d'avoir pu s'entretenir en privé avec « la plupart des membres du secrétariat » qui compte quelque cent cinquante experts, dont de nombreux sont responsables d'un secteur de politique commerciale. Comment conclure sérieusement qu'ils considèrent comme un rêve l'activité dans laquelle ils se sont engagés depuis plus d'un an ?

## LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY  
Directeur : Claude JULIEN

Rédaction en chef :  
Michelle PAUNET  
Ignacio RAMONET

Rédaction : Christian DE BRIE  
Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY,  
Alain GRESH

Secrétaire de rédaction :  
Solange BRAND

RÉDACTION  
7, rue des Italiens  
75427 PARIS CEDEX 09

Tél : MONDIPAR 650572 F  
Tél : 42-47-97-27

Publicité : le Monde Publicité S.A.  
Responsable : Antoine Gaudin  
5, rue de Montessuy,  
75007 Paris

Tél : 45-55-91-42 ou 45-55-91-71  
Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.

## « Les armes de l'Europe »

A propos des articles sur « Les armes de l'Europe » (le Monde diplomatique, janvier 1988), M. Pierre Baraton, président de la Communauté européenne de défense par les citoyens (CEDEC, BP 183, 75160 Paris Cedex 04), s'intéresse plus particulièrement au commandement des troupes européennes :

J'ai été particulièrement surpris que, pour un fidèle lecteur de la *Zeiti*, puisque vous la citez abondamment, vous puissiez affirmer que, jusqu'à présent, aucune voix ne s'est élevée en Europe pour demander que ce soit un général européen qui soit placé à la tête de l'OTAN.

Je me permets donc de vous renvoyer à la *Zeiti* du 20 novembre 1986 (n° 48, p. 3) dans laquelle M. Schmidt propose qu'un général français soit placé à la tête des troupes européennes. Plus précisément, je vous renvoie à l'article de la *Zeiti* du 29 mai 1987 (n° 23, p. 35, col. 2, par. 2) du même auteur que je vous traduis brièvement : « A la place de l'actuelle structure de l'OTAN et de son commandant en chef américain (serait mis en place) un système ouest-européen de défense avec un commandant en chef français à sa tête. Il serait responsable devant le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement. Il réunirait toutes les compétences à l'exception du droit d'utiliser les armes nucléaires, lequel relèverait exclusivement du chef de l'Etat français ». Et plus loin M. Schmidt ajoute : « Ce concept d'un système ouest-européen de défense s'effectuerait complètement dans le cadre du Pacte atlantique et de l'UEO. »

[L'ex-chancelier Schmidt se parle que des troupes européennes, et non pas des troupes de l'OTAN stationnées en Europe et qui incluent les forces américaines. Il a avancé cette suggestion uniquement après avoir quitté le pouvoir. Aucun gouvernement ne l'a reprise à son compte. M. Kissinger est allé plus loin (un Américain comme secrétaire général de l'OTAN, un Européen comme commandant en chef de toutes les forces de l'OTAN stationnées en Europe) mais, là encore, il a attendu d'avoir quitté le département d'Etat.]

De son côté, M. Georges Lamizet, agrégé de l'Université et membre de la commission Défense et désarmement des Verts nous fait part de ses réflexions sur la stratégie anticiée :

Rappelons ce qu'est la stratégie anticiée : un « coup de semonce » des armes nucléaires, dites à présent préstratégiques, avertirait le gouvernement de Moscou que la violation du « sanctuaire national » exposerait la population des villes russes à un « coup de masse » de la force stratégique, dont la modernisation doit faire passer le pouvoir exterritorial de

20 millions d'habitants de ces villes à 60 millions [...]

Selon le général Copel, le nucléaire ne met à l'abri que du nucléaire, et c'est à cette seule fin que la bombe atomique était destinée quand le général de Gaulle en dota la France. Un des deux présidents du groupe de conseillers qui vient de présenter à Washington un rapport sur la politique militaire des Etats-Unis (le *Monde*, 19 janvier 1988), Albert Wohlstetter, a dit naguère de la stratégie anticiée qu'elle était un « bluff suicidaire ». C'est l'opinion exprimée par M. Pierre Jacquin dans le *Monde* du 16 décembre : « On ne protège pas son indépendance en se donnant le choix qu'entre vitrification et capitulation. Pour leur part, les Verts ont mis en évidence depuis longtemps que la stratégie anticiée risquait d'acculer un jour le président de la République à ce choix entre la capitulation et l'annihilation. Aussi ont-ils proposé aux Français une autre politique de défense [...] 52 % d'entre eux, selon un sondage réalisé par la SOFRES du 28 au 30 octobre 1987, estiment qu'il faudrait à l'avenir rechercher d'autres solutions que la force de dissuasion pour assurer la sécurité du pays.

## « Le Monde diplomatique » condamné pour injure publique et diffamation

Sur plainte déposée par l'Institut d'études de la désinformation, dont le rôle était critiqué dans un article intitulé « L'art de la désinformation » (le *Monde diplomatique*, mai 1987), la dix-septième chambre du tribunal de Paris a condamné, pour injure publique et diffamation, André Fontaine, directeur de la publication, et Claude Julien, auteur de l'article.

La décision du tribunal qualifie Claude Julien de « journaliste consciencieux », de surcroît « apparemment inspiré par d'honorables mobiles ». Le journal est condamné à payer 20 000 F d'amende, à verser à la partie civile 10 000 F de dommages-intérêts et 8 000 F de frais, et à payer trois insertions dans la presse à raison de 15 000 F chacune. Soit au total 83 000 F.

Le *Monde diplomatique* a décidé de faire appel de cette décision. Dans l'un de ses prochains numéros, il fournira bien entendu à ses lecteurs un compte rendu détaillé de l'audience.

C. J.

## « LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons lancé, dans nos précédents numéros, un appel à des « lecteurs solidaires » afin de constituer un fonds permettant d'abonner au *Monde diplomatique* des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.

En réponse à cet appel nous avons reçu, à la fin du mois d'avril 1988, la somme de 37 308 F. Le comité de gestion de ce fonds, constitué par M<sup>me</sup> Claire Brisse, M. Jacques Chonchol, M. Pierre de Charentenay et M. Edmond Jouve (et, jusqu'à sa récente disparition, Tchicaya U Tam'si), a établi une première liste de bibliothèques, centres de recherche, universités, instituts, groupements associatifs, organisations humanitaires, etc. auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. Ont déjà été établis : 34 abonnements en Afrique, 26 en Amérique et 3 en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous.

M. ou M<sup>me</sup> .....  
n° ..... rue .....  
..... Code postal .....  
lecteur du « Monde diplomatique » depuis ..... ans, verse par  
☐ chèque bancaire ☐ chèque postal  
la somme de :  
☐ 250 F pour un abonnement en Afrique ou au Proche-Orient.  
☐ 313 F pour un abonnement en Amérique latine.  
☐ 343 F pour un abonnement en Asie.  
ou de ☐ 50 F ☐ 100 F ☐ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.  
(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs Solidaires », 7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09).

25TH ANNIVERSARY  
THE AMERICAN COLLEGE  
IN PARIS

l'université américaine à Paris

## LIBERTÉ

L'American College in Paris, université américaine accréditée aux Etats-Unis, vous propose une formation supérieure à l'américaine.

## EXCELLENCE

Préparez un diplôme américain de premier cycle universitaire (BA ou BS) dans l'une de ces disciplines :

- Business Administration
- Computer Science
- Economics
- International Affairs
- European Cultural Studies
- Art History
- Comparative Literature
- French Language and Culture

S'adresser à : Direction des Admissions  
The American College in Paris - B.P. 402  
31, avenue Bosquet - 75007 Paris - Tél. : (1) 45.55.91.73

## RÉUSSITE

L'American College in Paris vous permet, après 4 années d'études, d'accéder aux diplômes de *Master's* et *Doctorate*. Il vous ouvre les portes des études de plus haut niveau aux Etats-Unis et des carrières internationales.

- Enseignement dispensé en anglais
- Programmes intensifs de perfectionnement de langue américaine
- Recrutement au niveau baccalauréat (toutes séries)
- Professeurs américains et européens
- Etudiants de plus de 60 pays
- Débouchés vers des carrières internationales et des études de plus haut niveau aux Etats-Unis

## Etudes en SUISSE

littéraires, scientifiques et économiques

Baccalauréat (séries A, B, C, D)  
statut officiel de Collège et de Lycée français à l'étranger

Admission dès 10 ans. Aussi avec internat dès 15 ans.  
Ambiance calme et studieuse. Excellents résultats.

Accès aux bourses officielles. Une grande école fondée en 1908

école  
lémania  
lausanne

3, ch. de Préville - CH-1001 Lausanne Suisse  
Tél. 19-41/21/201501 - Fax 19-41/21/228700 - Téléc 450800 ou ch

SOS SAHEL  
INTERNATIONAL  
GRANDE-BRETAGNE

Une organisation volontaire qui se spécialise dans des projets d'environnement dans les pays au sud du Sahara en Afrique.

Nous recherchons un directeur du projet pour :  
Mali - Projet communautaire de l'environnement

Licencié en agriculture, ou discipline appropriée, avec l'expérience en matière de la conservation du sol/le contrôle de l'érosion. L'expérience du travail à l'étranger essentielle, de préférence dans des zones arides. Nous exigeons des techniques de sensibilisation et de bonnes qualités de contact, et une bonne connaissance de l'anglais est préférée. Premier contrat de deux ans de durée, salaire de £11.000 + par an, avec indemnités.

Merci d'adresser lettre et CV à :  
SOS Sahel International - Grande-Bretagne,  
22, Baron Street, Londres, N1 9ES,  
Angleterre, avant le 31-5-88.

## « Le sombre horizon du refus »

COMMENTANT, dans l'*International Herald Tribune*, la proposition de plusieurs pays américains à l'égard de l'Arabie saoudienne, le président de la défense de la France, Jean-Louis Pons, a déclaré : « La génération de la défense et de l'expulsion... nous lance à corps perdu dans la lutte pour la libération du monde... La génération de la défense et de l'expulsion... nous lance à corps perdu dans la lutte pour la libération du monde... La génération de la défense et de l'expulsion... nous lance à corps perdu dans la lutte pour la libération du monde... »

10 avril 1988.



# La génération de l'« intifada »

**A**TTENTAT de Larnaca (Chypre), détournement de l'autobus de Dimona (Israël), assassinat à Tunis d'Abou Jihad, numéro deux de l'OLP : à nouveau, dans le conflit israélo-palestinien, l'enchaînement du terrorisme éclipse les espoirs de négociation. L'initiative de M. Shultz est dans l'impasse, la répression maintient dans son étau les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza où le soulèvement entre dans son cinquième mois. Mais quelle est donc cette jeunesse dont l'ardeur est en train de donner un nouveau ciment à la résistance palestinienne ?

Par notre envoyé spécial ALAIN GRESH

Appelons-le Bassam. Nous l'avons rencontré à Hébron. Il se nomme Ahmed à Naplouze, Arabi à Ramallah. Il a vingt ans, s'est connu que l'occupation. On le trouve pourtant qui est le plus bel âge de la vie. Il a les yeux rouges de fatigue et ne sait pas encore où il dormira cette nuit : il craint une nouvelle interpellation. En quelques mois, la Cisjordanie et Gaza sont devenus un immense pénitencier : plus de neuf mille emprisonnés (1). Il faudrait incarcérer trois cent mille personnes en France pour atteindre une proportion équivalente de prisonniers politiques.

Bassam connaît tous les recoins de sa ville, tous les habitants de son quartier. Il s'y promène en toute liberté, frappe à toutes les portes, demande à chacun de raconter la dernière incursion des colons, la manière dont la population les a repoussés, comment l'armée les a secourus. Bassam évite les grands axes et les patrouilles israéliennes qui les sillonnent ; mais il sait que le pays réel échappe à leur contrôle, malgré les milliers d'hommes utilisés à la tâche — avant, cinq cents soldats suffisaient à maintenir l'ordre dans toute la Cisjordanie.

Bessam est communiste ; Ahmed adhère à la Stambira, l'organisation de jeunesse proche du Fath ; Arabi ne se reconnaît dans aucun groupe particulier, mais l'O.L.P. résume pour lui son identité palestinienne. Ils ont tous ce même sourire, cette même assurance, cette confiance retrouvée qui surprend le visiteur habitué à la désespérance d'avant l'intifada. L'intifada (soulèvement), « le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs » (2), un mot magique, qui délimite l'avant et l'après. Pour ces jeunes, âmes du mouvement actuel, la ligne de démarcation n'est plus, comme pour leurs aînés, juin 1967, mais cette insurrection dont tout le monde rêvait et que personne n'osait plus espérer. « Avant, la notoriété d'un jeune dépendait de sa famille, de son statut social, de son niveau d'éducation... Aujourd'hui, un seul critère compte : son rôle dans l'insurrection... » De nombreuses filles venues au monde depuis décembre se prénomment Intifada...

Nés après la défaite de 1967, Bassam, Ahmed et Arabi n'ont pas connu la défaite. Mais ils ont vu, une à une, leurs illusions s'effondrer. Ils connaissent l'histoire de la génération de 1948, accablée par la *nekba* — la « catastrophe » de la défaite et de l'expulsion — et qui s'est lancée à corps perdu dans les mouvements nationalistes arabes, cherchant ainsi, vainement, le chemin de la Terre promise. La génération de 1967 a cru à la libération par les armes et a rallié avec enthousiasme les mouvements de fedayins : vingt ans après, leur rêve reste à réaliser. Aujourd'hui, la troisième génération a adopté, sans le savoir, le credo maoïste : « Compter

*sur ses propres forces » : elle a renoué le fil de la grande révolte arabe de 1936-1939 en Palestine mais espère, cette fois enfin, aboutir à la victoire.*

Si l'on demande à ces jeunes de fixer un point de départ au mouvement actuel, tous rejoignent Arabi : « Le sommet arabe d'Amman au mois de novembre 1987. Nous l'avons suivi grâce à la télévision jordanienne massivement captée ici. Nous avons vu les chefs d'Etat palabrer, se disputer, se réconcilier face à la « menace iranienne », et... nous oublier. Nous avons alors compris que notre avenir reposait sur nos seules épaules... » « L'avenir, tu n'as pas à le prévoir, mais à le permettre », écrivait Saint-Esprit, qu'il n'ont sans doute pas lu.

Et ils ont le sentiment d'avoir en quelques semaines modifié l'Histoire, d'avoir changé la face du Proche-Orient. Ils ont fait renaître la « ligne verte » qui délimitait les territoires occupés et que les gouvernements israéliens affirmaient avoir effacés à tout jamais : ils ont contraint le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, à multiplier les navettes dans la région ; ils ont remis la Palestine à l'ordre du jour, à Washington, à Moscou et dans les capitales arabes. D'où cette assurance sans limite, cet aplomb qui frise l'arrogance.

Peu de monde échappe aujourd'hui à leurs sarcasmes, pas même la direction de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) dont ils proclament haut et fort qu'elle est leur «*seul représentant*» mais dont ils dénoncent, en privé, l'incurie, la corruption de certains de ses cadres - «*l'OLP gèle étouffée*», disent-ils dans un grand cimetière de rive, - le peu de succès, voire une certaine irresponsabilité comme dans l'attaque contre le bus de Dimona, le 7 mars dernier. Pour Bassam, en quelques mois, les Palestiniens de l'intérieur ont perdu tout respect.

**« Ils venaient pour tuer »**

**M**AIS s'ils ont la tête dans les étoiles, ces jeunes ont les pieds sur terre. *l'insafada* s'appuie sur une organisation étonnante d'efficacité et que chacun, homme ou femme, quel que soit son âge, a pris en charge.

A Idna, un village de quinze mille habitants proche d'Hébron, nous sommes en « territoire libéré ». Au bas de la route qui grimpe vers les premières maisons, un poste de l'armée signale le point le plus avancé de la présence israélienne. « T'as là le contenu d'opérations cinq de poing : la veille, le nous arrivée, fin mars, juste après la prière du vendredi, trente soldats ont pénétré à Idna, appuyés par un hélicoptère. « Ils venaient pour tuer... Pour leur dernière incursion, ils avaient utilisé plus de mille hommes mais avaient dû battre en retraite face à toute la population, qui était descendue dans la rue ; en envoyant, cette fois-ci, un nombre ridicule de fantasmes, ils les mettaient presque dans l'obligation de tirer. » Bilan : deux jeunes tués, une quinzaine de blessés par balle.

Cette opération meurtrière n'a fait que renforcer la détermination de la population. La mort, toujours présente, ne la hante pas, et chaque ami tombé crée une motivation supplémentaire pour continuer le combat : « Il ne faut pas qu'il ait versé son sang pour rien... ». A l'hôpital d'Hébron, aux côtés des familles, se retrouvent les camarades des blessés : on s'encourage, on raconte ses aventures, et un sourire confiant flotte sur toutes les lèvres... Dans les ruelles de la ville, les enfants de cinq ou six ans jouent aux Israéliens et aux Palestiniens, version moderne des cow-boys et des Indiens.

A Idna, le comité populaire clandestin détient tout le pouvoir. Une commission d'autodéfense organise les gardes : sur une hauteur, un groupe de jeunes guette l'arrivée éventuelle de l'armée, prêt à sonner le tocsin. Un comité d'alimentation amasse les vivres et les stocks pour prévenir un blocus prolongé. Un « retour à la terre » est aussi engagé : de nouvelles parcelles sont cultivées collectivement, chaque centimètre carré utile sert à faire pousser des légumes, des fruits... Un mouvement perceptible même dans les



**LA FORCE DE L'ARMÉE, DÉSORMAIS OMNIPRÉSENTE**  
Mais la peur a changé de camp

rieur ont obtenu plus que l'OLP en vingt ans de lutte armée et d'appels à la libération de toute la Palestine...

Mais ce sont surtout les dirigeants arabes qu'ils méprisent et condamnent sans remission. Ils savent que leur mouvement peut être contagieux pour les peuples voisins. « Nous sommes en train de faire la preuve qu'une insurrection peut tenir tête à une armée, la meilleure du Proche-Orient. Et demain, les autres peuples arabes, en Jordanie ou en Egypte, pourraient suivre notre exemple et revendiquer cette démocratie dont ils sont depuis si longtemps privés. »

La contagieuse exaltation de cette génération flirte parfois avec l'illusion. Les rumeurs les plus folles circulent. Dans le taxi collectif qui relie Hébron à Jérusalem, un paysan rapporte que, « avant le 5 avril, les Israéliens évacuèrent les territoires occupés ». Cette fable est accueillie avec flegme par les autres passagers, qui engagent une discussion pour savoir d'où exactement Israël va se retirer.

villes... L'Union des comités de secours médical a distribué des trousseaux sommaires de première urgence : coton, gaze, alcool, crème contre les brûlures... et animé des causeries d'une heure sur le secourisme. La même organisation prépare, dans chaque village, des cours de formation plus approfondis. L'insurrection s'installe dans la durée : le temps, un élément fondamental de l'affrontement en cours et dont chacun des protagonistes a saisi l'importance.

« Celui qui aura le souffle le plus long l'emportera. » Dans les dédales de la casbah de Naploune, Ahmed nous guide, évitant les cordilles. L'armée assiege la ville depuis trois semaines et les militaires fouillent systématiquement ceux qui pénètrent, détruisant tout aussi systématiquement tous les aliments. Pains, oranges, œufs s'annoncent partout au-delà de la route. Comme les commerçants répondent aux consignes de l'insurrection, balisent dès midi le rideau, les autorités d'occupation leur interdisent d'ouvrir l'après-midi, espérant ainsi anéantir la volonté palestinienne. Dans certaines villes, comme à Hébron, les pharmacies ont été autoritairement fermées. En ce milieu d'après-midi, Naploune est un désert. Les écoles, les universités sont closes comme dans toute la Cisjordanie et Gaza, par ordre militaire ; personne ne s'attarde dans la rue.

Dans l'appartement où Ahmed nous a conduits, des dizaines de personnes se sont agglutinées en quelques minutes. Chacun veut raconter : comment les soldats ont pénétré chez eux, en passant par les toits ; comment ils ont volé de l'or ou des bijoux ; comment ils ont saccagé les habitations ; comment ils ont détruit les haut-parleurs de la mosquée... Ahmed met bon ordre à cette cacophonie en posant la trentième question : depuis une longue période, il pose déjà une longue série de questions : adolescent, il a été condamné quinze années de prison pour appartenance à une organisation de la résistance et je de cocktail Molotov ; il a été torturé, puis libéré au bout de dix ans. Il parle avec l'autorité que lui confère son itinéraire et son rôle actuel. Il écarte tous les récits sur les exactions car il sait que, dans ce domaine, les Palestiniens

ont déjà remporté la bataille de l'opinion publique internationale. Mais ils souhaitent exposer le pourquoi de leur combat : « Notre mouvement n'est pas l'œuvre d'enfants ou de terroristes... Ce n'est pas une protestation contre nos conditions économiques. Nos revendications ne sont pas celles de réfugiés mais celles d'un peuple. Que voulons-nous ? Un Etat en Cisjordanie et à Gaza avec Jérusalem-Est comme capitale. »

Le discours réaliste de cette troisième génération évite toute emphase, tout vertige du snobisme. Certes, tous les extrémismes n'ont pas disparu : des slogans signés de la « résistance islandaise » démontrent, à Naplouse ou à Gaza, l'idée de conférence internationale. Un étudiant demande, lors d'un colloque public, que les participants entament un débat sur le « passage à la lutte armée... ». Mais ces fluctuations restent minoritaires, et les cadres rencontrés au hasard des visites partagent une vision pragmatique, qui prend en compte l'existence d'Israël et l'état de l'opinion publique internationale. Par sa modération aussi, qui témoigne de la confiance retrouvée, la nouvelle génération apporte sa contribution à la lutte palestino-sionne.

Bassam, Ahmad ou Arabi dirigent le soulèvement, dont la force réside dans la décentralisation. Ces nouveaux chefs ont pour point de départ, comme les anciens, la lutte contre les militaires, qui arrêtent aujourd'hui l'indignation des civils ne savent plus qui est qui dans cette communauté palestinienne où les « collaborateurs » se sont repentis ou se retrouvent totalement isolés. La *quyadah mawwahadah* (commandement unifié), qui publie toutes les semaines un communiqué fixant les axes de la lutte, ne reflète qu'imparfaitement le mouvement; elle est avant tout une sorte de pont entre la direction extérieure — l'OLP — et l'intifada.

Ces jeunes sont jaloux de leurs prérogatives et ne suivent pas toujours les directives centrales, jugées parfois irréalistes ou, au contraire, trop concis-

liantes. Mais leurs propos sur l'OLP échappent à toute ambiguïté : « C'est l'OLP qui décide ; c'est elle qui doit négocier ; nous refusons de constituer une direction de rechange. »

« *Ma fi khoul!* » La peur s'est évanouie. On plûstôt elle a changé de camp. Muli Ron est israélite, responsable du groupe « Vingt et unième année » (d'occupation); c'est un professeur de littérature anglaise à l'Université hébraïque de Jérusalem, avec un long passé militant : il a créé La Paix maintenant à Tel-Aviv en 1982. Aujourd'hui, il développe une activité très radicale contre l'occupation, contre son principe et sa traduction dans la vie quotidienne.

Pourtant, il vous que, lui aussi, a pour : *« Quand je vais à la télévision des Palestiniens des territoires, le visage masqué par le keffiyeh, armés de pierres et de bâtons, j'ai peur... La paix est une dimension très forte de notre société. »* Peurs ancestrales et peurs actuelles, souvenirs des pogroms et de l'Holocauste, cette crainte profonde est la pire et la meilleure des choses. Elle a entraîné, ôté israélien, une réévaluation fondamentale : le *status quo* est une illusion. Mais ce constat peut déboucher aussi bien sur une volonté de paix que sur la conviction qu'il faut expulser les Palestiniens. L'Histoire et les Israéliens hésitent encore...

Aujourd'hui, le gouvernement de Jérusalem, divisé sur le plan Shultz, est uni sur le préalable à toute solution : casser les Palestiniens. Un ministre travailliste a résumé ce consensus : « Avant de décider quoi que ce soit, nous devons effacer cet insolent sourire de leurs lèvres. »

(1) 4500 avant le 8 décembre, date du début de l'insurrection; 4500 autres arrêtés depuis.

(2) « Quand le gouvernement viole les droits des peuples, l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple, le plus sacré et le plus indispensable des devoirs. » Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, 24 juin 1793.

## « Le sombre horizon du refus »

COMMENTAIRE, dans l'*International Herald Tribune* (1). L'opposition de plusieurs dirigeants juifs américains à l'initiative de George Shultz, M. Abba Eban, président de la commission des affaires étrangères et de la défense de la Knesset et de plusieurs autres membres du gouvernement israélien en 1948, le gouvernement israélien avait accepté le principe d'un rapprochement international sur le paix au Proche-Orient. L'ancien ministre des affaires étrangères étrangères ajoutait qu'aujourd'hui le secrétaire d'Etat George Shultz a offert aux israéliens une occasion originale de faire entendre qu'aucun de ses prédécesseurs n'avait envisagé. Shultz participerait à la conférence sans dire assurément de son succès mais avec des risques presque nuls. Et il conclut : « Les dirigeants d'Israël en Amérique, qui sont le plus près de cette tragédie arabe, devraient procéder avec prudence et ne pas aller au-devant d'encouragements à Shultz à explorer le sombre horizon des refus. »

(1) 4 avril 1988.

**SOS SAHEL**  
**INTERNATIONAL**  
**GRANDE-BRETAGNE**

Une organisation volontaire et  
spécialisée dans des projets d'envoi-  
nement dans les pays du sa-  
hara en Afrique du Nord.

Nous recherchons un directeur  
du projet pour :  
Mali - Projet communautaire  
de l'environnement

Licencié en agriculture, ou diplômé en  
pêche, avec l'expérience en matière de  
conservation du sol, le concept de l'usage  
de l'expérience du travail à l'étranger et  
laide, de préférence dans des zones ar-  
ides. Nous exigeons des techniques de con-  
struction et de bonnes compétences en fran-  
çais. Nous pourrions offrir une bourse de  
premier contrat de deux ans de durée, avec  
de 11.000 \$ par an, plus des dépenses.

Merci d'adresser lettres à CVI:  
SOS Sahel International - Grandville 1155  
22, Baron Street, Londres, W15  
Angleterre, avant le 31-5-88

## ÉDITIONS A. PEDONE

**13, rue Soufflot, 75005 PARIS**

## DROIT MARITIME

**MARTINE REMOND-GOUILLOUD**

## I. - NAVIGATION MARITIME

**LES ACTEURS**  
**LA FORTUNE DE MER**  
**LA SÉCURITÉ MARITIME**

## II. - LE COMMERCE MARITIME

**TRANSPORTS DE MARCHANDISES**  
**TRANSPORTS DE PASSAGERS**

**Un volume de 468 pages**

240 F

**TÉL : 43-54-05-97.**



## LA STRATÉGIE AMÉRICAINE FACE AUX DÉFIS DE LA FIN DU SIÈCLE

## « Dissuasion sélective » et vieilles recettes

**E**STIMANT que les principes défendus en 1980 par l'administration Reagan avaient perdu de leur crédibilité dans un monde en rapide changement, le département de la défense et le Conseil national de sécurité ont nommé, l'an dernier, une commission de haut niveau chargée de réexaminer la stratégie américaine. La « commission sur la stratégie intégrée à long terme » a remis, le 10 janvier 1988, un rapport public de 69 pages, intitulé « La dissuasion sélective » (« Discriminate Deterrence »). Le rapport décrit quelques-uns des changements intervenus dans le paysage stratégique international et fait une série de recommandations sur la façon de modifier la stratégie américaine afin de mieux faire face aux défis militaires des années 90, et au-delà.

Par MICHAEL KLARE \*

Pour préparer ce rapport, le Pentagone et le Conseil national de sécurité ont choisi un groupe de personnalités éminentes - stratèges, officiers en retraite, politiciens - en majorité conservateurs. Les deux coprésidents de la commission étaient MM. Fred C. Ikle, récemment encore sous-secrétaire à la défense (et numéro deux du Pentagone), et Albert Wohlstetter, ancien chercheur à la Rand Corporation et conseiller du département de la défense pour les questions stratégiques. Autres membres éminents du groupe de travail : l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger, deux anciens conseillers pour les questions de sécurité nationale, MM. Zbigniew Brzezinski et William P. Clark, les généraux Andrew J. Goodpastor et John W. Vessey, et M. Samuel P. Huntington, professeur à Harvard. De nombreux autres officiers et experts ont œuvré dans les divers groupes de travail.

Dans son introduction, la commission estime que « les décennies à venir seront sans doute le théâtre de profonds changements ». La Chine et le Japon vont probablement devenir des super-puissances régionales, de nouvelles technologies vont transformer les capacités de combat des principaux pays, et tout indique que le tiers-monde sera victime d'une épidémie de « conflits de faible intensité ». Ces changements, indique le rapport, provoqueront une intense pression sur les Etats-Unis et l'OTAN, et vont requérir de nouvelles initiatives stratégiques et militaires. La stratégie globale, qui a été celle de Washington depuis quarante ans, « doit être adaptée aux réalités de notre temps ».

Le rapport souligne franchement cette nécessité de revoir la stratégie américaine à la lumière des changements intervenus sur le plan international. Mais, alors qu'une nouvelle approche aurait pu déboucher sur la

prise en considération d'idées neuves concernant la sécurité nationale - au sujet des mesures de contrôle des armements et d'une « défense alternative » telle qu'elle fait l'objet de discussions en Europe occidentale, - la commission opte une fois encore en faveur de réponses prévisibles de nature conventionnelle. Elle fait de nombreuses allusions au potentiel révolutionnaire des technologies modernes, mais n'essaie en rien de répondre aux « réalités changeantes » avec de nouvelles méthodes visant à prévenir ou à résoudre les conflits internationaux.

Cette résistance à un renouvellement de la pensée est particulièrement flagrante dans la façon dont la commission aborde cette réalité nouvelle qu'est le danger croissant de conflits de faible intensité et de guerres régionales dans le tiers-monde. Alors que la crainte d'un conflit global en Europe semble s'être estompée, le rapport estime que l'incidence et l'intensité des conflits extra-européens ont crû. « Ces conflits dans le tiers-monde sont à l'évidence moins dangereux que ne le serait toute guerre soviéto-américaine », note le rapport, et pourtant ils ont eu et auront un effet cumulatif négatif sur l'accès des Etats-Unis à des régions critiques [...] et sur la confiance de l'Amérique en elle-même. » Pour ces raisons, « les Etats-Unis doivent être mieux préparés à traiter les conflits dans le tiers-monde ».

A cette fin, suggère la commission, les Etats-Unis doivent se défaire de leur préoccupation concernant « les deux dangers extrêmes » qui ont dominé la pensée stratégique ces dernières années : une offensive généralisée des forces du pacte de Varsovie contre l'Europe occidentale, et une attaque nucléaire massive de l'URSS contre les Etats-Unis. Ces menaces ne sont pas écartées, mais leur éventualité est moins grande que celle de conflits plus localisés. Cependant, la

stratégie américaine continue de concevoir ses plans en termes de dangers extrêmes, amoindrisant ainsi la capacité des Etats-Unis à répondre aux défis ayant plus de chances de surgir ailleurs. « Mettre l'accent sur les attaques soviétiques massives conduit les planificateurs de la défense à s'affaiblir d'ailleurs », note le rapport, qui ajoute : « En mettant trop l'accent sur ces hypothèses, les planificateurs de la défense s'interdisent de tenter de s'occuper de situations nombreuses et bien plus plausibles dans lesquelles les menaces d'annihilation nucléaire ne seraient pas crédibles. »

A première vue, cette insistance mise sur ces scénarios non nucléaires, non apocalyptiques, est pleine d'intérêt. Il est certain que tout le monde bénéficierait d'une détente dans la course aux armements nucléaires entre les Etats-Unis et l'URSS. Mais les recommandations de la commission font naître une nouvelle série de dangers. L'accent mis sur les conflits de faible intensité (1) et la création de forces d'intervention muscées permet d'imaginer un engagement militaire accru des Américains dans les conflits régionaux du tiers-monde.

Ce risque apparaît à plusieurs reprises dans le rapport. Il y a tout d'abord la suggestion d'améliorer la capacité à intervenir dans des régions éloignées sans avoir à s'appuyer sur des bases à l'étranger. Le rapport demande aussi une augmentation de l'aide militaire américaine à des régimes amis du tiers-monde, et la mise sur pied de « forces en coopération » (« cooperative forces »), composées de détachements américains et alliés aux fins d'intervention dans des conflits régionaux. Elément plus inquiétant peut-être : le soutien vigoureux à la « doctrine Reagan », qui prévoit la création, suivie d'une aide, de mouvements rebelles anticomunistes, tels les contras du Nicaragua. On lit ainsi : « Les Etats-Unis devraient soutenir des insurrections anticomunistes » partout où « d'importants intérêts américains devraient être défendus et où un soutien américain devrait avoir des effets positifs ».

Si ces recommandations étaient bien observées, devrait s'ensuivre un engagement accru des Etats-Unis dans les conflits régionaux et internes en Amérique centrale, dans l'Afrique subsaharienne, dans la région du Golfe et en Asie du Sud-Est. Cette issue doit apparaître inévitable à qui connaît bien l'évolution de la stratégie américaine au cours des dernières décennies, et spécialement à la fin des années 50, quand certains stratèges percevaient une semblable menace dans le tiers-monde. En réponse à cette menace, ils demandaient alors la constitution de forces d'intervention de ce type. En 1958, par exemple, M. Henry Kissinger rédigea un rapport pour le Rockefeller Brothers Fund. Il écrivait qu'il est « impératif que, en plus de notre force [nucléaire]

de représailles, nous constituions des unités qui puissent intervenir rapidement et soient à même de faire sentir leur puissance avec discernement et souplesse » - un langage repris quasiment mot pour mot dans le document de 1988.

A l'époque, les conseils de M. Kissinger furent accueillis avec un très grand enthousiasme par les jeunes responsables qui rejoignaient l'administration Kennedy au début des années 60. Cet enthousiasme, John Kennedy le partageait, qui ordonna au département de la défense de préparer une augmentation massive des capacités d'intervention américaines. Le Pentagone mit l'accent sur le développement des forces et de la doctrine de « contre-insurrection » - la réponse militaire américaine aux guerres de libération. C'est ainsi que, lorsque le régime pro-américain de Ngo Dinh

Diem commença à rencontrer des difficultés, Kennedy ordonna un vaste développement de l'action anti-insurrectionnelle au Vietnam du Sud.

Nul ne sait si l'histoire se répète. Mais il est certain que le rapport de janvier dernier a pour but de légitimer l'usage de la puissance militaire américaine dans les conflits régionaux du tiers-monde, et donc de gommer le « syndrome vietnamien » - l'aversion de l'opinion à l'égard d'interventions américaines directes dans des conflits de type vietnamien. Cette aversion demeure vive, mais il est clair que de nombreux hommes politiques d'expérience - parmi lesquels des dirigeants démocrates - sympathisent avec les idées exprimées dans le rapport (2). Et, dans la mesure où ce message prévaudra, les Etats-Unis se rapprocheront d'un engagement - ou d'engagements - de type vietnamien.

## De gros risques d'escalade

**L**e spectre d'un regain d'interventionnisme est peut-être l'aspect le plus inquiétant, mais il n'est pas le seul élément troublant. Dans presque tous les scénarios envisagés, la commission prend position en faveur d'actions militaires américaines qui impliquent des risques non négligeables d'escalade. Cela est particulièrement clair dans la section consacrée aux conflits en Europe et dans la périphérie de l'Union soviétique. Parce que les forces américaines pourraient être numériquement inférieures, il est impératif, écrit la commission, qu'elles détiennent la suprématie sur le plan des armes conventionnelles et nucléaires et qu'elles soient préparées à user de cet avantage en frappant le territoire soviétique.

L'une de ses principales recommandations est alors le développement rapide d'armes non nucléaires « intelligentes », dont le potentiel de destruction approcherait celui des armes nucléaires à faible performance. « Les armes conventionnelles intelligentes, précises, à longue portée peuvent contribuer de façon décisive à l'arrêt d'attaques soviétiques où que ce soit dans la périphérie de l'URSS », indique le rapport. De telles armes « nous confèreraient une forte chance de détruire une grande variété de cibles ponctuelles ou étendues, grâce à un ou plusieurs tirs, sans usage de têtes nucléaires ». Parmi les cibles éventuelles : les concentrations de troupes, les postes de commandement, les aéroports militaires dans les zones profondes de l'Europe de l'Est et en URSS.

La substitution d'armes conventionnelles aux armes nucléaires est certes hautement souhaitable. Mais l'utilisation d'armes « quasi nucléaires » de ce type contre le territoire de l'URSS pourrait provoquer une réplique nucléaire aussi bien qu'une réplique conventionnelle, ce qui pousserait les Etats-Unis à répondre avec l'arme nucléaire et aboutirait ainsi à une guerre totale (3).

Il est une autre option envisagée par la commission qui provoquerait un risque d'escalade nucléaire : le lancement de contre-offensives en Europe de l'Est ou en URSS en cas d'attaque soviétique contre l'Occident. La thèse des contre-offensives en Europe de l'Est semble avoir pour auteur M. Samuel Huntington, qui lança l'idée dans un article publié dans *International Security*. Une idée critiquée pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle signifierait que l'OTAN, alliance purement défensive, se transformerait en organisation capable de lancer des offensives contre l'Est - une modification qui provoquerait sans doute des dissensions en Europe occidentale tout en donnant à Moscou une justification pour accroître sa présence militaire en Europe de l'Est. D'autre part, mise en pratique en temps de guerre, cette stratégie paralyserait les défenses de l'OTAN sur le front central (au détriment des forces en action dans d'autres zones) et provoquerait des représailles nucléaires de la part de l'URSS.

Le rapport ne nie pas le risque d'escalade nucléaire lors de tels conflits. Toute guerre américano-soviétique, note la commission,

« serait inévitablement planifiée et menée à l'ombre de la menace nucléaire ». Ainsi, « même si l'OTAN améliore très sensiblement ses défenses conventionnelles, l'alliance voudra posséder des armes nucléaires (dont des armes basées en Europe) ». Ces armes seront nécessaires pour briser une offensive ennemie grâce à des attaques « sélectives » de postes de commandement et de concentrations de troupes soviétiques.

On peut, bien sûr, se demander si une telle réplique accélérerait ou préviendrait une escalade de la guerre nucléaire. En revanche, il est parfaitement clair que de telles recommandations ne permettent pas à l'Europe d'échapper au risque nucléaire qui menace depuis longtemps le continent. Comme dans ses autres recommandations, la commission semble s'en tenir à une pensée militaire ancienne plutôt qu'à envisager d'un œil neuf les problèmes de sécurité.

En un sens, le rapport constitue un effort désespéré, l'ultime tentative d'une vieille génération de stratèges conservateurs pour moderniser, et de la sorte perpétuer, la doctrine de la guerre froide dont ils sont les héritiers depuis longtemps. Ainsi que le note l'introduction, « la commission ne propose pas de remplacer » la stratégie qui a été celle de Washington pendant de nombreuses années. Cette approche interdit assurément tout changement radical ou visionnaire de la politique américaine. Finalement, la seule innovation réelle de ce rapport réside peut-être dans la reconnaissance de l'invalidation de la stratégie américaine aux réalités de notre temps.

(1) Pour une analyse de la doctrine américaine des conflits de faible intensité, voir Michael Klare, « La nouvelle doctrine d'intervention américaine », *Le Monde diplomatique*, mars 1986.

(2) Au sujet des vues démocrates sur la défense, lire Michael Klare, « Les démocrates plus réagissants que M. Ronald Reagan », *Le Monde diplomatique*, avril 1987.

(3) Sur ce type d'armes, lire Michael Klare, « Des armes « quasi nucléaires », *Le Monde diplomatique*, avril 1983.

## LES 40 ANS D'ISRAËL



ISRAËL fête ses quarante ans. Au commencement, il y eut le partage marqué de 1947, la première guerre israélo-arabe et la naissance douloureuse de l'Etat juif dans un environnement régional hostile. Pour faire revivre l'histoire tumultueuse des quatre décennies qui suivirent, *Le Monde* a fouillé ses archives et sélectionné ses articles les plus significatifs. Il en raconte les divers épisodes guerriers : la campagne de Suez, la victoire éclair de 1967 qui modifia le visage d'Israël, la chaude alerte du Kippour, la mésaventure libanaise. Il fait l'inventaire des grands problèmes de société qui se posent dans l'Israël de 1988 et analyse la question palestinienne dans les territoires occupés. *Le Monde* rappelle aussi la chronologie détaillée de ces quarante années et publie les portraits des personnages qui les ont marquées de leur empreinte.

**Le Monde**  
36 PAGES / 25 FRANCS  
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX  
OU PAR CORRESPONDANCE

LES 40 ANS D'ISRAËL M 1988 1904 N 24 P 70  
NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
LOCALITÉ : \_\_\_\_\_  
PAYS : \_\_\_\_\_

NOMBRE D'EXEMPLAIRES : \_\_\_\_\_ X 28 F (Frais de transport inclus en France métropolitaine)  
NOMBRE D'EXEMPLAIRES : \_\_\_\_\_ X 30 F (Frais de transport inclus à l'étranger)

TOTAL DE LA COMMANDE : \_\_\_\_\_ F COMMANDE  
ET RÈGLEMENT A FAIRE PARVENIR A :

**Le Monde** Service de vente au numéro, 7, rue du Val-de-Grâce, 75009 Paris - FRANCE DIP 588

(Publicité)

VIENT DE PARAÎTRE  
PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS  
GRAND NUMÉRO SPÉCIAL  
**LE CAMEROUN**  
DE PAUL BIYA  
AUTOPRE D'UN CHAOS ANNONCÉ

EXTRAIT DU SOMMAIRE

- L'« Ethnocratie », offensive tous azimuts contre les Bantous.
- L'Eglise catholique en proie au tribalisme confessionnel.
- La faillite retardataire des technocrates hérités de la France.
- Un rapport accablant de la Banque mondiale.

532 pages - 200 F  
(télégramme réglementaire à la commande)  
82, avenue de la Porte-des-Champs  
75008 ROUEN (France)  
Tél. (01) 35-88-31-87

**Études secondaires complètes**  
**INSTITUT Valèreuse**  
MOLLAUXANNE  
• Baccalauréat • Maturité fédérale suisse • Diplôme de commerce • Informatique  
Cours d'été : retoupage, sports.  
Enseignement individualisé dans un cadre agréable.  
INTERNAT - EXTERNAT POUR JEUNES GENS ET JEUNES FILLES - Tél. 21-32-10-36/32-08-77

## Le grand

Les changements constants... Gorbachev à la diplomatie... les vieux... les occidentaux... les pays... pour autant gommer leurs...

« Les changements constants... Gorbachev à la diplomatie... les vieux... les occidentaux... les pays... pour autant gommer leurs... »

« Les changements constants... Gorbachev à la diplomatie... les vieux... les occidentaux... les pays... pour autant gommer leurs... »

« Les changements constants... Gorbachev à la diplomatie... les vieux... les occidentaux... les pays... pour autant gommer leurs... »

« Les changements constants... Gorbachev à la diplomatie... les vieux... les occidentaux... les pays... pour autant gommer leurs... »



1988.05.20

DU SIÈCLE

RECONNAISSANCE DE L'INTERDÉPENDANCE GÉNÉRALE

Le grand tournant de la diplomatie soviétique

LES changements considérables et rapides apportés par M. Gorbatchev à la diplomatie soviétique, et que commande la nécessité d'imposer un nouveau cours sur le plan intérieur, ébranlent sérieusement les vieilles affirmations de certains « spécialistes » occidentaux sur le caractère immuable des sociétés communistes. Ils pèsent aussi sur l'évolution des conflits régionaux, sans pour autant gommer leurs causes profondes.

Par LILLY MARCOU

« Devant mon peuple, devant vous et devant le monde entier, je déclare en toute responsabilité que notre politique internationale est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure, par l'intérêt que nous avons à nous concentrer sur notre travail d'édification afin de développer notre pays. C'est précisément pour cette raison que nous avons besoin d'une paix stable et d'une orientation prévisible et constructive des relations internationales. » Ces propos, tenus par M. Mikhaïl Gorbatchev le 16 février 1987 devant les participants au forum international « Pour un monde sans armes nucléaires », pour la survie de l'humanité, synthétisent l'essentiel de la nouvelle diplomatie du Kremlin. Se fondant avant tout sur une vision du monde et sur une conception de la guerre et de la paix inédites, M. Gorbatchev substitue à la conception légaliste d'un monde coupé celle d'un tout entier.

L'analyse du secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique (PCUS), plus proche de la réalité, rompt avec la conception bipolaire légaliste.

Les rapports interétatiques sont appelés à changer. Aux problèmes communs, il faut trouver des solutions mutuellement acceptables. Et ces problèmes sont perçus comme des dangers communs : catastrophes écologiques, contradictions entre les pays riches et les pays pauvres, SIDA, terrorisme, drogue, crime. C'est la raison pour laquelle il faut, selon M. Gorbatchev, surmonter les différences idéologiques. La reconnaissance de l'interdépendance générale, et du postulat que la civilisation doit survivre, relègue au second plan la lutte des classes à l'échelle mondiale. « Quant à savoir quel système est le meilleur, dit-il, l'histoire, la marche de la compétition pacifique nous départageront. Telle est la dialectique sur laquelle se fonde la conception de la politique extérieure du vingt-septième congrès du PCUS (1). » La certitude de naviguer sur la victoire inéluctable du socialisme dans le monde est remplacée par l'affirmation : « Nous ne prétendons pas détenir la vérité suprême. »

Désormais, l'hypothèse même d'une nouvelle guerre mondiale est balayée ; la prise en compte de la réalité nucléaire exige que tout le monde gagne, sinon tout le monde perd. Reprenant la formule de Clausewitz : « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », M. Gorbatchev dit : « La guerre mondiale (nucléaire) cesse d'être la poursuite de la politique par d'autres moyens (2). »

D'où l'appel pressant à retrouver la confiance dans les relations internationales ; cette confiance perdue il y a une quarantaine d'années déjà. Et, depuis, le monde vit toujours dans la crainte de l'autre, qui débouche sur la spirale de tensions et le surarmement. Le seul

remède à cette « pénurie de confiance » : une meilleure connaissance réciproque, une plus grande coopération et surtout le droit de l'autre au contrôle. Voici donc venu le temps, après la diplomatie du nier, de la diplomatie du dire. Et c'est l'introduction du contrôle, semble-t-il, qui constitue le fait le plus saillant de cette nouvelle politique étrangère.

Dès le lendemain de son avènement au pouvoir, le 11 mars 1985, M. Gorbatchev a engagé la lutte contre l'idéologie et la politique de la dissuasion nucléaire. Et toute son action est depuis lors centrée sur cet objectif. Elle est argumentée autour de trois points forts : 1) la dissuasion nucléaire comporte en elle le risque de déclenchement d'un conflit nucléaire non voulu : « C'est une mèche qui peut mettre le feu à une charge capable de détruire la civilisation » ; 2) elle constitue une politique de chantage et de menaces et, donc, une source permanente de course aux armements et de tension ; 3) elle implique que la politique est l'otage du militaire (3).

A peine nommé au poste de secrétaire général, M. Gorbatchev a lancé sa politique de désarmement. Elle connaît son point d'orgue le 15 janvier 1986, lorsqu'il annonce son programme de destruction totale des armements nucléaires vers l'an 2000. « Nous proposons de franchir le seuil du troisième millénaire débarrassés des armes nucléaires, forts d'accords mutuellement acceptables et strictement contrôlés. » Parallèlement, l'URSS propose la liquidation complète de l'arme chimique, ainsi que des réductions concertées portant sur les armements et les forces armées classiques.

Après « l'échec » — ou la « percée » — de Reykjavik (octobre 1986), le 28 février 1987, M. Gorbatchev propose aux dirigeants américains d'ouvrir une négociation séparée sur les euro-missiles qui pourraient aboutir à leur démantèlement complet en cinq ans. C'est la fameuse option zéro.

Le 22 juillet 1987 (4), allant dans le sens d'une ancienne demande américaine, M. Gorbatchev flirte l'option zéro à l'Asie et inclut aussi le démantèlement des missiles à courte portée ; c'est la double option zéro. Cette politique sera récompensée. La signature du traité sur le démantèlement des missiles intermédiaires (FNI) — premier accord de désarmement de l'ère nucléaire — le 8 décembre 1987 à Washington, est le couronnement de cette politique menée tambour battant. Et, à la fin de ce mois, le sommet de Moscou envisagera la réduction de 50 % des arsenaux à longue portée. Soulignons que les traités précédents signés par Khrouchchev et Brejnev concernaient la limitation des armes nucléaires. Cette fois-ci, il s'agit de leur réduction et de leur élimination.

Les voies de la réconciliation avec la Chine

« La paix en Europe et la paix en Asie ont la même importance dans notre politique », devait dire M. Gorbatchev lors de son voyage en Inde, en novembre 1986. Voici ainsi campé l'un des aspects les plus importants d'une politique qui, bien qu'elle se veuille globale, compte néanmoins des priorités et des points forts. La politique en Asie et dans le Pacifique comporte plusieurs volets et elle apparaît comme un des domaines privilégiés de la « nouvelle mentalité ». Certes, l'intérêt porté par les Soviétiques à l'Asie et leur vocation à se considérer comme une puissance asiatique ne datent pas d'hier. Des données historiques, géographiques, démographiques expliquent cette position. M. Gorbatchev les a rappelées à Vladivostok en juillet 1986 : « De nombreuses raisons justifient cette approche car, avant tout, la majeure partie du territoire de notre pays se trouve à l'est de l'Oural, en Asie ; en Sibérie, en Extrême-Orient. [...] Par conséquent, la situation en

Extrême-Orient dans son ensemble, en Asie et dans les océans qui la baignent, où nous sommes autochtones et navigateurs de longue date, représente pour nous l'intérêt national, de l'Etat (5). »

Dans cette politique asiatique, la place principale revient aux rapports avec la Chine. S'efforçant de sortir des impasses et de lever les « obstacles » que ses prédécesseurs n'ont pu surmonter, M. Gorbatchev passe à l'action et donne à la Chine des gages tels que M. Deng Xiaoping les avait exigés depuis le tournant des années 80.

M. Gorbatchev comprend qu'il faut faire des « actes concrets » et il s'attache à abaisser, au moins partiellement, les obstacles soulevés par les Chinois : retrait partiel des troupes soviétiques d'Afghanistan (six régiments), retrait partiel des troupes soviétiques de la frontière sino-mongole (une division) et pressions exercées sur les Vietnamiens afin de sortir du borborygme cambodgien. Mais l'URSS ne peut tout faire : les « obstacles » sont complexes et dépendent aussi des pays tiers. « Beaucoup de choses dépendent ici, tout comme dans les autres problèmes

de l'Asie du Sud-Est, de la normalisation des rapports sino-vietnamiens. C'est l'affaire souveraine des gouvernements, des dirigeants des deux pays. Nous ne pouvons que nous déclarer intéressés par le fait que la frontière entre ces Etats socialistes redevenue une frontière de paix et de bon voisinage, que le dialogue amical reprenne, que les soupçons et la méfiance inutile disparaissent (6). » Lors du sixième congrès du PC vietnamien en décembre 1986, M. Ligatchev devait affirmer que les rapports sino-soviétiques seraient encore meilleurs lorsque les relations entre la Chine et le Vietnam auraient progressé.

Le retrait prochain de l'armée soviétique de l'Afghanistan lèvera au moins un de ces « obstacles ».

La réforme que l'URSS et la Chine s'appliquent à réaliser devrait estomper un conflit multiforme. M. Gorbatchev souligne au fil du temps les points de convergence qui pourront réellement rapprocher les deux pays : lutte pour la paix afin de faciliter l'accomplissement des réformes, hostilité à l'encontre de la « guerre des étoiles », détermination proclamée à ne jamais recourir le premier à l'arme nucléaire. Plus que cela, pour la première fois, un dirigeant soviétique admet que la frontière des fleuves Amour et Oussouri est négociable.



UNE RENCONTRE ENTRE SOVIÉTIQUES ET AMÉRICAINS À BERNE. L'« empire du mal » n'est plus ce qu'il était.

L'entrevue accordée par M. Gorbatchev à l'hebdomadaire pékinois *Liaowang*, le 11 janvier 1988 — première intervention directe du dirigeant soviétique dans la presse chinoise, — confirme cette convergence qui pourra déboucher prochainement sur un sommet sino-soviétique.

La signature de l'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan, le 14 avril 1988, fait fondre les « obstacles ». Comme les autorités soviétiques sont prêtes à engager des discussions sur une diminution des forces armées à la frontière sino-soviétique — il ne reste que l'écueil cambodgien — plus précisément, le soutien que prêtent les Soviétiques à l'intervention vietnamienne au Cambodge. Salueant l'accord d'avril, l'agence Chine nouvelle mise sur les « nouvelles idées » de la politique étrangère soviétique. L'« hégémonie » soviétique, dernier mot-clé du conflit, est abandonné.

S'amoindrent de plus en plus, se rapprochant politiquement ainsi qu'idéologiquement au rythme de leurs réformes et mutations internes, les rapports sino-soviétiques ne sont pas pour autant de la même nature que ceux qui prévalaient de 1949 à 1956. Une page est définitivement tournée. La Chine ne sera plus jamais une alliée inconditionnelle, mais seulement une partenaire — future privilégiée — de l'URSS.

En Asie, le Japon est un autre partenaire dont on convoite la collaboration. Mais si le capital japonais est présent dans les quelques sociétés mixtes qui fleurissent à l'ombre de la « perestroïka », le contentieux lié aux îles Kouriles est toujours actuel et bloque une réelle reprise des relations. Cependant, les contacts diplomatiques (visite de M. Chevardnadze au Japon en janvier 1986 et de son homologue M. Shintaro Abe en URSS, en mai de la même année) ont débouché sur des accords commerciaux, des échanges culturels et une réactivation du Comité soviéto-japonais de coopération scientifique et technologique. Des facilités sont accordées aux familles japonaises désireuses de rendre visite aux leurs sur les territoires du Nord qui sont rattachés à l'URSS depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Plus proche de longue date — malgré les a priori pro-occidentaux de son nouveau dirigeant (7), l'Inde reste, malgré tout, une amie sûre. Le voyage de M. Gorbatchev en novembre 1986 a scellé les nouveaux points communs et rappelé les vieilles complexités : proposition soviéto-indienne de faire de

l'océan Indien une zone de paix, hostilité commune à l'égard de la « guerre des étoiles » ; enfin, l'Inde étudie avec intérêt la proposition soviétique d'un pacte de sécurité collective en Asie-Pacifique. De même, sur les problèmes liés aux conflits régionaux, l'Inde est solidaire, à des degrés divers, de l'Union soviétique (8).

Les relations avec les autres pays du Pacifique ont aussi été ranimées. Les pays de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est sont davantage sollicités en vue d'une réelle reprise de contact. Enfin, une réactualisation des bons rapports avec la Corée du Nord s'inscrit dans cette politique asiatique faite de priorités et d'intérêts anciens et nouveaux.

L'Europe, « notre maison commune » — pour reprendre cette belle formule de M. Gorbatchev — devrait constituer un partenaire appelé à équilibrer les relations, jusqu'à présent, avec les Etats-Unis. Cette formule en elle-même comporte un certain degré d'intégration et d'interdépendance, malgré les systèmes politiques différents. Cependant, en dépit du « flirt » entretenu avec la Grande-Bretagne et des bons rapports diplomatiques maintenus avec la France, l'Italie et l'Allemagne fédérale notamment, les nouvelles ouvertures soviétiques

n'ont pas encore trouvé de répondant. L'Europe est à l'heure de la recherche de sa propre identité et de sa propre sécurité ; et malgré les appels et les discours, les voyages et les rencontres, tout reste à faire.

C'est avec l'Europe de l'Est que les relations sont à la fois les plus dynamiques et les plus heurtées. Malgré son souhait d'intégration et de renouveau, M. Gorbatchev doit affronter les petits potentats locaux qui sont loin d'applaudir tous à la « glasnost » du « grand frère ». Si les pays du pacte de Varso-

vie approuvent le projet de désarmement (9), les problèmes économiques du Conseil d'assistance économique mutuelle (COMECON) sont toujours aigus et la logique de la « perestroïka » ne fera que les accentuer. Or, comme le remarque Marie Lavigne, la réforme est nécessaire ; « il y va de la survie du COMECON dans son ensemble (10) ».

Dans le tiers-monde, l'URSS œuvre à la modération face aux conflits régionaux. La disparition dans le discours officiel de la notion de « pays à orientation socialiste », forgée à l'époque de Brejnev afin de désigner les pays d'Asie et d'Afrique engagés dans un processus de socialisation de type soviétique, confirme les inconvénients d'une politique qui en est encore à se définir. A l'activisme brejnévien qui tendait à adapter le « modèle » soviétique dans le tiers-monde, se substitue une prudence qui vise, avant tout messianisme, à l'efficacité économique et à une collaboration fructueuse. Les travaux du vingt-septième congrès et le programme du Parti communiste de l'Union soviétique-nouvelle rédaction indiquent la ligne maîtresse de cette politique : les pays d'Asie et d'Afrique doivent créer eux-mêmes les bases matérielles et techniques nécessaires à leur nouvelle société. Tandis que l'aide-militaire est toujours assurée, l'engagement économique est plus réduit.

Consolider les acquis du passé sans prendre de nouveaux risques, comme le pensent certains, ou se désengager, comme le suggèrent d'autres (11) : dans le tiers-monde, l'URSS en est à l'heure de la réflexion, voire du tournant radical.

Ainsi apparaissent les paramètres d'une ligne générale que l'URSS tente de faire prévaloir dans les conflits régionaux du tiers-monde, en Afrique (Angola), en Amérique latine (Nicaragua), en Asie (Afghanistan, Cambodge) : contre la lutte armée, et pacification à travers la réconciliation nationale et la formation de gouvernements de coalition. Cette ligne générale éclaire l'un des changements les plus importants de l'idéologie — concernant la thèse de l'irréversibilité du socialisme, selon laquelle un pays qui a fait la révolution ne revient jamais en arrière. Le postulat qui voulait que la roue de l'histoire ne recule pas est bien et bel abandonné.

Ce qui se dessine pour l'Afghanistan est à cet égard exemplaire. Sans conditions et garanties préalables quant à la nature du régime à venir, M. Gorbatchev donne, dans sa déclaration du 8 février 1988, le calendrier du retrait des troupes soviétiques : l'essentiel se fera du 15 mai au 15 août prochains, et il devra se terminer dans un délai de dix mois, ou même moins. Après la rencontre de Tachkent (7 avril) entre MM. Gorbatchev et Najibullah et l'accord de Genève (8 avril), ce délai est réduit à neuf mois.

« Quand le neud afghan sera défilé »

L'URSS cautionne et prêche la réconciliation nationale avec toutes les forces en présence, opposition armée comprise et émigration, monarchie incluse. L'Afghanistan pacifié sera neutre, indépendant et non aligné. Quant au régime qui se mettra en place, il sera pluraliste tant politiquement qu'économiquement. Et c'est aux Afghans eux-mêmes, toutes tendances confondues, que revient la tâche d'accomplir cette réconciliation et d'asseoir le nouveau régime. Quant à ceux qui, après avoir condamné l'URSS pour son intervention, demandent maintenant qu'elle assiste et soutienne l'installation du nouveau pouvoir, M. Gorbatchev répond sans ambages : « Dispensez-vous en. Ce n'est pas notre problème. Ni le vôtre, d'ailleurs (12). »

Quant aux raisons de l'intervention en décembre 1979, dont M. Gorbatchev a hérité, ainsi que la durée d'un conflit qui n'amenait nulle part, on en trouve une promesse d'explication dans le rapport sur l'idéologie tenu au plénum de février 1988 : « Notre participation au conflit afghan est certainement un problème très complexe ayant trait à de nombreux aspects des phénomènes que nous surmontons au cours de la réorganisation et de la transformation en politique pratique. Mais le plus important c'est que le bureau politique agit aujourd'hui en ce sens en stricte conformité avec la ligne fondamentale élaborée par le vingt-septième congrès du PCUS (13). »

C'est une façon comme une autre de critiquer cette intervention et de signifier que, par ce retrait, on rectifie maintenant une politique erronée.

Pour le leader soviétique, la solution de ce conflit à une portée universa-

sante : il donne la clé de la manière dont les conflits régionaux doivent s'apaiser. « Quand le neud afghan sera défilé, cela aura l'impact le plus profond sur les autres conflits régionaux (14). »

A peine la signature de l'accord sur l'Afghanistan était-elle annoncée, que le dirigeant soviétique s'attaquait à l'un des conflits régionaux les plus difficiles — le conflit israélo-arabe. Recevant M. Yasser Arafat au Kremlin le 9 avril dernier, il l'a exhorté à reconnaître l'existence d'Israël et à tenir compte de son légitime souci de sécurité. Le dossier du problème juif et d'une reprise des relations diplomatiques avec l'Etat d'Israël (rompues depuis la guerre de six jours) est l'une des priorités de la diplomatie soviétique ; les signes de rapprochement n'auront pas manqué ces dernières années.

- (1) Pravda, 1<sup>er</sup> novembre 1986.
- (2) Ibid, 17 février 1987.
- (3) Pravda, 31 mars 1987.
- (4) Déclaration au journal indonésien *Merdeka*.
- (5) Pravda, 29 juillet 1986.
- (6) Ibid.
- (7) Cf. Jyotirmoy Banerjee, « Moscow's Indian Alliance », *Problems of Communism*, janvier-février 1987.
- (8) Cf. la déclaration de Delhi sur les principes d'un monde sans armes nucléaires et sans violence, signée en novembre 1986.
- (9) Cf. le communiqué de la conférence du comité politique consultatif de l'Organisation du traité de Varsovie du 28-29 mai 1987, qui confirme la politique soviétique et annonce six propositions des six pays de l'Est.
- (10) *Le Monde diplomatique*, janvier 1988.
- (11) Hiroaki Kikawa, « Soviet Focus on the Pacific », *Problems of Communism*, mai-juin 1987.
- (12) Pravda, 9 février 1988.
- (13) Pravda, 19 février 1988.
- (14) Pravda, 9 février 1988.

Diem commença à rencontrer des difficultés. Kennedy ordonna le développement de l'action d'insurrectionnelle au Vietnam du Sud.

Mais il ne sait si l'histoire se répète. Mais il est certain que le rapport de force a changé. L'usage de la puissance militaire dans les conflits régionaux, le « syndrome vietnamien », l'opposition à l'égard d'interventions de type vietnamien. Cette opposition demeure vive, mais il est clair que, parmi les hommes politiques américains — sympathisant ou non — exprimées dans le rapport. Et, dans la mesure où ce rapport, vaudra, les Etats-Unis se voient d'un engagement — ou d'un engagement — de type vietnamien.

serait inévitablement planifié, menée à l'ombre de la main nucléaire. Ainsi, « même si l'Amérique n'est sensible aux défenses conventionnelles, elle voudra posséder des armes nucléaires (dont des armes basées en Europe). Ces armes seront nécessaires pour une offensive ennemie contre des « sélections » de pays commandement et de commandement de troupes soviétiques.

On peut, bien sûr, se demander une telle réplique accélérerait-elle une escalade de la guerre nucléaire. En revanche, il est plus évident que de telles reconstructions ne permettent pas à l'Est d'échapper au risque nucléaire. Comme dans ses autres reconstructions, la commission semble s'être à une pensée militaire ancienne : que d'envisager d'un tel acte les bénéfices de sécurité.

En un sens, le rapport constitue un effort désespéré, l'ultime tentative d'une vieille génération de suprématisme pour moderniser la sorte perpétuelle, la doctrine de guerre froide dont ils sont les héritiers. L'histoire, la marche de la compétition pacifique nous départageront. Telle est la dialectique sur laquelle se fonde la conception de la politique extérieure du vingt-septième congrès du PCUS (1). La certitude de naviguer sur la victoire inéluctable du socialisme dans le monde est remplacée par l'affirmation : « Nous ne prétendons pas détenir la vérité suprême. »

- (1) Pour une analyse de la doctrine de la guerre mondiale de faible intensité, voir Michael Klare, « La nouvelle doctrine d'intervention américaine », *Le Monde diplomatique*, mai 1986.
- (2) Au sujet des vues démocratiques, voir Michael Klare, « La doctrine de la guerre mondiale de faible intensité », *Le Monde diplomatique*, mai 1986.
- (3) Sur ce type d'armes, voir Michael Klare, « Des armes « quasi nucléaires » », *Le Monde diplomatique*, avril 1985.

(Publité)

VIEN DE PARAITRE

PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS

GRAND NUMÉRO SPÉCIAL

LE CAMEROUN DE PAUL BIYA

ANTHROPE D'UN CHAOS ANNIÉ

EXTRAIT DU SOMMAIRE

- L'«Ethnocratie», système qui substitue la violence à la loi.
- L'Eglise catholique en proie à une démission.
- La culture traditionnelle des peuples noirs face à la modernité.
- Le rapport accidenté de la guerre mondiale.

532 pages - 200 F

Seul ouvrage rétrospectif à la commande

82, avenue de la Porte-de-Champ

78000 ROUEN (France)

744 (16) 36-89-37

autres complètes

- Diplôme de commerce
- Diplôme de comptabilité
- Diplôme d'informatique

Cours d'été : rattrapage, sports, développement individualisé dans un cadre agréable

ET RENÉES FILLES - Tel. 32-10-36/37



1997



A BOUT DE SOUFFLE

pour une relance mondiale ?

En 1984, Claudio Jodice (4) estimait que le tiers-monde, s'il devait payer sa dette, alors évaluée à 500 milliards de dollars, en dix ans, aurait besoin de décaisser un solde exportateur net de 124 milliards par an. Or, la totalité du déficit commercial américain, qu'il aurait fallu combler entièrement aux exportations du tiers-monde. Ce ne fut évidemment pas le cas (heureusement pour l'économie du Japon !). Aujourd'hui, l'endettement du tiers-monde dépasse largement les 1 000 milliards de dollars, et celui des Etats-Unis vis-à-vis de l'extérieur est décomposé. Cette double dette est devenue insupportable pour le système financier mondial, mais, si l'on considère le remboursement, si l'on considère l'Europe et le Japon acceptant de verser des milliards de dollars par an à l'extérieur du monde (le bloc COMECON étant hors jeu), ce n'est pas un désastre pour l'emploi, et il ne faut pas transformer en phénomène massif et

leur compétitivité (5), mais surtout... diminué de moitié la valeur de leurs créances libellées en dollars ! Quant aux pays du tiers-monde, ils ont déjà pratiqué de telles restrictions à leurs importations (avec des conséquences sociales souvent dramatiques) que leur balance commerciale ne dépend plus guère que de la demande que leur adresse le monde développé. Pour eux, la seule solution est la dévalorisation des créances. Elle a déjà commencé sur le « marché gris » entre banques (6). Mais peut-elle être généralisée et officialisée ? Le problème est, bien sûr, la survie des créanciers. Qu'advient-il si la dévalorisation se généralise (nouvelle chute du dollar, effondrement des cours des bons du Trésor, annulation des créances sur le tiers-monde) ? Pour autant que ces avoirs, devenus fictifs, servent à gager tout le système bancaire mondial, on risque la faillite des grandes banques et la panne générale du système monétaire. Si une dévalorisation contrôlée des créances douteuses rassure la clientèle des banques, elle devient périlleuse au cas où elle se transforme en phénomène massif et

généralisé. C'est pourquoi le Mexique n'a pu obtenir l'échange officiel de ses dettes, dévalorisées de 50 %, contre des obligations gagées sur la Réserve fédérale. La dévalorisation rapide des créances sur le tiers-monde n'est donc possible que si une instance monétaire supranationale, fonctionnant en « prêteur en dernier recours », dédommage les banques pour les créances qu'elles abandonnent à leurs débiteurs. Ce qui redonne de l'actualité aux droits de tirage spéciaux (DTS), véritable monnaie émise par un Fonds monétaire international repensé selon les principes proposés par Keynes à Bretton-Woods. Ces DTS se substitueront d'abord aux dettes non payées ou provisionnées, puis seraient distribués annuellement en fonction des besoins de développement des populations mondiales. Coup définitif à l'hégémonie du dollar, qui perdrait ainsi son statut de monnaie mondiale de fait... Mais les Etats-Unis pourraient-ils longtemps l'éviter ? C'est le problème que pose l'ajustement de leur déficit.

can des partenaires doit veiller à son déficit par rapport à celui des autres. L'ensemble de l'Europe est condamné à la stagnation interne et ne peut jouer un rôle d'entraînement pour le reste du monde (9). En réalité, la croissance européenne est strictement limitée par celle de la RFA, qui dispose de l'économie la plus compétitive, donc de la plus excédentaire. Or, dès la deuxième phase de la crise, sans doute sous la pression du Parti libéral, les gouvernements allemands, de gauche ou de droite, ont privilégié l'orthodoxie monétaire, budgétaire et sociale, malgré un taux de chômage proche de 10 %. On pourra objecter que ce choix d'une croissance « lente mais sûre » ne concerne que la nation allemande et se justifie par l'implosion démographique qu'elle est entrée. C'est vrai. Mais, grâce aux mécanismes du SME et du marché commun, l'Allemagne se comporte en ministre de l'économie de l'ensemble de l'Europe (10). Refusant et la relance chez elle et la dévaluation chez ses partenaires, elle condamne ceux-ci à osciller entre la stagnation... et un déficit à son égard. Autrement dit, elle se réserve le marché de ses partenaires, vaste débouché pour ses propres produits, mais en même temps elle les condamne à ne pas élargir ces mêmes marchés, s'enfermant ainsi dans un piège à moyen terme. Imposant en outre une politique de libre-échange, qui prendra tout son effet quand, en 1992, aucun des Douze ne pourra même plus avoir individuellement recours à la réglementation pour contrôler ses importations, la RFA enferme l'ensemble de l'Europe dans un rôle de plus en plus passif.

Briser ce piège, refaire de l'Europe une zone de prospérité, légèrement déficitaire pour favoriser les rééquilibres mondiaux, exige une profonde refonte de ses mécanismes institutionnels. Il ne suffit pas d'en appeler à l'unification du marché en 1992 ou à la constitution d'une monnaie commune, l'ECU : cette fuite en avant, qui efface les dernières protections du reste de l'Europe contre la politique allemande de stagnation, ne fera qu'aggraver le mal qu'il faut guérir. Il s'agit, au contraire, de remettre les bous dans la charrette : une politique commune de progrès social avant l'unification des règles, des monnaies et des marchés. Cet objectif peut être poursuivi de deux façons complémentaires. Tout d'abord en restituant aux pays déficitaires une marge de manœuvre pour accélérer leur croissance et lutter contre le chômage, par la réduction de la durée du travail. Cela passe par une plus grande autonomie de la gestion monétaire nationale et par la possibilité de faire jouer des clauses de sauvegarde quand une politique sociale trop « généreuse » compromettrait excessivement la balance commerciale. Dans cette optique, tout progrès vers la création d'une monnaie externe commune, l'ECU, doit s'accompagner d'une plus grande flexibilité du cours de chacune des monnaies nationales par rapport à lui (11).

Ensuite, en dotant véritablement l'Europe d'une législation et d'une politique sociale communes, prévoyant notamment une réduction coordonnée de la durée du travail et comprenant des transferts structurels vers les zones à déficit. Le marché commun agricole fut le prototype de ce genre de politique. Les mécanismes choisis (soutien aux prix des produits et non aux revenus paysans) se sont, à la longue, révélés pervers, et leur réforme est urgente (12). Mais le principe même de revenus garantis, socialisés au



1987

section maximale des créances de telle manière, d'ailleurs, l'ajustement, entraîne cependant une série de difficultés.

En premier lieu, annuler « officiellement » des dettes pose un problème de crédibilité pour le futur. Il faut d'autre part, être choquant de nouveauté, même sort à des dettes impayées bien utilisées ! La solidarité humaine suggère de donner la priorité aux plus pauvres. Mais faut-il annuler les dettes des dictatures ou bien donner la prime aux jeunes démocrates (Chili, Argentine...) ? Faut-il - alors au plus tôt - tirer un trait sur la dette des Etats-Unis ?

Certes, en dévaluant leur monnaie de moitié en deux ans face au dollar, les Etats-Unis ont préservé l'expansion et partiellement

Eviter la récession américaine

QUEL que soit l'ajustement que peut susciter la perspective de voir les Etats-Unis échapper à l'austérité que le FMI a si cruellement imposée au tiers-monde, il apparaît en effet que cet ajustement doit éviter au maximum une récession américaine. Parce que le coût en serait supporté prioritairement par les femmes, les minorités noires et hispaniques, les jeunes à statut précaire et tout cet immense tiers-monde à l'intérieur même des Etats-Unis. Et aussi parce que la chute des importations serait très grave pour l'Europe et le Japon, et dramatique pour les nouveaux pays industrialisés dont les Etats-Unis sont le principal client.

Mais comment obtenir ce réajustement non récessif de l'équilibre commercial avec le reste du monde (7) ? Les Etats-Unis l'ont d'abord cherché en négociant avec leurs partenaires la dévaluation de leur devise depuis la fin de 1985. Mais cette solution n'améliore pas leur déficit à l'égard des pays de la zone dollar, d'où leurs réactions protectionnistes à l'encontre de leurs fournisseurs du tiers-monde. Surtout, les créanciers allemands et japonais, inquiets de la dévalorisation de leurs créances en dollars, font preuve d'une exigence croissante quant aux taux d'intérêt que leur rapportent ces titres. Les Japonais, en particulier, sont de plus en plus réticents à acheter des bons du Trésor qui « brûlent les doigts » (8) : le dollar a perdu sa fonction de monnaie de réserve.

En somme, la perte de leur hégémonie économique par les Etats-Unis et l'impasse dans laquelle ils ont été conduits par les deux phases réactionnelles impliquant un abandon de leur hégémonie monétaire. Dans leur querelle avec Bonn, qui déclencha le krach d'octobre 1987, on retrouve l'écho des imprécisions des ministres britanniques contre les « gnomes de Zurich » dans les années 60, lors des derniers soubresauts de la livre sterling : une monnaie fondante ne peut rester une monnaie universelle ! Mais les Etats-Unis ne peuvent pas non plus restaurer leurs comptes sans une rigoureuse austerité... impraticable en période électorale. Incapables d'imposer la relance chez leurs partenaires, ils vont encore

tergiverser pendant près d'un an, au risque de provoquer la reprise de l'inflation, la remontée des taux d'intérêt, voire un nouveau krach beaucoup plus grave, avec effondrement du marché obligataire devenu à son tour peu crédible, chute de la Bourse de Tokyo, etc.

La solution socialement et économiquement préférable serait évidemment la hausse des importations par les deux autres pôles. Le Japon vient de faire d'importants efforts dans le sens d'une relance interne, mais il est à craindre que ce ne soit très insuffisant : pays de taille moyenne et vieillissant, déjà suréquipé, il ne sera probablement jamais un grand importateur. Tous les regards se tournent alors vers l'Europe.

Principal marché mondial, en population et en richesse, l'Europe de l'Ouest est aussi le grand pôle de stagnation depuis le début de la crise, celui où le chômage s'accroît malgré la stabilité démographique. Ce paradoxe n'est nullement lié à une inaptitude à l'innovation technique et sociale (comme en témoignent l'Italie et l'Allemagne). Un coup d'œil sur les chiffres (voir tableau II) indique clairement où se situe le problème fondamental : seuls échappent à la stagnation et au chômage la Suisse, l'Autriche, la Suède et la Norvège, précisément les pays n'appartenant pas à la Communauté économique européenne.

Zone de libre-échange sans politique sociale commune, la CEE n'a guère généré la croissance à l'âge d'or du fordisme, car tous les pays pouraient simultanément une politique de développement du marché interne. Dans les années 70, les mécanismes permettant les ajustements réciproques ont peu à peu été abandonnés, alors même que l'internationalisation de l'économie attisait la guerre commerciale entre les Etats membres. Privé, par les règles du système monétaire européen (SME), de la possibilité de modifier son taux de change, chaque pays n'a plus eu d'autre ressource que l'« austerité compétitive » pour équilibrer sa balance commerciale. Croître chacun moins vite que le voisin : jeu où tout le monde perd. Parce que cha-

que les forces sociales européennes sauront-elles, avant 1992, repousser ce « Marché commun contre l'Europe » (14) dont les libéraux-conservateurs et les chroniqueurs irreflexifs présentent le parachèvement comme une panacée ?

ALAIN LIPIETZ.

(5) Pendant le premier semestre 1987, les Etats-Unis ont connu une croissance de 1,6 % de leur PIB, dont 0,6 % grâce aux exportations. Le reste est dû à une légère hausse du revenu des ménages et une nouvelle chute du taux d'épargne.

(6) Voir Frédéric F. Clairmonte, « L'art et le manière de convertir une dette en pacotille », *Le Monde diplomatique*, décembre 1987.

(7) Voir Stephen Morris, *Les Défis et le Dollar, l'économie mondiale en péril*, Economica, Paris, 1987.

(8) Selon le *Mitsubishi Bank*, la vitesse de rotation de ces titres entre les mains des investisseurs japonais est passée de 1,3 fois en 1984 à 9,8 fois pour les huit premiers mois de 1987.

(9) Pour des raisons diverses, Londres et Madrid se sont autorisés des déficits considérables en 1987 (9,8 milliards de livres pour le Royaume-Uni, pays exportateur de pétrole et dirigé par une « dame de fer »).

(10) Voir Jean-Paul Fanchon, « Une politique monétaire européenne au service du marché », *Le Monde diplomatique*, janvier 1988.

(11) Le renforcement de l'ECU reste éminemment souhaitable pour protéger les monnaies européennes des mouvements spéculatifs de capitaux flottants (voir Michel Aglietta et Nadine Mandelkern, « Politiques économiques nationales et évolution du système monétaire européen », *Economie prospective internationale* n° 32, 4<sup>e</sup> trimestre 1987).

(12) Voir Henri Nallet, « L'urgence d'une solution globale », *Le Monde diplomatique*, février 1988.

(13) Voir Guy de Faramond, « Un droit étendu et renforcé », *Le Monde diplomatique*, avril 1988.

(14) Titre d'un livre (bien oublié) de Michel Rocard, Le Seuil, Paris, 1973.

# BOURGUIBA

Tome 1

## "A la conquête d'un destin" 1901-1957

Six mois après sa subite destitution, enfin une biographie de Habib Bourguiba qui sort de l'hagiographie ou de la simple compilation, fondée sur des informations de première main, et tout à fait inédites, qui se veut aussi une histoire non officielle de la Tunisie depuis le début de ce siècle jusqu'à l'orée de 1988. Le premier tome décrit les jeunes années de Bourguiba, retraçant notamment les étapes d'une lutte de trente ans pour la libération de son pays et pour s'imposer comme le chef incontestable du mouvement nationaliste. Il permettra au lecteur de

192 PAGES DONT 20 DE PHOTOS  
FORMAT 16 x 23,5 CM

### Bourguiba

1. A la conquête d'un destin 1901-1957

SOPHE BESSIS  
SOUHAYR BELHESSEN



suivre l'itinéraire surprenant de cet homme au destin exceptionnel et de comprendre l'origine de ses relations avec un pouvoir qu'il ne sut jamais partager ni céder. Un ouvrage de Sophie Bessis et Souhayr Belhessen, toutes deux Tunisiennes et journalistes.

Déjà parus :  
Mandela l'indomptable par F. Soudan.  
Sankara le rebelle (épuisé) par S. Andriamirado.  
Sékou Touré, le héros et le tyran par I. Baba Kaka.  
Kaddafi, le CIA et les marchands de mort par F. Soudan et J. Goulden.  
A paraître :  
Bourguiba Tome 2. Un si long règne.

Tableau I. - LA « PERSISTANCE » DE LA CRISE AUX ETATS-UNIS

Cycles *	1948-1966	1966-1973	1973-1979	1979-1986
Profitabilité .....	8,9	7	5,5	5,9
Taux d'inflation .....	3,6	4,4	3,5	2,9
Chômage .....	5,2	4,6	6,8	8
Productivité .....	2,6	1,8	0,5	0,9
Produit national brut .....	4,4	3,2	2,6	2
Salaires réels .....	2,6	2,1	0,4	0

Source : Samuel Bowles, David Gordon, Thomas Weiskopf, communication au congrès annuel de l'American Economic Association, Chicago, décembre 1987.  
(\*) Les trois premières lignes sont des taux moyens sur les cycles (%); les trois suivantes sont des taux de croissance annuels moyens (%).

Tableau II. - CROISSANCE ET CHOMAGE : L'EFFET CEE \*

Pays	Taux de chômage (66 1987)	Croissance industrielle (66 1987, 1980 = 100)
Japon .....	2,8 %	125,8
Etats-Unis .....	5,8 %	126,6**
Suède .....	1,6 %	120
Norvège .....	1,9 %	120
France .....	10,8 %	104
Allemagne .....	7 %	111
Grande-Bretagne .....	9,7 %	115,3**
Italie .....	10,5 %*	96,3

Source : OCDE.  
(\*) Source Observatoire français de conjoncture économique (OFCE).  
(\*\*) La référence à 1980 fausse l'estimation de la performance de ces deux pays qui ont subi le « choc monétaire » dès la fin 1979 (-10 % entre 1979 et 1980).

**DES ÉQUITATIONS**  
pour vos enfants

... (textes flous) ...

**LESTRE DES 3 SOLEILS**  
EMBRUN - HAUTES-ALPES  
04 32 43 32 95



## UN TIERS-MONDE EN FORMATION

## L'espoir déçu des paysans andalous

**L**OIN de Bruxelles et du grand axe industriel, financier, commercial et technologique qui court de Londres à Milan, autour duquel se construit l'Europe, de vastes régions de la Communauté sont condamnées à subir tout le poids du marché unique. Les populations qui y vivent voient leur identité et leur existence même menacées par l'implacable logique du profit et de la compétitivité. Tel est, au sud de l'Espagne, le cas aujourd'hui de l'Andalousie.

Par FRANÇOIS DE RAVIGNAN \*

Terres noires, villages blancs. Immensités que, sous le soleil, sillonnent les tracteurs. Au bout de la route, le village - presque une ville - offre ses maisons coquettes, blanchies à la chaux, dont les étroites façades barrées de grilles s'alignent le long des rues aux larges trottoirs plantés d'orangers. Lavé, fleuri, le village exprime un bien-être trompeur. Tout comme la prospérité des terres : pays riche, peuple pauvre : 36 % de chômeurs, 30 % de familles au-dessous du seuil limite de pauvreté, presque un tiers d'illettrés... L'Andalousie cache bien ses misères !

87 000 km<sup>2</sup>, 6,5 millions d'habitants, le pays s'étend entre deux massifs montagneux, l'un au nord, la Sierra Morena, l'autre au sud, suite de chaînes côtières qui culminent dans la Sierra Nevada à plus de 3 000 mètres ; une vaste péninsule aux sols noirs, épais et riches, bien drainés, la Campine, est bordée de coteaux calcaires moins fertiles, anciennement domaine de l'olivier. Au pied des montagnes, du nord-est au sud-ouest, coulent deux fleuves parallèles, le Guadalquivir, le plus méridional, et le Guadalquivir (l'Oued-el-Kébir des Arabes, le « grand fleuve »), l'un et l'autre permettant l'irrigation. En aval de Séville, sur une soixantaine de kilomètres et jusqu'à son embouchure, le Guadalquivir traverse une plaine absolument plate, ancien golfe marin comblé par les alluvions du fleuve et aménagé pour la culture. La côte atlantique qui borde cette plaine est une zone de concentration urbaine avec les grandes villes de Cadix et de Jerez (150 000 habitants). Grenade, Cordoue, Malaga forment trois autres pôles importants (entre 200 000 et 400 000 habitants), tandis que Séville, où siège depuis 1983 le parlement et le gouvernement de la « Communauté autonome » d'Andalousie, fait figure de capitale avec ses 700 000 habitants.

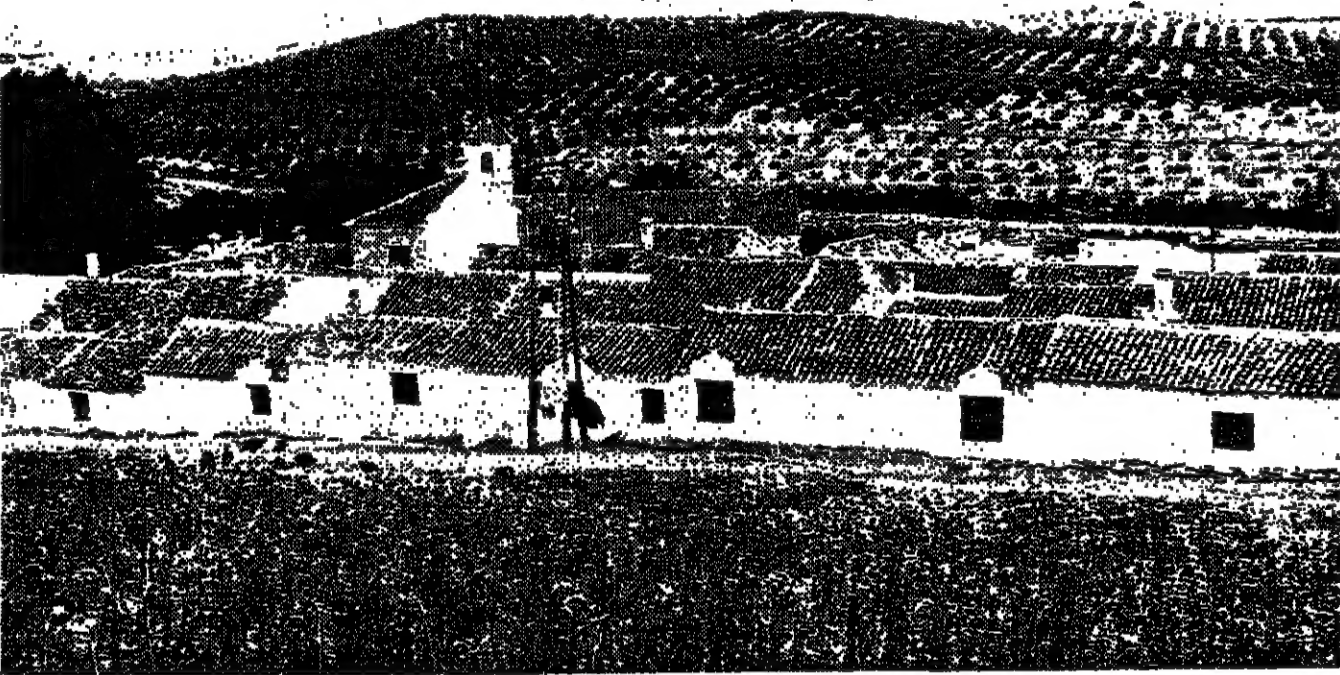
Dans l'Andalousie orientale, plus montagneuse, et principalement dans les provinces d'Almería et de Grenade, s'enchevêtrent la petite et la grande exploitation, fonctionnant à base de main-d'œuvre salariée. Dans l'Andalousie occidentale, en revanche, c'est celle-ci qui domine et marque le paysage : de rares fermes isolées au milieu de terres sans arbres où résident les *capataces*, régisseurs des grands propriétaires qui, pour la plupart, demeurent en ville. Ces domaines emploient relativement peu de main-d'œuvre permanente (un homme pour 500 hectares), mais surtout des journaliers, employés pour les récoltes et demeurant dans de gros villages, ou même des « agrovilles », de quelques milliers à plus de 10 000 habitants. Dans ces bourgs andalous demeurent 300, 800 ou plus de 1 000 journaliers agricoles. Les déplacements occasionnés par le travail peuvent être très longs. Ainsi, dans un village, des femmes vont travailler à la récolte du coton à 60 kilomètres de là, pour l'équivalent de 120 F par jour, sur lesquels elles doivent payer leur nourriture et leur déplacement.

## « La retraite à vingt ans »

**L**ES conflits pour la terre et le travail sont anciens en Andalousie. Dans les années 40, la misère souvent profonde des journaliers s'amplifie en raison de la baisse des salaires et s'accompagne alors de famine. Mais, depuis les années 60, c'est le travail lui-même qui est atteint ; les grands domaines mécanisés afin de rester compétitifs en diminuant les coûts de production. L'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ne peut qu'accroître cette tendance.

Les tâches des journaliers agricoles se concentraient principalement sur quatre récoltes : celles du coton, de l'olive, de la fraise et des fruits et légumes. La récolte manuelle du coton offrait à 40 000 personnes (il y a environ 320 000 journaliers), soixante jours de travail par an (3). La moitié au moins de ce coton est désormais ramassée avec des machines (dont l'Etat a du reste fréquemment subventionné l'achat). Quant aux oliviers, la concurrence de l'huile de graine impor-

La concentration de la propriété foncière s'est accentuée dans la première moitié du dix-neuvième siècle au cours duquel, au système féodal, succède un capitalisme agraire (1). Sous le régime franquiste, l'inégalité de la répartition du sol se maintient, tandis que les changements techniques qui s'opèrent à partir des années 60 entraînent un exode rural intense qu'absorbent en partie la croissance des villes et une industrialisation timide. La proportion de paysans demeure cependant très forte dans la population active : 23 % (contre 7 % dans l'ensemble de la Communauté européenne). En outre, les départs de l'agriculture ont affecté davantage les petits exploitants indépendants : les



Guy Le Guesc-Moguen

LE VILLAGE DE BRACANA  
Un calvaire tropézien au pied des coteaux

trois quarts des paysans sont aujourd'hui des journaliers, contre 21 % de petits propriétaires exploitants (moins de 20 hectares), 2,5 % de moyens (20 à 200 hectares), 0,5 % de grands, détenant à eux seuls 54 % de la terre.

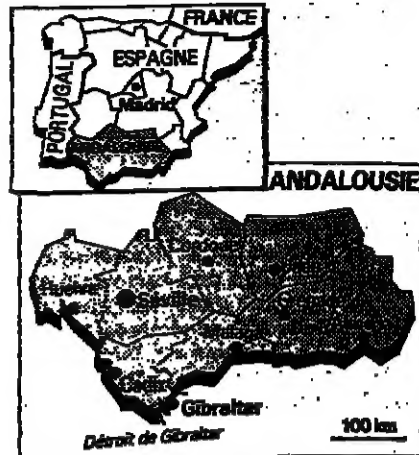
Il n'est pas rare d'entendre parler de propriétaires faisant travailler (car le faire-valoir direct est ici la règle) 3 000, 11 000 ou même plus de 30 000 hectares. Cette prédominance du latifundium rappelle évidemment la structure agraire de nombreux pays d'Amérique latine. Le *señorito* (2) andalous a probablement servi de modèle à la colonisation espagnole. Mais il se pourrait aussi qu'il ait inspiré les colons de l'Algérie « française » au temps de la forte immigration venue du sud de l'Espagne dans la deuxième moitié du dix-neuvième siècle. C'est assez dire l'importance historique de l'organisation sociale qui a prévalu en Andalousie.

œuvre d'une réforme agraire, et créé un institut *ad hoc* pour la gérer. Mais il se heurte à de profondes contradictions. Il prétend donner du travail à ceux qui en manquent et dans le même temps postule qu'une agriculture moderne est faite « de grandes exploitations, avec ses économies d'échelle et ses hauts rendements » selon l'expression même d'un membre du gouvernement de Séville. Erreur classique car, ici comme ailleurs, la grande exploitation produit généralement moins à l'hectare cultivé que la petite (4), s'orientant selon la « logique du capitalisme sans risque » (1). Par ailleurs, les pratiques agricoles utilisées sont fréquemment cause de dégradation de l'environnement, en particulier d'érosion sur les terres en pente, labourées au tracteur lourd sans aucune précaution : 5 000 hectares de bonnes terres disparaissent ainsi chaque année en Andalousie. Quoi qu'il en soit, la réforme agraire a voulu laisser leur chance aux *terranientes* (5) et à la forme d'exploitation qu'ils ont mise en œuvre ; elle a seulement prévu de mettre en location forcée pour une durée de douze ans seulement les domaines dont la production à l'hectare aurait été reconnue comme trop faible. Les quelques opérations de ce genre qui ont été engagées ont soulevé des tollés de la part des propriétaires et de leur syndicat (ASAGA), qui ont usé de tous les moyens possibles pour bloquer les suites d'une action pourtant bien timide. « La réforme agraire ? - C'est seulement pour la presse ! », entend-on dire maintenant dans les campagnes.

Les secours aux chômeurs ne sont distribués qu'à ceux qui ont travaillé un minimum ; ceux qui justifient de soixante jours de travail dans l'année perçoivent une indemnité de 25 000 pesetas par mois (environ 1 250 F) pendant neuf mois. Pour vingt jours, on n'est secouru que pendant cinq mois. Un « Plan d'emploi rural » permet d'offrir aux chômeurs quelques journées pour des travaux d'utilité collective et qui comptent pour l'obtention de l'indemnité de chômage. Outre que l'opportunité des réalisations ainsi entreprises est souvent contestable, l'octroi des journées disponibles à tel

travailleur plutôt qu'à tel autre donne lieu à des pratiques discriminatoires. De plus, un commerce occulte des jours de travail s'est instauré, rendu possible par le fait que ce sont les propriétaires qui les comptabilisent officiellement ; certains d'entre eux inscrivent donc des jours de travail fictifs pour lesquels ils paient 130 pesetas de part patronale à l'organisme d'assurance-chômage ; ils les revendent 200 pesetas aux journaliers... Le gouvernement préfère « acheter la paix sociale », plutôt que de risquer un affrontement avec les propriétaires.

Enfin, la colonisation des terres vierges dans la plaine du Bas-Guadalquivir a éveillé de faux espoirs. Voici une quinzaine d'années, on a installé sur 45 000 hectares de terres irriguées, 3 000 petits agriculteurs, avec des lots de 10 à 12 hectares, pour lesquels on a construit des villages neufs. Une extension en cours de 10 000 hectares irrigués doit permettre d'installer 1 100 colons. Les cultures dominantes sont ici le riz, le sorgho, le coton. L'élevage, très sporadique, ne permet pas de reconstituer comme il le faudrait le stock de matière organique du sol, d'autant qu'on brûle fréquemment les pailles. En outre, on observe une baisse inquiétante du niveau des nappes phréatiques dans lesquelles on pompe pour l'irrigation ; selon certains écologistes, ce périmètre, qui a coûté très



ouvrières, nées dans la clandestinité au temps du franquisme. A la suite d'une grève des ouvriers vignerons dans la région de Jerez en 1967 (6), des commissions de journaliers agricoles prirent leurs distances à l'égard du Parti communiste qui prétendait contrôler leur mouvement. C'est ainsi qu'est né le SOC, devenu rapidement le syndicat de journaliers agricoles le plus populaire, en même temps que le plus radical.

Le SOC, c'est d'abord une pratique de la solidarité : on partage entre ouvriers les journées de travail disponibles en même temps qu'on lutte contre une mécanisation qui détruit le travail. C'est ensuite le combat pour la terre, par des méthodes non violentes mais souvent spectaculaires comme l'occupation d'un domaine par un grand nombre de journaliers venus avec tentes et couvertures. Ces actions, comme les marches sur les villes ou encore les grèves de la faim, déclenchent d'innombrables procès ; rares sont les responsables du SOC qui n'ont pas connu la prison.

Des terres sont parfois obtenues à la suite de ces luttes. Dans deux communes, on nous parle de superficies de l'ordre de 4 000 hectares, peu de chose par rapport aux besoins du pays, qui vont être attribuées aux journaliers. Le seront-elles vraiment ? Les adhérents du SOC n'envisagent pas de se répartir ces terres en lopins individuels, mais de les travailler en s'organisant sous forme de coopératives de production. Celles-ci devraient englober « toutes les activités possibles en milieu rural et mettre en pratique un modèle de vie dans lequel l'égalité, la non-compétitivité et la solidarité seront les valeurs fondamentales ».

Quelques projets sont déjà à l'œuvre, un jardin collectif mis en chantier, une ferme coopérative d'élevage dont la réalisation semble proche, etc. Dans certaines communes, les journaliers ont obtenu la majorité aux élections municipales. Une étonnante et foisonnante vitalité s'exprime alors. Dans la commune de Marinaleja est menée une expérience de démocratie directe : toutes les décisions importantes sont prises par l'assemblée générale de cette agglomération de 2 500 habitants. Ici se perpétue la tradition révolutionnaire du « dimanche rouge » : chaque dimanche matin, les habitants disponibles, hommes et femmes, deux cents à trois cents personnes, munies de leurs outils, se rassemblent à la Maison du peuple (décorée d'une grande fresque inspirée du film de Bertolucci, 1900, figurant une foule d'ouvriers qui s'avancent, d'affiches du SOC et de portraits du « Che » Guevara) ; le maire distribue les tâches communes : construction de logements, entretien des espaces verts, nettoyage de fossés. Au fur et à mesure que les mains se lèvent, la salle se vide et les chantiers se remplissent jusqu'au milieu de la journée.

## Nouer de nouvelles solidarités

**D**ES soutiens extérieurs au milieu agricole sont acquis au SOC, celui en particulier d'un certain nombre d'intellectuels. Des écologistes trouvent, dans les liens qu'ils nouent avec le syndicat, l'occasion d'un dialogue fécond. Celui-ci a signé le *Pacte andalous pour la nature*, un projet de cinquante ans préparé par des groupes écologistes et qui va être présenté au gouvernement. Dix-neuf organisations ont signé une revendication immédiate inspirée de ce projet global, et constatant à l'exigence le reboisement de 40 000 hectares par an dans la région. Beaucoup de mouvement donc, mais, pour le moment, encore peu de résultats. D'autres solidarités sont à nouer, non seulement à l'intérieur du pays, mais à l'extérieur. En France, en particulier du non-travail et le développement du non-travail et à quelque chose d'apprendre de l'Andalousie et de ses journaliers. Et d'abord, cette réalité très simple que le tiers-monde n'est pas seulement en Afrique ou en Amérique latine, mais aux marches de l'Europe et

demain en son cœur même. Fruit de la concurrence et de la compétitivité, le tiers-monde, toujours et partout, c'est le meurtre du travail.

Devant cette situation, la seule chance qui demeure se rattache à une exigence fondamentale, passablement oubliée en France : être un peuple. En Andalousie, les médias, la consommation et les machines à sous n'en sont pas encore venus à bout. Pour combien de temps ?

- (1) Cf. Bernard Roux, « Immobilisme des structures et différenciation de la production dans l'agriculture en Andalousie », *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, tome 56, fasc. 2, Toulouse, 1985.
- (2) Littéralement « petit monsieur », surnom donné aux propriétaires.
- (3) Information fournie par M. Peco Casero, membre fondateur du SOC.
- (4) En France, un phénomène analogue est à l'œuvre : cf. F. de Ravignan, « L'indépendance ne survit pas », *La Découverte*, Paris, 1988.
- (5) Grands propriétaires fonciers.
- (6) Cf. Isabel Alvarez de Toledo, *La Grève*, Le livre de poche, Paris.

La

De quoi s'agit-il ? De l'Etat... De Rome ? Rome qui... l'Europe de toute la ville, off... quel est cet Etat sans nation, sans... de son action... On le spiritual s'arrête... mais en principe tout acte diplo... est en fait par des représentations... se rend à l'étranger, c'est d... commune spirituelle, avec le... second, des autorités états... une frontière, au sein d... mais il est en même temps d... sans frontières dans le monde... L'analyse de cette situation... sans ambiguë. Cette situation... les temps modernes ont été... de la disparition des Etats... le temps du papier, et celui... lui, notamment, qui, en son... que plus de deux ans hors de l'Europe... immergé dans le monde, l'Europe... changements. Pour ne... appaître, les pontificats de l'Europe... ne peut-être être... à l'époque. Ainsi, le... relations internationales, en l'absence... Sur ce jeu double de... réalité du papier, son origine...

## Le rêve

HEBBLETHWAITE

JEAN-PAUL II s'est rendu... page, en juin 1987. Dans... élections, le 16 octobre 1987... déclaré « D'ordinaire, je... une particularité de notre pays... de peu d'importance, en l'occurrence, c'est que plus est, en l'occurrence, nous sommes et nous restons... de l'homme, nous sommes... sans doute nombreux. Et... le pape pense et apprend... en Pologne... L'acte est le mot d'Adam... le pape polonais et le... l'homme, comme Paul VI... digne de l'homme, mais... doit être chrétienne. Et... la Pologne comme la clé et la... polonais comme le visage... Dans le dernier article... avant de devenir pape, le... mandait qu'il passait la... orientale du Continent... avait se trouver sur... avait là où la civilisation... l'ouest (et porteur de l'Esprit...)

## Les voyages, phé-

Le message des papes con... nous les hommes et leur... l'homme, comme Paul VI... dans l'encyclopédie *Popul...* Mais quand Paul VI... l'humanité, considérait l'Es... experte en humanité... traitait à rejoindre le... Jean-Paul II passa à l'... son premier sermon en... : « N'avez pas peur ! O... pour sauver, ouvrez les... des Etats, des systèmes... et économiques, les... de la culture, de la civi... de développement. N'ayez... Le Christ - soit ce qui... Il est le seul à le... Ces aux Etats et aux... Jean-Paul II a été... et s'accomplissent résonn... projet : « La science... tout entière dans l'Eglise, déposée... l'Eglise, qui détient... d'une bonne politique... d'Occident moderne... à rebours. La prophé... Jean-Paul II constate un...

\* Agronome à l'INRA.



# La diplomatie de Jean-Paul II



ouvrières, nées dans la clandestinité, grève des ouvrières vigneronnes dans la région de Jerez en 1967 (6), du mouvement de journalistes agricoles communistes qui prétendait contrôler le mouvement. C'est ainsi qu'un SOC, devenu rapidement le syndicat de journalistes agricoles le plus puissant, en même temps que le plus riche.

Le SOC, c'est d'abord une partie de la solidarité : on partage les ouvrières les journées de travail épuisées en même temps qu'on lutte contre une mécanisation qui détruit le travail. C'est ensuite le combat pour la mise au point de méthodes non violentes pour des spectacles comme l'occupation d'un domaine par un grand nombre de journalistes venus avec leurs couvertures. Ces actions, comme les marches sur les villes ou encore les grèves de la faim, déclenchent d'insupportables procès ; mais les responsables du SOC qui n'ont pas connu la prison.

Des terres sont parfois obtenues suite de ces luttes. Dans deux années, on nous parle de superficies d'ordre de 4 000 hectares, peu de temps par rapport aux besoins du pays. Vous être attribués aux journalistes avant-elles vraiment ? Les articles du SOC n'avaient pas de se révéler terres en terres individuelles, mais travailler en s'organisant sous la coopération de production. Ce qui devenait englober : toutes les unités possibles en milieu rural et se lire en pratique un modèle de vie auquel l'égalité, la non-complaisance la solidarité seront les valeurs fondamentales.

Quelques projets sont déjà à l'état : un jardin collectif mis en chantier, une ferme coopérative d'élevage dans la réalisation semble proche, etc. Les journalistes obtiennent la majorité aux élections locales. Une étonnante et formidabilité s'exprime alors. Dans la maison de Marañón, il n'est pas d'expérience de démocratie directe, toutes les décisions importantes sont prises par l'Assemblée générale de 2 500 habitants de la paroisse. La tradition révolutionnaire de « dimanche rouge » : chaque dimanche matin, les habitants disponibles hommes et femmes, deux cents à trois cents personnes, munies de leurs sacs se rassemblent à la Maison du peuple (décorée d'une grande fresque représentant le film de Benito Mussolini, 1900, figure du foule d'ouvriers qui s'arrachent d'affiches du SOC et de portraits de « Che » Guevara) : le maire distribue les tâches communes : construire les logements, entretenir des espaces verts, nettoyage de fosses. Au fur et à mesure que les mains se lèvent, la salle se vide et les chanteurs se remplissent jusqu'au milieu de la journée.

## Les nouvelles solidarités

demande en son cœur même. Faut-il la concurrence et de la compétition, la terre-monde, toujours et partout, la mesure du travail.

Devant cette situation, la tâche essentielle qui demeure se rattache à une exigence fondamentale, passionnée, oubliée en France : être un peuple d'Andalousie, les médias, la communication et les machines à sous n'ont pas encore venus à bout. Pour combler de temps ?

- (1) Cf. Bernard Roux, « Immigration, structures et différenciation de la population dans l'agriculture en Andalousie », in *Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest*, fasc. 2, Toulouse, 1983.
- (2) Littéralement « petit moulin », se réfère aux propriétaires.
- (3) Information fournie par M. J. Blasco, membre fondateur du SOC.
- (4) En France, un phénomène analogue à l'œuvre : cf. F. de Ravignan, *La France au sud-ouest*, La Découverte, Paris, 1981.
- (5) Grande propriété foncière.
- (6) Cf. Isabel Alvarez de Toledo, *La vida de la piedad*, Paris.

De quoi s'agit-il ? De l'Etat du Vatican ? Du Saint-Siège ? De Rome ? Rome qui inclut le Vatican, Etat dirigé par l'évêque de toute la ville, elle-même siège de l'Etat italien. Et quel est cet Etat sans nation, sans véritables citoyens, dont le rôle diplomatique se distingue de jure, mais certainement pas de facto, de son action spirituelle ? Où commence le politique ? Où le spirituel s'arrête-t-il (s'il s'arrête), qui commande en principe tout acte diplomatique ? Le chef de cet Etat est élu par des représentants de l'Eglise universelle et, s'il se rend à l'étranger, c'est d'abord à l'invitation d'une communauté spirituelle, avec le nécessaire accord, mais toujours second, des autorités étatiques locales. Ce faisant, il franchit une frontière, au sens où l'entend le droit international, mais il est en même temps chez lui parce qu'il visite un peuple sans frontières dont il est le Saint-Père.

L'analyse de cette ambiguïté permanente est donc par essence ambiguë. Cette situation a l'âge de la catholicité, mais les temps modernes lui ont conféré une dimension nouvelle : la disparition des Etats pontificaux a mis fin au pouvoir temporel du pape, et celui-ci s'est mis à voyager. Jean-Paul II, notamment, qui, en un peu plus de neuf ans de règne, a passé plus de deux ans hors du Vatican.

Immergée dans le monde, l'Eglise ne saurait s'abstraire de ses changements. Pour ne mentionner que ces quatre « temps-là », les pontificats de Pie XII, Jean XXIII, Paul VI, Jean-Paul II ne peuvent être décrits sans une constante référence à l'époque. Ainsi, le Saint-Siège se trouve plongé dans les relations internationales, et le Vatican même une stratégie diplomatique. Sur ce jeu double pèsent d'un poids écrasant la personnalité du pape, son origine, sa culture, sa vision du



LE PAPE MORIGÉNANT LE PÈRE CARDINAL A MANAGUA  
Les dirigeants conservateurs ont droit à plus de modération

## Le rêve polonais d'une chrétienté restaurée

Par  
PETER  
HEBBLETHWAITE \*

JEAN-PAUL II s'est rendu en Pologne, pour la troisième fois en tant que pape, en juin 1987. Deux jours après son élection, le 16 octobre 1978, il avait déclaré : « Dorénavant, la nature particulière de notre pays d'origine sera de peu d'importance : en tant que chrétien et, qui plus est, en tant que pape, nous sommes et nous restons citoyens du monde universel. » Paroles sans doute sincères. Et pourtant, le pape pense et appréhende le monde en Polonais.

Il aime citer ce mot d'Adam Mickiewicz, poète patriotique et romantique du dix-neuvième siècle : « Pour être réellement digne de l'homme, une civilisation doit être chrétienne. » Il considère la Pologne comme la clé et le peuple polonais comme le rempart de l'Europe. Dans le dernier article qu'il a écrit avant de devenir pape, il se demandait : où passait la frontière extrême-orientale du Continent. Elle ne pouvait se trouver sur aucune carte : elle se situait là où la civilisation venue de l'Ouest (et portuse de liberté, de

vérité et de culture) rencontrait la civilisation asiatique (et synonyme d'esclavage, de mensonge et de barbarie) (1). Ainsi, lorsqu'en 1987 Jean-Paul II retourna dans sa patrie, ce fut en tant qu'incarnation de la conscience nationale polonaise, et c'est avec quelque hauteur qu'il se permit de traiter le général Jaruzelski. Le dirigeant avait espéré que le pape l'aiderait dans sa lutte contre l'efficacité dans l'industrie, contre la paresse et l'alcoolisme. Jean-Paul II ne lui offrit aucune aide et, au contraire, fit resurgir de la Pologne l'image de la tradition romantique. Après une dernière rencontre dépourvue d'amiabilité à l'aéroport de Varsovie, le général, le visage sombre, en fut réduit à murmurer : « Saint-Père, vous partez avec une image de la Pologne dans votre cœur, mais vous nous laissez face à tous nos problèmes. »

Jean-Paul II avait appris en Pologne qu'il était avantageux pour l'Eglise de ne pas détenir un pouvoir politique : elle pouvait de la sorte avoir de l'influence sans être responsable, critiquer sans se salir les mains, soutenir des thèses de philosophie sociale et politique sans devoir les soumettre à un électoral ou au jugement de la raison.

### Les voyages, phénomène essentiel du pontificat

Le message des papes concerne « tous les hommes et tout ce qui est en l'homme », comme Paul VI le disait dans l'encyclique *Populorum Progressio*. Mais quand Paul VI, non sans timidité, considérait l'Eglise comme « experte en humanité », et cherchait à rejoindre le monde moderne, Jean-Paul II passa à l'offensive dans son premier sermon en tant que pape : « N'ayez pas peur ! Ouvrez toutes grandes les portes au Christ. A son pouvoir salvateur, ouvrez les frontières des Etats, des systèmes politiques et économiques, les vastes champs de la culture, de la civilisation et du développement. N'ayez pas peur ! Le Christ « sait ce qui est en l'homme ». Il est le seul à le savoir. »

C'est aux Etats et aux systèmes de changer - pas à l'Eglise. Paul Blaquart a admirablement résumé la nouveauté du projet : « La source de la morale est tout entière dans l'Evangile ; c'est donc l'Eglise, dépositaire du message évangélique, qui détermine les critères d'une bonne politique. Toute l'histoire de l'Occident moderne est ainsi prise à rebours. La géopolitique de Jean-Paul II consiste en une recon-

quête par l'Eglise de son autorité sur la société (2). » Or comment cette tentative de restaurer la chrétienté est-elle traduite en termes de politique internationale ? Le Vatican peut peser sur les situations locales par le biais de nominations, du contrôle disciplinaire sur les théologues, de l'envoi de messages (grâce, de plus en plus, aux moyens de transmission les plus modernes), et des interventions de ses cent vingt et un diplomates à plein temps. Les mesures ayant trait à la « vie interne » de l'Eglise visent aussi à mieux définir l'identité de la catholicité et donc à rendre plus efficace l'action de l'Eglise - même si tel n'est pas toujours le résultat et si, en Occident, pareilles décisions produisent un effet contraire à celui recherché.

Le rôle du pape dans la définition de la politique vaticane est considérable. Il intervient grâce à ses discours, le choix de ses audiences (l'affaire Waldheim), la publication de documents (ainsi ses deux « instructions » concernant la théologie de la libération). Elément essentiel de son action : la perspective d'une visite papale.

Ces visites sont devenues l'élément clé du pontificat et tendent à tenir lieu de politique globale. Certes, Paul VI s'est déplacé sur les quatre continents, mais ses voyages furent brefs, soigneu-

sément planifiés (il commença par la Terre sainte en signe de retour aux sources de la foi chrétienne et d'attachement à l'œcuménisme), et prirent fin en 1970.

Les visites de Paul VI apparaissent rétrospectivement dénuées de relief comparées aux voyages de Jean-Paul II - autant de marathons, en raison de leur durée et du nombre de discours prononcés, qui laissent épuisée la suite du pape et mordent tellement sur le temps consacré à la gestion quotidienne de l'Eglise. Mais pourquoi cette boulimie de déplacements, et quel est leur impact ?

Ces questions sont essentielles, alors que Karol Wojtyla entamera la dixième année de son pontificat le 16 octobre 1988. Jean-Paul II a déjà régné presque deux fois autant que le « bon pape Jean » qui transforma l'Eglise en convoquant le concile Vatican II (1962-1965) (3). C'est un pape jeune encore : il est né le 18 mai 1920. Il a déjà exercé ses fonctions plus longtemps que n'importe quel dirigeant occidental, soviétique ou chinois actuellement au pouvoir. Un pape n'ayant pas à se soumettre à une réélection, voilà qui peut paraître banal. Mais cela signifie que Jean-Paul II figure parmi les responsables qui ont la plus grande expérience internationale. Son élection surprenait. Sa jeunesse fit dire à certains cette vieille blague : « Vous êtes censés élire le Saint-Père, pas le Père éternel. » Et non seulement il n'était pas italien, mais il était polonais. Or, pour bien des commentateurs de l'époque, le choix d'un Européen de l'Est serait considéré comme une « provocation » par l'URSS, et devrait donc être évité.

La prudente Ostopolitik de Paul VI avait pour but d'assurer l'asse de l'Eglise (sa survie) ; venait ensuite, parmi les préoccupations, son *bene esse* (la liberté de nommer les évêques, la liberté d'enseigner le catéchisme, etc.). A l'horizon lointain, se situait le *plene esse* (la liberté totale pour l'Eglise d'exercer son ministère). Après la mort de Jean Villot, en mars 1979, Paul VI nomma secrétaire d'Etat le cardinal Agostino Casaroli, le principal exécutant de l'Ostopolitik papale depuis le règne de Jean XXIII. Et voilà qu'avec Jean-Paul II, Mgr Casaroli fut chargé d'agir de façon totalement différente.

Dès le départ, l'Ostopolitik de Jean-Paul II fut plus agressive que celle de son prédécesseur. Il pensait que Mgr Casaroli et Paul VI avaient été trop accommodants. Dès janvier 1979, Radio-Vatican commença à diffuser la messe en polonais ; bientôt fut imprimée une édition polonaise de l'*Osservatore Romano*, largement diffusée en

Pologne. Le premier retour au pays (juin 1979) se préparait.

Cette visite a illustré ce qui est conçu comme un « pouvoir spirituel ». Le gouvernement de M. Edward Giersek avait en 1979 tous les moyens matériels d'interdire l'entrée du « plus fameux enfant de la Pologne ». Mais ce geste lui était interdit pour des raisons psychologiques : il se serait aliéné à jamais l'ensemble des Polonais déjà peu disposés à le suivre. Jean-Paul II se rendit donc chez lui et, sur la place de la Victoire de Varsovie, déclara que l'élection d'un pape polonais venait compenser de façon providentielle toutes les injustices dont la nation avait souffert au cours de son histoire. Que Solidarité soit apparu dans les quelques douze mois suivant cette visite ne constitue guère une surprise. Jean-Paul II avait donné l'occasion aux Polonais d'avoir à nouveau foi en eux-mêmes.

Un diplomate occidental porte ce jugement sur cette stratégie : « Si l'Ostopolitik de Paul VI ressemblait à une partie d'échecs, au cours de laquelle le Vatican répondait aux actions du Kremlin, celle de Jean-Paul II ressemble plus à une partie de poker dans laquelle le pape distribue les cartes en jouant gros jeu. » Cette stratégie a bien fonctionné aussi longtemps que l'URSS a été dirigée par un Brejnev épuisé, ou une étoile filante comme Andropov. De plus, la tentative avortée d'assassinat a conforté Jean-

Paul II dans l'idée que sa mission est providentielle.

Mais Jean-Paul II a désormais affaire à M. Gorbatchev, aussi habile que lui sur le plan politique, et, depuis sa visite à Washington, aussi expert que lui en relations publiques. Dans ce dernier domaine, M. Gorbatchev l'a surpassé : il a, mieux que le pape, réussi son voyage aux Etats-Unis.

Il serait en effet pour le moins exagéré de qualifier de triomphale la visite du pape en Amérique en septembre 1987. L'Eglise des Etats-Unis, une Eglise inquiète, cherchait à établir un dialogue avec lui, au sujet notamment de la place des femmes et du rôle du laïc, mais le pape n'était pas disposé à écouter. Qui plus est, il infligea un affront aux évêques en ignorant leurs lettres pastorales, le *Défi de la paix et Justice économique pour tous*, qu'ils considéraient comme les documents les plus importants qu'ils aient rédigés (4).

(Lire la suite page 10.)

- (1) Karol Wojtyla, « The Frontiers of Europe », *The Tablet*, Londres, 9 juin 1979. Sur la vision du pape de l'Europe chrétienne, lire la lettre apostolique *Evangelii in mundum*, publiée le 22 mars 1988 (*Le Monde* du 23 mars 1988).
- (2) Paul Blaquart, *Le Retour des curés*, le Centurion, Paris, 1987.
- (3) Peter Hebblethwaite, *Jean XXIII*, le Centurion, Paris, 1987.
- (4) Au sujet des documents des évêques américains, lire *Le Monde diplomatique*, février 1988.

**SOUS L'ŒIL DU DRAGON**

Journal de l'Occident

Publication pour les lecteurs de l'Observateur

**FEDN**

Hôtel National des Invalides  
Paris 7<sup>e</sup>

Les relations de la Chine avec les pays de l'ASEAN par Jacques de GOLDRIEM

"Une somme d'informations" (Le Monde diplomatique)

140 F

Collection "Les 7 Epées"

DIFFUSION  
**LA DOCUMENTATION FRANÇAISE**  
31, quai Voltaire 75007 PARIS



# Le rêve polonais d'une chrétienté

(Suite de la page 9.)

Bien sûr, la visite de M. Gorbatchev avait d'autres motifs et le dirigeant soviétique n'a pas un « troupeau de fidèles » aux États-Unis, mais il a été reçu avec chaleur et a apporté un rayon d'espoir alors que le pape, qui a pour mission de faire espérer, n'est pas parvenu à remplir cette tâche.

La situation a donc changé et M. Gorbatchev a pris l'initiative sur le « terrain » qui est celui du pape. Certes, la réunion des chefs religieux qui s'est tenue à Assise le 27 octobre 1986 est remarquable qu'elle se tint. Elle laisse penser que le pape était le seul porte-parole de toutes les reli-

gions et que ces religions avaient une influence pacifique : une brève « trêve de Dieu » fut observée en quelques endroits. Et pourtant, la visite de M. Gorbatchev à Washington et la signature du traité sur les armes nucléaires ont contribué de façon beaucoup plus tangible à la recherche de la paix. M. Reagan ne parle plus de l'URSS comme de l'« empire du mal ». Ce qu'un homme politique peut faire sans trop souffrir — dire aujourd'hui le contraire de ce qu'il disait hier — est interdit à Jean-Paul II tant est profond son anticommunisme, enraciné dans sa conscience de chrétien et de Polonais (5).

## Un « langage brutal et offensif »

UNE illustration de cet état d'esprit se trouve dans la première « instruction » sur la théologie de la libération, en date du 3 septembre 1984 :

« (...) Des millions de nos contemporains aspirent légitimement à jouir à nouveau des libertés fondamentales dont ils ont été privés par les régimes totalitaires et aliénés venus au pouvoir de manière violente et révolutionnaire, précisément au nom de la libération de leurs peuples.

« Ce scandale de notre temps ne peut être ignoré : alors qu'ils assurent leur apporter la liberté, ces régimes maintiennent des nations entières dans la servitude, une situation indigne de l'humanité. Ceux qui, peut-être par inadvertance, se font les complices de pareils asservissements, trahissent ces mêmes peuples qu'ils entendent aider. »

La dernière phrase fait allusion aux théologiens de la libération en général, et, plus particulièrement, aux prêtres qui soutiennent les sandinistes au Nicaragua. Jean-Paul II déteste le marxisme de façon viscérale. L'image du pape agitant le doigt sur la tête du Père Ernesto Cardenal — l'aimable poète en fut tout ahuri — demeurera un des symboles du pontificat.

Le document concernant « le scandale de notre temps » a provoqué une vive controverse au Vatican. Le secrétaire d'Etat, le cardinal Casaroli, l'a regretté parce qu'il mettait en péril le patient travail diplomatique mené en Europe de l'Est par Mgr Achille Silevestrini, son successeur à la tête du Conseil pour les affaires publiques de l'Eglise, et prolongé sur le terrain par Mgr Luigi Pozzi.

Non que ceux qui le regrettaient aient été en désaccord sur le fond, mais ils ne pensaient pas qu'un jugement politique aussi abrupt eût sa place dans un document à prétention théologique. « Nous ne sommes pas habitués à un langage aussi brutal et offensif », estima l'un des adjoints de Mgr Casaroli. Il s'est en effet agi d'une rupture avec la traditionnelle politique des bras ouverts du Vatican. Et le propos fut tenu parce que des considérations théologiques (ou idéologiques) l'ont emporté sur les facteurs diplomatiques. Une évolution due au cardinal Joseph Ratzinger, préfet de la foi, un Bavarois qui se veut gardien jaloux de l'orthodoxie.

Or, il n'existe au Vatican aucune instance où de tels problèmes peuvent être débattus. Dans cette affaire, Mgr Ratzinger a frappé le premier, à l'unanimité des sentiments les plus profonds du pape. Mais, maintenant que M. Gorbatchev est au pouvoir et a besoin de soutiens, il n'est pas exclu qu'une diplomatie dans le style de celle de Mgr Casaroli soit pratiquée afin d'aboutir au but par-dessus tout recherché : un voyage papal en Union soviétique.

Il s'agit d'un très bon exemple permettant de comprendre en quoi la politique du Vatican n'est jamais formellement définie. Ce qu'elle est doit être compris à travers telle ou telle remarque, telle ou telle visite à Rome, tel article de l'*Osservatore Romano*, tel commentaire à la radio.

Que pense la secrétairerie d'Etat de la « glasnost » et de la « perestroïka » ? Il est bien difficile de le savoir. Pour

Mgr Casaroli, c'est une justification de ce que formulait Jean XXIII dans l'encyclique *Pacem in terris*, et qui fut souvent décrit comme « naïf » et « optimiste jusqu'à l'absurde » en 1963. Or, deux de ses principes furent clairement appliqués lors de la visite à Washington de M. Gorbatchev.

Le premier principe consistait à distinguer entre l'erreur (à réprouver toujours), et la personne qui erre (à respecter toujours). Selon le second principe, l'usage des armes nucléaires est *alienum a ratione*, c'est-à-dire dément.

Jean-Paul II a tendance à ne pas distinguer entre le pêcheur et le péché ; et bien qu'il plaide en faveur du désarmement, il a toujours estimé légitime la politique occidentale de la dissuasion. Il n'est d'autre part guère en position de critiquer les limites que les Soviétiques mettent à la « glasnost » : le synode de 1987 n'a-t-il pas souligné de façon criante combien l'Eglise avait elle-même besoin d'une telle évolution ? A l'issue de sessions à huis clos consacrées — ce qui ne manque pas d'ironie — aux laïcs absents, le pape convia fermement les participants à « communiquer l'incommunicable », en disant au monde combien ils avaient apprécié cette magnifique expérience de collégialité. Ce qui était leur demander un peu trop.

Radio-Vatican ne cache pas son scepticisme à l'égard de la « glasnost » de M. Gorbatchev. Alors que l'Amérique ne jurait que par le dirigeant soviétique, cette radio diffusait des programmes sans fin sur les violations des droits de l'homme en Union soviétique, et en particulier sur l'absence de liberté religieuse. Cette liberté est, pour le Vatican, le test de la « glasnost ». Argument de poids : l'interdiction de l'Eglise catholique (uniate) en Ukraine, par un décret de 1946, un exemple de grande injustice qui ne saurait être oublié (l'Eglise uniate, de rite byzantin, mais unie à Rome, fut incluse de force au patriarcat orthodoxe) ; et la littérature *samizdat* qui parvient de Lituanie montre que les catholiques de ce pays sont aussi persécutés que dans le passé.

Mais concentrer les commentaires sur l'absence de liberté revient à faire l'impasse sur les aspects positifs de la « glasnost », et à faire le jeu des conservateurs soviétiques qui refusent le changement.

Cependant, quoi qu'il pense de l'expérience, le pape a tout intérêt à exploiter la « glasnost ». Une telle attitude est apparue à l'automne 1987 à

travers une série de gestes témoignant d'un grand désir d'être prochainement invité en URSS. Le métropolite de Kiev, Filaret, qui se trouvait à Assise en 1986 et rencontra le pape le lendemain au sommet des religions, avait déjà déclaré que Jean-Paul II ne serait pas invité en juin 1988 à l'occasion des fêtes du millénaire du baptême de la Russie parce que « les conditions n'étaient pas appropriées ». Mais cela ne signifiait pas qu'il ne pourrait pas l'être à une autre époque.

Trois faits indiquent qu'il pourrait bien faire le voyage. Le dimanche 22 novembre 1987, Jean-Paul II a béatifié quatre-vingt-cinq martyrs anglais et gallois. Mais, en ce même matin, à l'angélus, au lieu de parler de ces vic-

times d'une intolérance politique camouflée sous des prétextes religieux, il parla du sanctuaire de Notre-Dame de Kiev en Ukraine. Cette évocation pouvait à la rigueur se justifier : elle pouvait être incluse dans sa série de discours sur « les sanctuaires les plus célèbres du monde », qui a marqué l'année mariale. Mais il est un fait curieux : Kiev ne possède pas de sanctuaire marial fameux, au sens où il s'agit d'un lieu de pèlerinage. Il y a une mosaïque représentant une *Maria orans* (Marie en prière) dans la cathédrale désaffectée. Un chef-d'œuvre du vieil art byzantin, mais rien de plus. Peu importe, le pape entend voir le sanctuaire.

## Le problème de l'Eglise ukrainienne

MAIS il ne peut se rendre à Kiev sans que le problème de l'Eglise ukrainienne ait été mis en sourdine. Voici les étapes d'un tel règlement. En septembre 1987, Jean-Paul II déclara aux évêques ukrainiens réunis en synode : « L'Eglise veut que vos frères et sœurs soient à même de réaliser en toute liberté dans leur patrie leur propre vocation chrétienne, à même d'honorer Dieu publiquement, selon leur rite à eux, en union avec leurs propres pasteurs et l'union de Rome. » Ils ne sont donc pas abandonnés, mais leur retour n'est pas pour demain.

Cependant, les Ukrainiens ont été fermement encouragés à ne pas mettre en péril les espoirs d'une visite papale. Pendant le synode sur les laïcs ont eu lieu des rencontres secrètes entre les Ukrainiens et les évêques polonais, au cours desquelles les deux Eglises se sont « reconciliées » en présence du secrétaire particulier du pape, Stanislaw Dziwacz. Cette réconciliation était nécessaire, car, comme l'a dit le cardinal Glemp : « Sur nous pèsent le poids de récriminations, de dommages causés, le souvenir de larmes et de sang versés. » Il ne s'agissait pas d'une simple formalité. Mgr Glemp offrit aux Ukrainiens la possibilité d'utiliser le sanctuaire de Czestochowa, en Pologne, pour les célébrations du millénaire. Puisqu'ils ne peuvent le fêter en Ukraine, ils peuvent le faire à Czestochowa, aussi près que possible de chez eux.

Premier résultat de cette rencontre : le chef de l'Eglise ukrainienne, le cardinal Limbachivski, qui marchait d'un air renfrogné à côté de Philaret lors de la rencontre d'Assise, a fait sans précédent — proposé à l'Eglise orthodoxe russe de conclure la paix : « Au nom du Christ, nous offrons pardon, amour et réconciliation au peuple russe et au patriarche orthodoxe russe de Moscou. (...) Pardonnez-nous comme nous vous pardonnons. » (6) Il s'agissait d'un ton étonnamment nouveau. Et, de la sorte, l'obstacle de l'Eglise ukrainienne était, sinon levé, du moins mis à l'écart.

Une réponse à ces signaux devait venir, et elle vint, de manière inattendue. Le patriarche Pimen, chef de l'Eglise orthodoxe russe, accorda un entretien à Alceste Santini, journaliste à l'*Unità*, organe du PC italien, texte qui fut publié sous forme de livre par une maison d'édition catholique (7).

Tout indiquait que Pimen envoyait de la sorte un message au pape ; ou plutôt, sa liberté n'étant pas totale, M. Gorbatchev lui-même envoyait le message. Il signifiait que Jean-Paul II serait le bienvenu en URSS, mais pas en juin 1988. Certes, Pimen ne l'a pas dit en ces termes, mais, à l'évidence, les Soviétiques ne veulent pas que le pape soit la vedette des fêtes.

Pimen a même présenté des éléments du programme du voyage pontifical. A Moscou (ou à Zagorsk), il pourra embrasser son frère patriarche — parmi ses divers titres, le pape porte celui de patriarche de l'Occident. Ensuite, il pourrait se rendre à Kiev, et, finalement, passer une journée en Lituanie.

Visitant, le 17 janvier 1988, le club de la presse étrangère de Rome, le pape fit savoir qu'il ne pouvait envisager un séjour en URSS sans passer aux catholiques de « Lituanie, de Lettonie, de Biélorussie, du Kazakhstan et d'Ukraine ». La mention du Kazakhstan (où des troubles ont en lieu l'an passé) est nouvelle. Mais c'est la Lituanie qui est au cœur de ses préoccupations. Un profond atavisme explique son désir de la visiter : pendant quatre cents ans, ce pays a été uni à la Pologne. Au cours de la procession du Saint Sacrement dans les rues de Varsovie à la fin de la visite du pape le 10 juin 1987, les Lituanais portant l'habit de paysan eurent droit aux plus grandes acclamations (8).

Tout cela ne signifie pas que Jean-Paul II visitera prochainement l'URSS. L'important, c'est que le « simple projet d'une visite modifie la scène. Certaines conditions doivent être remplies avant qu'un tel voyage soit possible ; sa seule hypothèse introduit de la sorte des éléments de changement dans une situation auparavant gelée.

Les visites pontificales en Europe occidentale et aux États-Unis n'ont pas cette fonction car, de façon paradoxale, là où la liberté religieuse est respectée, un voyage du pape ne peut en rien modifier les relations entre le Vatican et les États concernés. Jean-Paul II met donc à profit ce type de visite pour vitupérer la sécularisation et prôner « une seconde évangélisation » auprès d'Eglises quelque peu dévotées.

Ailleurs, les voyages ont des résultats autres. Ils peuvent inciter des dictateurs « catholiques » de droite à agir. En 1981, le président Marcos mit fin (en théorie du moins) à la loi mariale aux Philippines, afin de rendre possible

(5) Le pape a commenté le 9 janvier 1988 devant le corps diplomatique l'accord Reagan-Gorbatchev, soulignant : « la situation nouvelle » ainsi créée, mais aussi les limites de l'accord. Le pape ajoutait : « Le désarmement n'est [...] pas toute la paix. » L'*Osservatore Romano* (édition hebdomadaire en français du 12 janvier 1988) a publié l'intégralité du discours.

(6) Cité dans *The Tablet*, Londres, 21 novembre 1987.

(7) *Mille anni di fede in Russia* (centenaire du patriarcat Pimen avec Alceste Santini). Edizioni Paoline, Rome, 1987.

(8) Le Vatican a confirmé le 19 avril 1988 que le projet de voyage bute sur la volonté du pape de visiter Kiev et la Lituanie. Le même jour, Jean-Paul II, dans un message aux Ukrainiens, réclamait à nouveau le droit des chrétiens uniates à la liberté religieuse.

LE MONDE DIPLOMATIQUE  
publie le deuxième numéro de sa collection  
« MANIÈRE DE VOIR »

LE CITOYEN, L'ARGENT  
ET  
LA DÉMOCRATIE

La vague libérale déferle sur l'Occident depuis plus de dix ans. A une société asservie par l'Etat succéderait un monde où les libertés seraient assurées par le profit individuel à la portée de tous les citoyens.

Le Monde diplomatique n'a cessé de souligner la vanité d'un tel projet, qui aggrave les inégalités, mine la démocratie, l'annonce en rien la fin de la crise en Occident et bloque tout espoir de développement du tiers-monde.

Seule une autre « manière de voir », qui refuse l'argent-roi, permettrait de sortir de cette impasse.

EN VENTE CHEZ  
VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX

96 p. - 38 F

BON DE COMMANDE

LE LIBÉRALISME CONTRE LES LIBERTÉS

Tarif France : 42 F - Tarif étranger : 45 F (frais d'expédition inclus)

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

LOCALITÉ :

PAYS :

Commande à faire parvenir avec votre règlement à :

LE MONDE - Service Vente au numéro - 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 08

L'OFCE PUBLIE

### OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ECONOMIQUES

Directeur des publications : Jean-Marcel JEANNENEY

Une Revue trimestrielle et une lettre mensuelle traitant sous ce titre :

- de la conjoncture mondiale et française ;
- de prévisions à court et moyen terme ;
- de l'économie de pays étrangers ;
- de théories et politiques économiques.

Dans le n° 23 de la Revue (avril 1988)

- Le krach boursier : un avertissement sans frais.
- Du dualisme à la flexibilité du travail.
- Enquêtes de conjoncture et modifications.
- La société française entraînée par sa constellation centrale.

ABONNEMENTS	LETTRE	REVUE	REVUE ET
Tarifs 1988	10 n°/an	4 n°/an	LETTRE
Institutions, entreprises	140 F	310 F	400 F
Particuliers	70 F	200 F	240 F

Observatoire Français des Conjonctures Economiques (OFCE) - 69, quai d'Orsay, 75007 Paris - Tél. 45-55-65-12

restauré

Le pape, en arrivant à Kiev, a été reçu par le métropolite Filaret, qui se trouvait à Assise en 1986 et rencontra le pape le lendemain au sommet des religions, avait déjà déclaré que Jean-Paul II ne serait pas invité en juin 1988 à l'occasion des fêtes du millénaire du baptême de la Russie parce que « les conditions n'étaient pas appropriées ». Mais cela ne signifiait pas qu'il ne pourrait pas l'être à une autre époque.

Trois faits indiquent qu'il pourrait bien faire le voyage. Le dimanche 22 novembre 1987, Jean-Paul II a béatifié quatre-vingt-cinq martyrs anglais et gallois. Mais, en ce même matin, à l'angélus, au lieu de parler de ces vic-

## Maintenir les prières

AMERICA est une revue de la vie politique et sociale aux États-Unis. Elle est dirigée par le journaliste et écrivain James H. Humes. Elle est publiée par la maison d'édition de la revue, la American Review Company, qui est basée à New York. La revue est connue pour ses analyses politiques et sociales, et pour ses interviews d'hommes politiques américains. Elle est considérée comme l'une des revues les plus influentes de la vie intellectuelle américaine.

La revue a été fondée en 1945 par James H. Humes et son frère, John H. Humes. Elle a été achetée en 1964 par la American Review Company, qui est dirigée par le journaliste et écrivain James H. Humes. La revue est connue pour ses analyses politiques et sociales, et pour ses interviews d'hommes politiques américains. Elle est considérée comme l'une des revues les plus influentes de la vie intellectuelle américaine.

La revue a été fondée en 1945 par James H. Humes et son frère, John H. Humes. Elle a été achetée en 1964 par la American Review Company, qui est dirigée par le journaliste et écrivain James H. Humes. La revue est connue pour ses analyses politiques et sociales, et pour ses interviews d'hommes politiques américains. Elle est considérée comme l'une des revues les plus influentes de la vie intellectuelle américaine.

La revue a été fondée en 1945 par James H. Humes et son frère, John H. Humes. Elle a été achetée en 1964 par la American Review Company, qui est dirigée par le journaliste et écrivain James H. Humes. La revue est connue pour ses analyses politiques et sociales, et pour ses interviews d'hommes politiques américains. Elle est considérée comme l'une des revues les plus influentes de la vie intellectuelle américaine.

La revue a été fondée en 1945 par James H. Humes et son frère, John H. Humes. Elle a été achetée en 1964 par la American Review Company, qui est dirigée par le journaliste et écrivain James H. Humes. La revue est connue pour ses analyses politiques et sociales, et pour ses interviews d'hommes politiques américains. Elle est considérée comme l'une des revues les plus influentes de la vie intellectuelle américaine.



**SAINT FRANÇOIS RÉUSSANT LES OISEAUX (GIOTTO, FRESQUE D'ASSISE)**  
Une simplicité une clarté et une maîtrise de main ont fait oublier

du débarquement de Christophe Colomb en Amérique. En 1984, Jean-Paul II se rendit à Saint-Domingue et inaugura une « *neuvaine d'évangélisation* ». Elle ne semble guère avoir été suivie d'effets. Il existe maintenant un projet de faire des années 1990-2000 « *la décennie de l'évangélisation* » pour l'Eglise tout entière. Les mouvements charismatiques et Communión et Liberación adhèrent au projet avec ardeur. Le reste de l'Eglise est perplexe et se demande si pareil plan répond bien aux défis de notre temps.

L'Eglise ne doit-elle pas chercher à servir, au lieu de dominer ? Qu'est-il advenu des exhortations de Jean XXIII à collaborer avec « *tous les hommes de bonne volonté* » ? Les « *hommes et les femmes de bonne volonté* » sont bien absents de l'actuelle rhétorique papale, alors que Jean-Paul II nourrit son

nève de restaurer l'influence de l'Eglise, dans le monde. Il semble pourtant bien improbable que la chrétienté soit restaurée en l'an 2000, et même qu'elle ait fait lors de réels progrès en ce sens. Ce n'est pas ainsi que l'histoire progresse. Il est vrai que les Polonais ont l'habitude de défier l'histoire et de répondre à l'extrême désespoir par un espoir extrême. Déjà en 1849, le poète polonais Juliusz Słowacki avait prédit qu'au XX<sup>e</sup> siècle un pape, polonais lui aussi, étendrait au monde entier le pouvoir de l'Eglise par ses seules armes spirituelles. Si une telle vision devait perdurer, un échec de Jean-Paul II serait à la fois glorieux et héroïque. Ce serait pour lui la réalisation de son rêve, le premier pas vers la réalisation de son rêve le plus modeste si le pape avait, dès le départ, tant d'avoir les Eglises locales à sa disposition.

**PETER HEUBLETHWAITE**

## Rome-Pékin, ou la quadrature du cercle

**BEATRICE  
LEUNG •**

patiotique des catholiques chinois afin de contrôler l'Eglise, il exerça une énorme pression sur les chefs religieux afin qu'ils rompent tout lien avec Rome. Ceux qui refusèrent entrèrent dans la clandestinité ou furent éliminés.

Pie XII, dans trois encycliques, dénonça les brutalités dont l'Eglise était victime. Mais l'Eglise de Chine était-elle schismatique ? Jean XXIII pensait qu'elle ne l'était pas formellement, car elle ne pouvait agir librement, et sa rupture avec Rome pouvait s'expliquer par les extraordinaires pressions qu'elle subissait. Il est à cet égard essentiel de comprendre que l'Association patriotique ne pouvait ni créer ni constituer une nouvelle Eglise catholique. L'écrou-

sion « *Eglise patriotique* », souvent utilisée, est de la sorte trompeuse.

Les pressions sur l'Eglise se sont intensifiées à partir de 1986 et de la révolution culturelle. Elles visèrent d'ailleurs surtout les « catholiques patriotes » que ceux qui demeuraient loyaux envers Rome. Seule la prison pouvait protéger de ce hooliganisme, devait déclarer Mgr Dominique Tang lorsqu'il fut libéré en 1980.

Jean-Paul II, à l'occasion de sa visite à Manille en février 1981, s'adressa à Pékin pour l'intermédiaire d'un discours aux Chinois des Philippines. De plus, le cardinal Agostino Casaroli, son secrétaire d'Etat et principal acteur de l'Espolnik, se rendit alors à Hongkong pour rencontrer Mgr Tang et exprimer le désir du Vatican de dialoguer avec la Chine.

## Les exemples de Hongkong et de Macao

**M**AIS le Vatican ne sait pas décoder correctement le message reçu de Chine via une remarque de l'évêque de Pékin. Celui-ci répondit au discours papal de Manille en estimant que le Vatican était à l'origine de bien des activités « illégales » de type religieux en Chine et que, aussi longtemps que le Vatican aurait des relations diplomatiques avec Taïwan, il ne serait pas question pour le pape de visiter le pays.

Bien que l'article 36 de la Constitution chinoise garantisse la liberté religieuse, des règles précises ont limité l'exercice. Aucun écrit religieux ne peut entrer en Chine par le poste. Aucun prêtre venu de l'étranger (et donc relevant de Rome) ne peut dire la messe en public. L'évêque de Hongkong, en visite dans son village natal de Meidan, dans le Guangdong, et qui était hôte de l'État, ne put célébrer la messe dans une église ouverte au public.

Dans ce contexte, le Vatican a commis une gaffe en nommant Mgr. Dominique Tang, archevêque de Guangzhou sans consulter au préalable le gouvernement chinois. Ce geste fut considéré comme un exemple provocateur d'« ingérence ». Les Chinois étaient furieux. Le Vatican dut tout reprendre de zéro et apprendre les règles de base d'une approche de la Chine.

La clé de cette approche se trouvait chez les catholiques de Taïwan et, plus encore, de Hongkong et de Mexico. La représentation diplomatique du Vatican à Taïpeï vit son niveau baisser et, pendant une visite *ad limine* des évêques taïwanais, Jean-Paul II déclara, le 8 novembre 1985, que l'Eglise de Taïwan avait pour mission d'être « un témoin de foi vivant pour les frères de la Chine continentale ».

Hongkong et Macao, qui doivent être prochainement intégrés à la Chine, se voient offrir une autre version de la théorie de l'Église-pont. Car, lorsque la formule « une nation, deux systèmes » sera appliquée, les catholiques de Hongkong et de Macao n'auront pas à rompre leurs relations avec Rome. Leur exemple pourrait ainsi préfigurer l'avenir. S'ils peuvent conserver leurs relations avec le Vatican sans perdre pour autant leur personnalité chinoise,

Jean-Paul II a déclaré aux évêques de Taïwan qu'ils devraient bâtir une Eglise qui, *« tout en étant authentiquement chinoise, serait placée au service de l'homme, de chaque personne, à la lumière de la parole de Dieu, et en communion avec l'Eglise universelle, cum Petro et sub Petro ».*

Quand tout cela est dit, deux questions demeurent sans réponse. La première concerne l'état réel de l'Eglise en Chine. Quelques rares extrémistes mis à part, ses chefs semblent avoir un réel souci pastoral, être très soucieux de l'intégrité de leur foi, et ils signifient clairement qu'ils vivent en communion avec le pape. Mais, pour des raisons évidentes, ils ne peuvent le dire ouvertement.

Voyageurs et journalistes se rendent surtout dans des églises urbaines et décrivent une liturgie très préconciliaire, ce qui n'a rien d'étonnant puisque le concile Vatican II n'a pas été vécu par ces prêtres. Les visiteurs ne rencontrent que rarement l'Eglise non officielle des campagnes, où, semble-t-il, la vie religieuse est d'une grande richesse. Mais elle est par définition invisible. Il existe ainsi des paroisses « invisibles », comme il existe même des noviciats masculins et féminins « invisibles » dans les campagnes.

L'autre question sans réponse concerne le pape : s'il va en Chine, quelle « partie » de l'Eglise rencontrera-t-il ? Son expérience polonaise laisse penser qu'il préférera aux chrétiens de compromis les vrais héros de la foi qui ont été persécutés pour leur fidélité à Rome. Et pourtant il faut, d'une façon ou d'une autre, tendre la main à ceux qui, par accident plus que par choix, n'ont pu se dire normalement en communion avec le pape.

La tâche de la diplomatie vaticane relève de la quadrature du cercle. Rome doit aussi assurer au gouvernement chinois qu'une Eglise catholique en communion avec l'évêque de Rome ne sera pas une source de contestation politique. Une assurance délicate à donner si l'on songe aux exemples de M. Walesa et de M<sup>me</sup> Aquino...

(1) La « querelle des rites » opposa Rome — qui imposa sa loi — aux jésuites missionnaires en Chine, qui voulaient introduire certains rites religieux traditionnels chinois dans la liturgie chrétienne. Lire notamment *Les Jésuites en Chine. La querelle des rites (1552-1773)*, présentée par Etiennele Julliard, Paris, 1966.

la visite du pape. Et, alors que Jean-Paul II était sans cesse montré par les télévisions sautant d'une file à l'autre aux côtés de M<sup>me</sup> Imelda Marcos, Mgr Casaroli, plus libre de ses mouvements, put rendre visite aux détenus politiques. Le président Pinochet lui-même dut « mériter » la visite en évoquant, pour un avenir indéterminé, « le retour à la démocratie ». L'ayant « mérité », il l'expulsa, même s'il dut supporter un houspillage même en raison de son bilan consistant dans le domaine des droits de l'homme.

Dans l'avion l'emmenant au Chili, le pape fit la distinction entre les « dictatures personnelles », comme celle de Pinochet, qui disparaîtra avec le dirigeant en fonction, et « les dictatures institutionnelles », comme celle du général Jaruzelski, auquel succèdera

## Maintenir les prêtres hors de la politique

**L'**AMÉRIQUE latine est une exception à la règle selon laquelle il n'existe pas de forum où la politique du Vatican puisse être discutée. Cette instance est la commission pontificale pour l'Amérique latine, mais ses délégués sont nombreux. Elle a pour tâche d'établir la liaison avec le Conseil épiscopal d'Amérique latine (CELAM). Elle est présidée par le préfet de la congrégation pour les évêques, le cardinal Bernardin Gantin. Son influence sur la nomination des évêques lui confère un très grand poids. Son nouvel adjoint, Mgr Gianbattista Rê, est très lié à l'opus Dei et au mouvement Communione e Liberazione. Par voie de conséquence, il est quasiment hors de question en Amérique latine de devenir évêque pour qui est en faveur de la théologie de la libération et s'oppose à ces mouvements ultracatholiques.

Citons un cas de « fuite » des travaux de la commission pour l'Amérique latine. Il s'agit de la réunion qui se tint du 8 au 12 juillet 1981, la dernière à laquelle assista le Père Pedro Arrupe, général des jésuites. Thème des débats : l'Amérique centrale. Le cardinal Sebastiano Baggio, prédecesseur de Mgr Garcia, voulait que fût définie une « politique globale » pour la zone. Or le Père Arrupe et d'autres religieux, parmi lesquels le Père Vincent de Coenagüé, maître général des dominicains, dont les ordres fournissent 70 % des prêtres d'Amérique centrale, avaient de bonnes informations sur la situation. Ils prirent position contre une « politique globale » : l'Eglise devait prendre en considération des situations

variétés : guerre civile au Salvador, dictature militaire hostile aux catholiques au Guatemala, régime de gauche succédant à un totalitarisme détesté au Nicaragua. Les arguments des religieux l'emportèrent. Mais quand, six mois plus tard, furent publiées les résolutions de cette réunion à huis-clos, il était clair qu'avait été retenue l'idée d'une nécessaire « politique globale » — politique de ce fait inapplicabile. Entre-temps, le Père Arrupe avait été neutralisé, et les jésuites s'étaient vu « coiffés » par un délégué personnel du souverain pontife. Plus personne ne pouvait remettre en cause cette version arrangée des travaux de la commission.

• Il convient aussi de souligner que, lors de la réunion de 1981, Mgr Casaroli prit la défense des trois prêtres de la mouvance, en déclarant qu'il ne insistait sur le fait que le Nicaragua se trouvait « en état d'urgence ». Il sortait d'une terrible guerre civile, manquant d'hommes de talent ; ou les prêtres en question figuraient parmi les plus compétents. La règle selon laquelle « les prêtres ne doivent pas se lancer dans la politique » n'était pas absolue (Don Luigi Sturzo n'avait-il pas, en 1919, fondé le Partito popolare italiano ?), et, de toute façon, être ministre de l'éducation permettait au Père Fernando Cardinal de se mettre au service de la jeunesse, tout en sachant que n'était pas une laïque, que la précédente fonction de professeur de philosophie à l'université.

Mais, dans ce cas encore, le pape, de par son expérience coloniale, se montra

**A** L'EVIDENCE, quelque chose bouge dans les relations entre la Chine et le Vatican. Le cardinal Jaime Sin, archevêque de Manille, s'est rendu en novembre 1987 à Pékin. A la différence de son premier voyage, en 1984, il a été reçu par M. Zao Ziyang, premier secrétaire du Parti communiste. C'est la première fois qu'un prélat catholique rencontre une aussi haute personnalité du régime. Et s'il est prématuré de parler d'une visite du pape, le frère Luis Ha, chef du service de presse du diocèse de Hongkong, n'exclut pas cette possibilité à compter fin 1989.

Qu'y a-t-il de changé qui permette d'imaginer peut-être éternement ? Du côté chinois, la politique de « modernisation » adosse un certain pragmatisme. La Chine traite mieux qu'autrefois ses communautés bouddhistes et musulmanes, un moyen de faciliter son accès à la technologie japonaise et au pétrole du Proche-Orient. La tolérance à l'égard de l'islam, faisait, il est vrai, aussi partie de la tradition impériale : il fallait prouver aux musulmans du Turkestan que la vie était plus agréable en Chine que dans l'empire

Si un meilleur traitement des chrétiens est une des conditions de la « modernisation », le cas de l'Eglise catholique est un cas plus difficile à résoudre que celui des autres chrétiens qui appartiennent à des communautés qui sont souvent moins centralisées.

Les catholiques représentent une minorité relativement peu importante. En 1949, à l'époque de la révolution, il y avait 3,2 millions de catholiques, soit 0,4 % de la population. Le gouvernement, et il donne ce chiffre comme signe de sa tolérance, affirme qu'ils sont maintenant 3,8 millions.

### Eglise « schismatique » ?

**L**a guerre de Corée (1950-1953) renforce les sentiments anti-impérialistes de la Chine. Les missionnaires, français en particulier, avaient tenté d'imposer leurs manières de penser aux Chinois. La vengeance se donne libre cours après une longue période de ressentiment remontant jusqu'aux diocèses et di-huitième siècles et à la « querelle des rites » (1).

\* **Sœur Beatrice Liang**, Chinoise de Hongkong, réorganise ainsi ses relations avec le Vietnam et le Chine à la London School of Economics.

A black and white woodcut illustration of a bearded man in a long robe, holding a globe. He is standing next to a large, ornate chest or cabinet. The man has a long white beard and is wearing a cap. The chest has a decorative panel with a cross-like symbol. The floor is checkered.

**J. ADAM SCHALL VON BELL, JÉSUITTE  
ALLEMAND, ASTRONOME ET MISSIONNAIRE  
EN CHINE AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE.**  
- Rome continue de payer la condamnation  
d'une fructueuse rencontre

\* **Suzie Beatrice Leung**, Chinoise de Hongkong, rédige une thèse sur les relations entre le Vietnam et la Chine à la London School of Economics.



# L'« unité des catholiques italiens »

**Par**  
**DOMENICO**  
**DEL RIO**

Les politiciens italiens, par ailleurs, surtout quand ils sont au gouvernement, quelle que soit leur couleur, se laissent volontiers envahir par des sentiments de déférence à l'égard du pape, du Saint-Siège et de l'Eglise en général.

C'est ainsi que, ces derniers mois, a surgi la controverse sur l'heure de religion dans les écoles publiques, une pomme de discorde offerte par certaines forces politiques laïques et par les communistes. Il a été facile pour le Saint-Siège de l'emporter sur le gouvernement, en affirmant que si l'on touchait à l'heure de religion, on touchait au concordat. La secrétairerie d'Etat envoya, en effet, une note en ce sens au gouvernement. Au début d'octobre

Dans l'affaire de la faillite du Banco Ambrosiano, dans laquelle était impliqué l'Institut pour les œuvres de religion (IOR) — la Banque du Vatican, — les juges du tribunal de Milan ont émis un mandat d'arrêt, pour banqueroute frauduleuse, à l'adresse de Mgr Paul Marcinkus, évêque et président de l'IOR. Le mandat d'arrêt a été annulé par la Cour de cassation en application de l'article II du Traité, qui

En tous les cas, avec la révision du concordat, un élément nouveau a pris place officiellement dans les rapports entre l'Etat et le Saint-Siège: il s'agit de l'Eglise italienne. Dans le contexte du concordat, l'Etat accepte la contribution de l'Eglise « pour la promotion de l'homme et pour le bien du pays ». Ici, naturellement, quand on dit Eglise, il faut lire les évêques, la Conférence

Le fait que le Saint-Siège, en Italie, agisse par l'intermédiaire de la CEI fait partie de la philosophie pastorale de Jean-Paul II, qui exhorte les évêques italiens — et cela ne va pas, parfois, sans quelques reproches — à rendre l'Eglise davantage présente dans la vie sociale et politique.

La formule de l'« *unité des catholiques* » avait subi une certaine éclipse, mais elle a été relancée avec force par Jean-Paul II au cours du synode des évêques à Loreto, en avril 1985. Cette époque était également une période prélectorale. Le congrès se perdait en finesses socio-politiques, prenait plaisir à des considérations d'exégèse et de spiritualité. Le pape arriva et, en parfait homme du Nord qui n'a ni complexes ni hésitations, et ne recourt pas aux ruses intellectuelles du latin, relança le thème de l'unité des catholiques en politique. Les évêques italiens continuent de se nourrir de ces discours auquel ils n'ont pas manqué de se référer à la veille des élections de 1987. C'est inspirés par ce texte, et conformément à la philosophie de Jean-Paul II, qu'agissent les mouvements catholiques tel Communium et Libération. Celui-ci s'agit pour rendre plus catholique le Parti démocrate-chrétien lui-même, pour le débarrasser, disent ses partisans, des tendances inspirées par la philosophie des Lumières et les idéaux maçonniques qu'il aurait introduits. M. De Mita, son secrétaire,

Sous l'actuel pontificat, le rapport entre l'Eglise et la Démocratie chrétienne tend à s'inverser. Avant, on parlait de « *collatéralisme* » et, par ce mot, on entendait l'appui ouvert que le monde catholique et ecclésiastique donnait à la Démocratie chrétienne. Sous la poussée du concile, le « *collatéralisme* » direct tendait à disparaître. Maintenant, de la part du monde catholique, sous la pression des conceptions de Jean-Paul II, a surgi une demande de « *collatéralisme* » inversé; on demande à la Démocratie chrétienne, parti de gouvernement, d'appuyer davantage les initiatives de l'Eglise et les manifestations de présence active des catholiques dans le monde.

1<sup>er</sup>-31 mai

9	TCHECOSLOVAQUIE	Année de la Méditation.
14	PARAGUAY	Fête de l'Indépendance.
17	NORVÈGE	Fête de la Constitution.
20	CAMÉROUN	Fête nationale.
25	ARGENTINE	Fête nationale.
28	JORDANIE	Fête de l'Indépendance.
31	AFRIQUE DU SUD	Fête nationale.

« Tous hommes arrivés  
à cet âge ont dû fonder  
leur vie sur quelque fin ou  
sur un projet, un ordre,  
une loi. La question est de  
savoir si l'homme est capable  
de se proposer une fin  
raisonnable, par exemple, la  
liberté de quelque homme fort  
ou d'un peuple comme à  
vous ».

« Le fascisme n'est pas  
une fin en soi-même, je crois  
que de nous que le socialisme  
est parti. A nous de nous  
faire des hommes prêts, pour  
résister aux utopies  
d'après la destruction  
de tout bon ni pour tyrannie  
ou pour ».

« Je disais, disait Chénier,  
le socialisme que demandent  
les gens et les citoyens de  
nos pays pénétrés de cette idée ».

Georges Pompidou, *Le*  
*Monde*, Paris, 1974, p. 10.

**NOTES SUR LE RACISME. —**  
de Christian Bourgois.  
240 pages. 45 F.

« C'est que les hommes  
sont différents, ou comment ?  
C'est sur ce thème  
l'auteur ne se borne pas  
à cette vision réductrice  
du monde, il ne s'agit pas, de  
dire : « Mais, en somme, ce  
n'est que l'un de l'autre. »  
C'est une révélation  
qui ne prétend en rien  
à la vérité, multiple  
et complexe, elle ne se




Quand on est en poste, le choix d'un véhicule requiert réflexion. Une marque réputée, un réseau compétent et dense, un passé historique dans la production comme dans la compétition sont autant de quartiers de noblesse.

Pour le personnel diplomatique, Automobiles PEUGEOT a mis en place une organisation spécialisée, PEUGEOT SODEXA qui apporte une expérience et un savoir-faire internationaux : tarif préférentiel, facilités de règlement personnalisées, gamme de véhicules conformes aux normes en vigueur sur le territoire d'affectation, reprise du véhicule d'occasion, expédition dans le monde entier, formalités.

Autant de lettres de créance qui font de PEUGEOT SODEXA un partenaire fiable, sérieux, discret et efficace sur toutes les routes étrangères où le lion PEUGEOT est l'expression du rayonnement de la technique française.

**PEUGEOT - CD - TT - SODEXA - SERVICE VENTES DIRECTES AUX DIPLOMATES**  
magasin d'exposition PEUGEOT  
Bureau SODEXA - CD - TT - 136 Champs-Élysées - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42 25 20 98  
Siège social SODEXA - 115 rue Danton - 92400 COURBEVOIE - Tél. : (1) 47 88 50 83 - Téléc. 615 072 F  
**SODEXA - Filiale Automobiles PEUGEOT**

**MEMENTO  
DEFENSE - DESARMEMENT  
1988**



*Traduzione dell'Ufficio di Studi e Ricerche del Parlamento Europeo  
dalla versione originale in lingua francese  
dell'Ufficio di Studi e Ricerche del Parlamento Europeo  
della Commissione Europea per la Pace  
della Commissione Europea per la Pace*

**CEPE**

Unique  
en langue française

- 15 experts internationaux réunis par un institut indépendant
  - Des analyses rigoureuses et une documentation exceptionnelle sur : négociations et rapport des forces Est-Ouest, sécurité et défense de l'Europe, dépenses militaires et ventes d'armes,...
  - Un outil de consultation indispensable et essentiel.
- Un livre de 264 pages, 95 FF.**

Commandes et diffusion:  
- GRIP 33, rue Van Hoorde, B - 1030 Bruxelles (tél.: 2-241.84.20)  
- Diffusion Populaire 14, rue de Nanteuil - 75015 Paris (tél.: 1-45.32.06.23)

٥٥: من الاطراف















# La défaillance sociale

Par  
GILBERT LAGOUANELLE  
et DANIEL DRIESNE \*

**L**a pauvreté se conjugue au pluriel. Elle recouvre de nombreuses facettes très complexes. Elle a ses origines dans de multiples causes. Elle est multiforme dans ses effets. Elle touche des couches de plus en plus nombreuses dans les sociétés occidentales. Le chômage, à lui seul, illustre bien cette fragilité. La pauvreté atteint de plein fouet une même personne à travers divers symptômes qui ne se réduisent ni à l'absence de travail ni au manque d'argent : le pauvre est un « multihandicapé ».

Aussi, tout essai statistique pour mesurer les pauvretés et en analyser les contours mérite d'être pris avec de grandes précautions. Vouloir traiter de manière synthétique et ramassée la vie et la réalité des exclus de notre société frôle tout autant la malhonnêteté ou l'inconscience. La modestie de l'analyse et de l'interprétation s'impose.

Le regard du Secours catholique sur les pauvretés est le fruit de ses rencontres avec les personnes en difficulté sur l'ensemble du territoire français : dans des quartiers urbains où des équipes de bénévoles agissent, à la périphérie ou au cœur de la ville, dans de grands ensembles HLM ou dans des quartiers vétustes, en milieu rural, où un travail de maillage de relations permet une détection des détresses cachées. Ce regard est surtout affiné par les nombreuses sollicitations quotidiennes dont il est l'objet de la part des travailleurs sociaux des institutions sociales publiques.

En l'absence de tout outil statistique officiel, les chiffres proposés ne cessent de croître depuis 1978. En 1980, 250 000 dossiers avaient été ouverts. En 1984, 535 000 ; en 1986, 630 000 ! Chaque situation pouvant correspondre à une personne seule, un couple ou une famille, ce sont près d'un million et demi de personnes en difficulté qui ont été rencontrées par l'association caritative. Soit près de 5 000 par jour, 57 % des appels touchent quelque 360 000 familles (dont 145 000 dites « monoparentales »). Les isolés représentent 30 % des sollicitations, soit environ 200 000 personnes.

On peut dessiner le profil-type du chef de famille pauvre qui frappe à la porte du Secours catholique. D'après 112 107 situations analysées en 1987, il est français (77 % des cas), a moins de quarante ans (59 %), loge en HLM (40 %) ou en secteur privé (29 %), il habite une zone urbaine (72 %), en zone rurale (17 %). Il dispose de ressources inférieures à 30 francs par jour et par personne pour vivre (charges déduites) dans 73 % des cas (et parmi eux, la moitié n'ont aucune ressource). Il a des difficultés d'emploi et est au chômage (64 %), cumule impayés et dettes (62 %), a des problèmes de santé (28 %), vit une situation de tension familiale... divorce, séparation (17 %).

## Le marché des illusions

**D**eux tiers des personnes en détresse en contact avec le Secours catholique sont donc au chômage. Cela s'explique en partie par le manque de qualification des intéressés. 72 % n'ont aucune formation, pas même un CAP. Cela est révélateur des graves défaillances du système éducatif et des carences de la formation professionnelle pour la population la plus défavorisée. De même, malgré une protection sociale renforcée, très large et (trop ?) diversifiée, toute une population passe au travers des mailles des filets des systèmes développés en France depuis quarante ans. Des personnes se retrouvent ainsi progressivement démunies, contraintes de venir solliciter l'intervention d'un organisme privé.

\* Secours catholique.

Dans une société en mutation profonde et rapide, les acquis, les savoir-faire sont si faibles que les écarts ne font que s'accroître avec la population dite « performante » qui, elle, dispose de capacités d'adaptation nécessaires à l'évolution technique et à la révolution économique. On constate fréquemment l'impossibilité de rédiger une lettre, un curriculum vitae ; de donner un coup de téléphone, de faire une démarche auprès d'une administration ou auprès d'un employeur. Derrière cela, un handicap majeur : ne pas savoir organiser sa pensée, fixer son attention, appréhender les contenus des documents administratifs ou des petites annonces. Alors que les pauvres devraient être les principaux bénéficiaires de certaines dispositions sociales, l'incompréhension des formulaires officiels les en éloigne, comme le droit au recours en cas de litige, qui non seulement est peu connu mais encore peu repérable sur les notifications de décisions de beaucoup d'administrations.

*Le pauvre passe son temps  
à attendre,  
vivant d'échec en échec  
écrasé, abattu, et seul.  
Fuyant dans l'irréel et l'imaginaire*

## Un revenu minimal garanti ?

**L**e problème de la pauvreté est désormais pris en compte par la totalité de la classe politique. Le débat à l'occasion de l'élection présidentielle montre même une convergence sur certaines mesures. L'idée d'un revenu garanti est avancée par tous les partis, mais tous aussi restent très flous sur les caractéristiques concrètes de cette mesure.

Au-delà de la détermination du montant se pose une question de principe : cette nouvelle prestation sera-t-elle un simple palliatif ou un élément de réinsertion véritable ?

Le traitement social du chômage préfigure, par certains de ses aspects, le revenu minimal garanti. L'amélioration de son efficacité bute sur l'absence de relais dans les entreprises. Quelles conditions seront posées pour permettre aux personnes de sortir véritablement d'un système qui, sinon, prendra la forme d'un assistant généralisé ?

De toutes les manières, le revenu minimum ne doit pas être l'occasion de faire l'économie d'une réflexion globale, alors que l'accès au logement, à la culture, est de plus en plus difficile, même pour des personnes moins défavorisées. Cette question globale ne se résoudra que si, en plus de la prestation financière, les bénéficiaires font l'objet d'un réel accompagnement social dont le coût risque, de fait, d'être au mieux équivalent.

Le malheur de notre système social, ce n'est pas tellement d'être insuffisant, mais de ne pas garantir l'ouverture effective des droits prévus. Cela est particulièrement vrai en matière d'accès aux soins, au logement, à la formation, et à l'éducation. De plus, il faut reconnaître l'existence d'une minorité de « cas lourds » dont la réinsertion suppose des moyens humains et financiers importants.

Le pauvre est aussi celui qui attend... Il doit toujours attendre, prisonnier dans le dédale des mécanismes administratifs : attendre la décision de la commission... attendre le mandas qui sera envoyé dans quelques semaines par le trésorier payeur... attendre et survivre ! 18 % des situations rencontrées par le Secours catholique confirment cette attente des prestations. Les nombres des « grippages » que l'on peut déceler dans le fonctionnement de la couverture sociale par rapport à une population touchée par la précarité est important : délais imposés pour la perception des indemnités journalières de la Sécurité sociale, délais pour l'attribution des pensions d'invalidité, délais pour le passage de la longue maladie à l'invalidité, délais pour l'attribution ou le renouvellement des pensions d'adultes handicapés... Délais pour le passage d'un bloc de protection sociale à un autre, entre ASSEDIC et Sécurité sociale...

Pour lutter contre l'actuel chômage endémique, les Etats européens tentent de mettre en place des procédures de soutien aux chômeurs. Reconnaissent sous le terme de « traitement social du chômage », elles paraissent un pis-aller. En France, différents statuts sociaux précaires existent : travail d'utilité collective, travail d'intérêt local, programme d'insertion locale, complément local de ressources, stages de réinsertion en alternance, contrat de réinsertion en alternance, stage d'initiation à la vie professionnelle... Cette palette devrait répondre à un large éventail de situations de pauvreté. En fait, les conséquences pratiques sur les défavorisés sont loin d'être satisfaisantes. Elles relèveraient plutôt de la déception.

Trop souvent, les activités proposées se limitent à des tâches occupationnelles sans contrepartie et volonté de formation de la part des employeurs. Des jeunes, déçus, se retrouvent sans aucun subsiste, sans aucun espoir après un passage en statut précaire. Cette déception est d'autant plus grande qu'ils se sont accrochés à cette activité comme à une bouée... Les remédier devient alors de plus en plus difficile. Ils ont l'impression d'avoir été les victimes du « marché des illusions ». Une illusion qu'ils ont entretenue dans leur esprit pendant leur stage, espérant, malgré l'impossibilité, être embauchés à l'issue de la période de travail. D'autres ont vécu dans l'angoisse de l'après-stage, de l'après-emploi, de l'après-statut précaire. L'angoisse du lendemain est un dénominateur commun qui les mine moralement et physiquement. On retrouve cette angoisse paralysante chez les bénéficiaires de prestations limitées à quelques mois et sujettes à renouvellement après examen du dossier par une commission *ad hoc* (c'est le cas, en particulier, des compléments locaux de ressources - CLR - ou de l'aide sociale à l'enfance - ASE).

## Le monde des surplus

**V**ivant d'échec en échec, échec familial, échec scolaire, échec professionnel, échec physique (difficultés de santé), échec affectif (rupture sentimentale ou conjugale), ils ont une image cassée d'eux-mêmes. La maladie mentale, la dépression, l'absorption de tranquillisants, le passage en hôpital psychiatrique sont fréquents. Chacun se réfugie dans la « quotidienneté », totalement fragilisée, sans aucune sécurité, sans point de repère. Le devenir se vit dans l'instant : l'instant d'un repas à trouver pour soi-même ou les siens, l'instant d'un logement pour une famille expulsée ou à la rue, ou la recherche d'un hébergement pour les sans-domicile fixe, l'instant d'un hypothétique emploi à débiter d'interim en interim, l'instant des démarches de demandes de secours, de l'ASSEDIC à la Caisse d'allocations familiales, de l'assistance sociale au centre communal d'action sociale en passant par les associations humanitaires ou caritatives. Le rythme des journées s'identifie au rythme des instants successifs. La gestion de son temps, la gestion de son argent, la gestion de sa vie. Tout est émiettement. L'avenir est compromis.

# Quand la technologie fait exploser le travail

Par  
PHILIPPE  
MESSINE \*

**L**e téléopérateur passivement figé devant des programmes médiocres ; l'automobiliste enfermé seul dans sa boîte roulante ; le piéton coupé de son environnement par le rock tonitruant de son *walkman* ; technologie-abrutissement, technologie-isolation... Mais la ménagère libérée d'un asservissement quotidien par les multiples robots domestiques, l'automatisation de travaux dangereux ou répétitifs dans les usines : technologie-libération, technologie-conquête... Vieux débat, rebattu : la technologie est-elle bonne ou mauvaise ?

Doit-elle être bonne ou mauvaise ? Réponse aussi vieille, aussi banale que le débat lui-même : en première approximation, la technologie n'est porteuse d'aucune autre valeur intrinsèque que celle d'efficacité. Elle accroit les pouvoirs sur la nature et sur les hommes. Ce faisant, elle joue un rôle de multiplicateur, d'amplificateur : elle accélère les évolutions, elle creuse les écarts, elle accentue les reliefs, elle force les contrastes. Lorsqu'un progrès technologique rapide se combine avec un processus de destruction de la société, comme on en observe certains symptômes dans la France d'aujourd'hui, il le radicalise et le précipite. Attention, danger : la technologie peut alors devenir un outil à déchirer le tissu social.

Une bonne illustration en est offerte par un thème légitimement à l'ordre du jour : la modernisation de l'entreprise - sous-entendu, généralement, la modernisation technologique. Mais de QUELLE entreprise s'agit-il ? Dans un pays comme la France, fort de ses traditions tayloriennes, de son individualisme, de ses corporatismes, de sa foi dans les hiérarchies stratifiées, la technologie risque, dans de nombreux cas, d'accroître les graves défauts d'un modèle social rétrograde. Mal maîtrisée par la société, elle est condamnée par une couche réduite de la population pour renforcer des monopoles de décision ou des privilèges soigneusement reconstruits.

Une telle évolution, dont on voit quotidiennement les signes avant-coureurs, peut prendre plusieurs visages, notamment ceux de la polarisation, de l'exclusion, du contrôle et de l'individualisation.

La polarisation : le peloton s'étire. En fait, il risque même de se vider progressivement, à mesure que grossissent un groupe réduit d'échappés et une

troupe nombreuse d'attardés. L'automatisation industrielle fournit un exemple typique du phénomène. Avec la diffusion des nouvelles technologies de production, fondées sur l'informatique, les équipements manufacturiers seront de plus en plus systématiquement des outils programmables : les machines-outils sont dotées de commandes numériques, les tâches de chargement-déchargement sont confiées à des robots programmés, la manutention est effectuée par des chariots filoguidés programmés... L'intelligence des procès de production passe désormais par l'intelligence de la programmation.

De nouvelles questions se posent alors pour l'organisation de l'une : qui programme ? qui peut modifier les programmes ? qui doit pouvoir les com-

mander des inégalités croissantes et une régression dans la structure sociale (1).

Une forme extrême de la polarisation est l'exclusion pure et simple : une partie de la population salariée déqualifiée est carrément expulsée du monde du travail. Les nouvelles technologies contribuent - heureusement - à une amélioration sensible des performances productives. Cela conduit notamment à de fortes hausses annuelles de la productivité du travail, ce qui, en période de croissance faible, boucle inéluctablement sur un nombre d'heures de travail en diminution. Les seuls moyens d'éviter une progression continue du chômage sont donc la relance de la croissance et une diminution régulière de la durée individuelle du travail. Arithmétique tellement évidente qu'il paraît bien vain de nier l'impor-

*Couplé avec un projet social régressif,  
le rêve des nouvelles modernisations  
pourrait rapidement se transformer en cauchemar*

prendre ? En première approche, ce qui semble surtout être en jeu, c'est l'intérêt du travail, et donc la motivation des travailleurs. En fait, la portée du débat est plus grande. En effet, si les choix sont tayloriens - spécialisation d'un petit nombre de salariés dans la programmation de tous les moyens de production, interdiction d'accès à la programmation pour les autres, soit la quasi-totalité de la population ouvrière, - les travailleurs « normaux » verront leur rôle limité à celui de surveillants. N'ayant plus aucun moyen d'action, aucune autonomie, aucune responsabilité, aucun accès à la connaissance, ils n'auront plus besoin de qualification particulière. N'étant plus qualifiés, ils seront faiblement rémunérés.

A l'inverse, la petite minorité de cadres hautement qualifiés et bien rémunérés verra ses rangs s'élargir d'une équipe de programmation. L'automatisation flexible de l'industrie, couplée avec un modèle taylorien d'organisation, aura donc tendance à concentrer la population salariée sur les pôles extrêmes du savoir et du revenu : une minorité bien payée et très qualifiée, une majorité déqualifiée et médiocrement rémunérée, et des couches intermédiaires dont les rangs seront de plus en plus clairsemés. Au total,

tance du débat sur la durée du travail, comme pourtant, en France, de manière plus ou moins implicite, le patronat, plusieurs centrales syndicales et les partis politiques semblent le faire, obéissant sans doute à divers réflexes conservateurs ou à une éthique figée du travail. Le débat est en veilleuse dans ce pays, où l'on regarde avec commisération les accords de réduction du temps de travail signés outre-Rhin, mais il renâcle inéluctablement...

Les effets de polarisation et d'exclusion peuvent distendre le tissu social, jusqu'à le déchirer, mais le risque lié à une application régressive des nouvelles technologies ne s'arrête pas là. L'accroissement des inégalités et l'hétérogénéité croissante du corps social font rarement bon ménage avec les pratiques démocratiques. Cela est vrai au niveau de l'entreprise comme au niveau d'une société dans son ensemble. Les nouvelles technologies, on l'a vu, peuvent servir la concentration du savoir et du revenu. Elles peuvent aussi servir le renforcement des despotismes.

L'informatique offre des possibilités décuplées de contrôle social. La tentation de l'utiliser comme garde-chiourme et comme mouchard est grande.

Tous n'y résistent pas. Témoins les systèmes perfectionnés mis en place dans certaines entreprises pour contrôler la productivité, la présence, l'intensité du travail des opérateurs. La rêve orwellien du « télécran » omniprésent : contrôler en temps réel, c'est-à-dire sans délai, et de manière exhaustive, la performance de chaque individu, de chaque équipe, de chaque machine, peut se réaliser. Mesure des temps d'opération par la machine elle-même, traçabilité des produits pouvant permettre d'identifier le facteur de non-qualité, séquences préétablies et minutées avec précision...

Une forme particulière de contrôle social est l'individualisation : atomiser, diviser pour régner. La généralisation des écrans informatiques dans le travail, qu'il soit manufacturier ou tertiaire, peut avoir le même effet sur le collectif de travail que le poste de télévision sur le collectif familial : casser toute dimension communautaire. Les flux - qu'ils véhiculent de l'information à travers les réseaux de communication ou de la matière à travers les systèmes de manutention automatisés - sont automatisés, planifiés, pilotés, et servent à chaque poste l'intégralité des ressources dont il a besoin pour fonctionner. L'idéal de la chaîne fordiste peut alors être poussé à son point extrême de réalisation. La chaîne ne se contente plus de véhiculer le produit, elle transporte aussi les outils et surtout l'information, l'intelligence : quoi faire, comment, combien... et le contrôle : mesure, surveillance... La communication interpersonnelle, même conflictuelle, avec le contremaître devient superflue. Elle peut donc être rendue physiquement impossible, par l'isolement matériel des postes.

Rien de tout cela n'est fatal, ni indélébilement attaché aux nouvelles technologies. C'est toujours une question de choix. Aux utopies négatives peuvent répondre des utopies positives, à forger et, surtout, à mettre en œuvre. A cette fin, la société française doit évoluer pour apprendre à utiliser le progrès technique de manière adulte, et développer de nouveaux mécanismes démocratiques. Sinon, le risque est grand : il y a une force démultipliée, explosive, dans le changement technique appliqué au travail, à la production, à la gestion, tout autant que lorsqu'il est appliqué au crime ou à la guerre. Inégalités, marginalisation, despotismes locaux, isolement, stress : couplé avec un projet social régressif, le rêve des nouvelles technologies dans l'entreprise et dans le travail peut tourner à l'éclatement social et au cauchemar.

(1) Lire « L'offensive contre le droit du travail », *Le Monde diplomatique* d'avril 1988.

PLANÈTE DISLO

des dén

La vie dans une zone de précarité...  
Le Secours catholique...  
Le chômage...  
Le revenu minimal garanti...  
Le monde des surplus...  
La technologie...  
Le travail...  
Le contrôle social...  
Le projet social régressif...  
Le cauchemar...

## Survivre

La vie dans une zone de précarité...  
Le Secours catholique...  
Le chômage...  
Le revenu minimal garanti...  
Le monde des surplus...  
La technologie...  
Le travail...  
Le contrôle social...  
Le projet social régressif...  
Le cauchemar...

La vie dans une zone de précarité...  
Le Secours catholique...  
Le chômage...  
Le revenu minimal garanti...  
Le monde des surplus...  
La technologie...  
Le travail...  
Le contrôle social...  
Le projet social régressif...  
Le cauchemar...

La vie dans une zone de précarité...  
Le Secours catholique...  
Le chômage...  
Le revenu minimal garanti...  
Le monde des surplus...  
La technologie...  
Le travail...  
Le contrôle social...  
Le projet social régressif...  
Le cauchemar...

La vie dans une zone de précarité...  
Le Secours catholique...  
Le chômage...  
Le revenu minimal garanti...  
Le monde des surplus...  
La technologie...  
Le travail...  
Le contrôle social...  
Le projet social régressif...  
Le cauchemar...

La vie dans une zone de précarité...  
Le Secours catholique...  
Le chômage...  
Le revenu minimal garanti...  
Le monde des surplus...  
La technologie...  
Le travail...  
Le contrôle social...  
Le projet social régressif...  
Le cauchemar...

La vie dans une zone de précarité...  
Le Secours catholique...  
Le chômage...  
Le revenu minimal garanti...  
Le monde des surplus...  
La technologie...  
Le travail...  
Le contrôle social...  
Le projet social régressif...  
Le cauchemar...



# des démocraties

Faire ses achats dans une grande surface s'apparente à un piège. Établir une liste de produits à acheter selon ses besoins, maîtriser un budget précaire face à tant de sollicitations, résister au vertige de dépenser jusqu'au dernier centime de son portefeuille ou aux pièges du crédit et des dettes dont on ne se relève jamais, supposent une force de caractère et une structuration personnelle telle que l'injustice, jusque dans les éléments les plus simples de la vie courante, devient insupportable. Et c'est bien souvent la fuite en avant vers la consommation (jusqu'à l'accession à la propriété) ou l'assistance.

D'ailleurs, la société s'organise en conséquence. La facilité prend souvent le dessus. Particulièrement quand il s'agit de répondre aux situations de pauvreté. Sans qu'on y prenne garde, une vie de surplus se met en place. Après avoir vécu avec des surplus de vêtements, on donne à manger avec des excédents alimentaires. Et nous ne sommes pas loin de soigner avec des surplus de médicaments. Devons-nous accepter d'être gestionnaire d'un troisième monde : celui des surplus ?

Loin de vouloir encourager des actions de distributions alimentaires, le Secours catholique s'engage dans la recherche d'initiatives plus éducatives qui font appel à une réelle participation des bénéficiaires (gestion du budget, pratique d'une économie sociale et familiale...)

## Survivre

MAIS il faut aussi « échapper à sa condition de pauvre ». Répondre à ses envies raisonnables est une manière d'y échapper. Il y a d'autres moyens de s'éloigner d'un réel trop difficile à assumer, lourd à porter. C'est alors la recherche d'un rêve inaccessible, comme dans la pratique du jeu (Loto, Tiercé...) ; la recherche de l'évasion dans la drogue ou l'alcoolisme ; la quête de l'irréel et de l'imaginaire illustrée par le phénomène de l'errance... la « galère », comme disent ces hommes partant vers un ailleurs qui n'existe pas. Ils vont de ville en ville tenter de trouver un emploi ou un destin meilleur auxquels ils ne croient plus. Ils vont rechercher un paradis illusoire (le département de la Martinique voit arriver depuis quatre ans cette population totalement désœuvrée... qui ne pourra pas s'insérer localement et pose des problèmes délicats aux autorités et à la population locale).

D'autres s'exprimeront par la violence, autre manière d'exister ou de se révolter. Le phénomène de la délinquance prend en partie ses racines dans cette soif d'être et de vivre « autrement » pour se sentir enfin reconnu à ses propres yeux et aux yeux des autres. Pour vivre et survivre, toutes les ressources de la personne se mobilisent. Des stratégies de contournement, de présentation, de demandes se mettent en place pour atteindre des objectifs au jour le jour.

L'environnement des pauvres, c'est le grand ensemble, la ZUP, la caravane, le squat, le copain qui héberge quelques jours. Que dire des ghettos à la périphérie des villes (où les terminologies expriment bien l'exclusion : « la barre des 4000 », « la sablière », « la ZUP de... ») où ni les activités, services, transports ne sont réellement adaptés quand ils existent ?

Mais la pauvreté la plus fréquente est tout autre. Elle se caractérise par l'écrasement, l'abaissement, la passivité, l'envie de ne plus vouloir se battre devant des événements qui dépassent les personnes. Les mots s'effritent, la communication se réduit. Le vocabulaire se restreint. Comme le précise le sociologue Nicolas Colinvaux : « Il y a là une sorte de déclin du réel où les individus et les groupes qui subissent une « situation extrême » tentent de l'oublier. Et les drames peuvent se poursuivre comme s'ils n'existaient pas. Il faut les nier à tout prix. Seule subsiste cette exigence : survivre ». Et comment objectivement trouver un logement lorsqu'on a des ressources trop faibles et

trop aléatoires (les prestations familiales ne sont pas considérées comme ressources stables et il faut pouvoir justifier de quatre fois le montant du loyer et des charges pour accéder au logement) ? Comment faire face aux échéances d'agriculteur ou de petit artisan quand l'exploitation est trop petite, ou le commerce criblé de dettes (1), quand on a le sentiment de ne plus être économe ou complice, de ne plus pouvoir partager « le poids des jours », d'être marginalisé, d'être inutile...

Lors de la douzième conférence régionale des Caritas d'Europe (avril 1987), une étude sur l'état des pauvretés dans les pays membres fait apparaître la solitude et l'isolement social comme les problèmes majeurs des personnes en situation de pauvreté. Le

chômage, la crise du logement, l'éclatement de la cellule familiale ne viennent qu'en second lieu dans l'énumération. Les groupes les plus menacés en Europe sont, d'une part, les jeunes et les enfants et, d'autre part, les étrangers. Les uns comme les autres ont à subir la fragilité d'une grande précarité. Les enfants sont victimes des conditions pénibles de leurs parents, témoins de la violence et des désespoirs des adultes qui les entourent. Les jeunes sans travail, sans qualification se trouvent contraints de quitter leur famille dans de mauvaises conditions : livrés à eux-mêmes, ils vont faire l'apprentissage du vide, de la précarité... Les étrangers sont confrontés au repliement du Vieux Continent sur ses nouvelles pauvretés nées d'une crise économique qu'il n'a pas su prévoir.

Et pourtant, les familles pauvres, en difficulté passagère ou durable, vivent des proximités de destin, dans un quartier ou une ZUP. Des solidarités se tissent et font se lever des gestes de partage, de générosité même. Telles ces femmes sorties d'un centre d'hébergement et insérées qui en aident d'autres à s'installer. Telles ces jeunes d'une ville de province qui s'organisent pour produire et vendre certaines réalisations faites de leurs mains. Le rôle familial, quand elle est maintenue, devient un havre à préserver coûte que coûte, plus encore lorsqu'il y a des enfants.

Faut-il s'étonner de l'attachement viscéral des plus pauvres à leurs enfants ? Même en prison ou en établissement social, la solidarité des exclus s'exprime.

## Une volonté politique

EN 1981, un rapport de la Commission des Communautés économiques européennes confirmait qu'il était « moralement inacceptable d'attendre une loi unique et imprévisible reprise de l'économie mondiale pour relancer la lutte contre la pauvreté ». Et d'ajouter : « Il est nécessaire de faire preuve d'une volonté politique et de s'assurer le soutien du public ».

Volonté politique : nous avons depuis connu le meilleur avec les rapports Océris (1981), Charvet (1983), ceux du Conseil économique et social (1987) ou du Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (1985). Nous avons aussi connu le pire avec, par exemple, l'improvisation qui a accompagné la distribution des excédents alimentaires européens ou les effets pervers de la décentralisation en matière d'action sociale.

Soutien du public ? Là aussi, il semblerait en première analyse que les effets de mode et la recherche du spectaculaire aient en plus d'échos que le lent et patient travail d'associations comme Aide à toute déresse ou le Secours catholique. En ont-ils eu plus d'impact et d'efficacité pour autant ?

Il est à craindre que (presque) tout reste à faire. Car il ne s'agit pas de lutter contre les pauvretés comme si elles demeuraient un phénomène particulier, à la marge de nos propres sociétés. Tous les décideurs politiques et sociaux comprendront peut-être que, en l'état, chacun de leurs choix crée aussi des exclusions dès lors que les pauvres - dans leur diversité - ne sont pas la référence première.

Il s'agit bien aussi pour chacun de nous de repérer nos jugements, nos critères, de critiquer nos outils d'analyse, nos critères de référence et de décision. À l'heure des droits de l'homme, ce sont eux qui nous permettent de ne pas porter assistance à personne en danger. C'est en les mettant en cause que les personnes en difficulté retrouveront place dans la société.

GILBERT LAGOUANELLE et DANIEL DRUESNE

(1) Se reporter aux dossiers « Pauvretés en monde rural » et « Pauvretés en monde agricole », Messager du Secours catholique, avril et mai 1988, 106, rue du Bac, 75007 Paris.



... puissance irréflectie, déjà tendue en un élan...

## Une culture de l'exclusion

Par IGNACIO RAMONET

L'INCULTURE moderne est plus difficile à cerner que celle d'autrefois. Chacun admet aujourd'hui, sur cette planète fascinée par les communications de masse, que le niveau culturel global s'est élevé et que le nombre de personnes scolarisées n'a jamais été aussi grand.

Dans les pays industrialisés, on assiste même à une importante mutation des usages culturels et à un puissant engouement pour des arts raffinés naguère réservés à une minorité. Concerts, ballets, opéras, théâtre attirent des foules nouvelles qui ne bousculent également dans les musées, les grandes expositions, les cités des sciences ou les Salons du livre. Cette richesse intime qu'est la culture semble donc largement partagée.

Ceux qui, malgré tout, dénoncent l'effondrement global du système éducatif et, nostalgiques, regrettent l'excellence culturelle de jadis se voient opposer des statistiques infuturables. Des experts leur rappellent qu'en 1930, par exemple, en France, « la moitié des élèves quittaient l'école primaire à trois ans sans le certificat d'études et seulement 5 % d'une classe d'âge obtenaient le baccalauréat ». Ils rappellent également qu'en 1914, « 35 % des conscrits étaient pratiquement analphabètes (1) » et qu'en revanche les tests actuels de l'armée montrent, depuis vingt ans, une augmentation du niveau intellectuel des jeunes Français (2).

Le savoir apparaît donc en expansion au sein des sociétés, et il semblerait s'être radicalement démocratisé. Cependant, en matière de culture les choses sont toujours complexes, et le grand paradoxe dans un monde fortement alphabétisé est que le nombre d'analphabètes n'a jamais été plus grand qu'aujourd'hui ; il atteint le chiffre scandaleux de 880 millions, et concerne principalement le tiers-monde. Mais pas seulement, car à la faveur de la

crise les pays développés ont vu apparaître chez eux aussi de vastes poches d'inculture, en particulier de cette forme moderne d'analphabétisme qu'est l'illettrisme. Situation, on le sait, de ceux qui, ayant appris à lire et à écrire, ont perdu la pratique au point de ne plus pouvoir comprendre un texte simple et bref en rapport avec leur vie quotidienne.

Vivre sans l'écrit paraît inconcevable, car il occupe, dans les pays industrialisés, une place prépondérante. Chaque citoyen, dans ses activités de tous les jours, recourt à l'écrit sous ses formes les plus diverses. Et pourtant, depuis quelques années, il s'est des millions à vivre dans l'illettrisme, et cette maladie culturelle tend à se répandre comme une épidémie. En Grande-Bretagne, par exemple, on compte plus de trois millions d'illettrés ; en France, ils sont quelque cinq millions (3) ; au Canada, 5 des 18 millions d'adultes ont un niveau de lecture inférieur à celui du CM2 français, auxquels il faut ajouter un million de personnes ne sachant ni lire ni écrire du tout.

Aux États-Unis, la situation est encore plus grave : entre 17 et 21 millions d'adultes sont « fonctionnellement illettrés », et le National Assessment of Education Progress constate que la moitié des jeunes sortant du système scolaire - 39 millions en 1988 - ont du mal à lire et à écrire. Enfin, le secrétaire au travail, M. William Brock, a déclaré récemment qu'il était « honteux de constater qu'il y a des centaines de milliers de jeunes diplômés qu'ils ne peuvent même pas lire (4) ».

Ces modernes analphabètes appartiennent, pour l'essentiel, aux catégories sociales les plus démunies. Aux États-Unis, ils se recrutent massivement parmi les Noirs et les Hispaniques ; en France, la deuxième génération immigrée et les victimes de la grande pauvreté fournissent les gros bataillons d'illettrés. Est-ce un hasard si ceux-ci cumulent pauvreté matérielle et pauvreté culturelle ?

Dès les années 60, les plus éminents sociologues de l'éducation avaient mis en évidence

l'étroite relation qui existe entre le résultat scolaire et le milieu socio-économique ; ils ont dénoncé l'injustice sociale subie par les groupes défavorisés du fait de l'échec scolaire (5). Aujourd'hui, le phénomène de l'illettrisme confirme que les enfants issus de familles modestes ont - en moyenne - moins de chances d'atteindre un niveau d'instruction élevé. Or on sait que ceux qui possèdent un faible niveau d'instruction ont moins de chances de parvenir à un statut social convenable.

À la faveur de la crise, l'extension de la grande pauvreté s'accompagne d'une aggravation de la misère culturelle. Et les statistiques sur le chômage des jeunes confirment que la non-insertion dans l'école entraîne souvent une non-insertion dans la société. Ainsi, en France, les services sociaux recensent l'illettrisme chez 50 % des familles qui les consultent (6). Et on constate que 87 % des jeunes en difficulté ne maîtrisent pas les éléments de base de l'éducation primaire, et qu'il y a environ quatre fois plus d'illettrés en milieu carcéral qu'à l'extérieur.

Ces laissés-pour-compte du savoir et de la culture vivent dans le mépris d'eux-mêmes dans les sources de la société. Écartés, dans les faits, de la démocratie, ils demeurent à la merci de toutes les manipulations politiques. Sont-ils victimes d'un système d'enseignement inadéquat qui continue de produire, en toute bonne conscience, de l'échec scolaire ? Ce n'est sans doute pas si simple.

Certes, l'enseignement, dans la plupart des pays développés, n'est même pas parvenu à inculquer à l'ensemble des élèves la maîtrise d'une pratique culturelle fondamentale, la lecture. Et l'on constate que les collégiens, dans leur grande majorité, ne savent pas lire, ou lisent mal, ou si laborieusement qu'ils ne tirent pratiquement aucun profit de ce qu'ils lisent (7).

Mais comment l'école pourrait-elle promouvoir la lecture dans une société où le livre a perdu son attrait et où presque plus personne ne lit ? Une société où 75 % des enfants de sept à treize ans

passent environ 1 000 heures devant la télévision chaque année et seulement 800 en classe ; et où plus d'un Français sur quatre ne lit pas un seul livre par an (8).

On dit partout que la société contemporaine est celle de la communication et de l'information. De fait, les techniques informatiques et les industries culturelles tendent à dominer les structures sociales et économiques. Mais communication et diffusion culturelle s'effectuent aujourd'hui au moyen d'instruments qui n'adjoignent plus la lecture : téléphone, disque, radio, télévision, magnétophone, magnétoscope, etc.

Sont et images triomphent, encourageant chez le citoyen l'envie de l'ignorance, l'atrophie des codes de la lecture, devenus inutiles. Ainsi se répand, chez ceux dont le milieu familial n'est pas vigilant, l'illettrisme, premier pas vers la marginalisation scolaire, culturelle et vers la détresse sociale.

Insensiblement, dans l'euphorie du tout-audiovisuel, apparaît ainsi une nouvelle race d'exclus. Livres de distractions et dépossédés des outils intellectuels de base, ils contemplent de loin une société qui, après les avoir amusés, les abandonne à leur indignité.

(1) Cf. Jean-François Las et Patrice Noriet : *Aspects de l'illettrisme tel qu'on le parle*, Orléans, Paris, 1985.

(2) *Le Monde*, 27 février 1988.

(3) Jean-Pierre Véliz, *La France illettrée*, Le Seuil, Paris, 1988 et *Libre en Europe*, Éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1988.

(4) *Le Monde*, 5 mai 1987.

(5) Cf. le dossier « L'illettrisme dans les pays industrialisés », in *Perspectives*, n° 62, UNESCO, Paris, 1987.

(6) Cf. la plaquette sur l'illettrisme publiée par la Fédération Léo-Lagrange, 21, rue de Provence, 75009 Paris.

(7) *Le Figaro*, 13 avril 1988.

(8) Cf. le texte de Jean-François Barbier-Bouvier in *L'état des lettres*, Le Découverte, Paris, 1988.

ÉTÉS ÉCARTELES  
ce sociale

celui qui attend... Il doit toujours...

l'activité chômage endémique, les États...

le monde des surplus

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail

travail



# L'impossible modèle urbain

Par  
CLAUDE  
LIAUZU \*

**R**ÉVOLUTION islamiste des villes iraniennes — le phénomène a été essentiellement urbain, — résurgence de la religion sur les trois continents, émeutes dites « du pain », soulèvement des ghettos sud-africains, luttes des banlieues de la précarité, poussées des revendications salariales dans les nouveaux pays industrialisés (NPI), affrontements intercommunautaires dont l'enjeu est l'accès à la ville — au Liban, en Afrique, dans le sous-continent indien —, gamins de Bogota, insécurité des métropoles...

Les organismes internationaux, les classes dirigeantes du tiers-monde, les médias occidentaux cultivent un syndrome urbain. Depuis le dix-neuvième siècle, les représentations de la ville mêlent les images positives et négatives — classes dangereuses et anomie, civilisation et modernité... Mais les progrès à l'œuvre dans le tiers-monde se situent à une autre échelle : ils paraissent échapper aux experts comme aux politiques, ne pouvant être maîtrisés par aucun mode de régulation. Prolifération humaine, marginalisation massive, dissolution de la centralité qui définit un espace organisé et organisé, frontières de plus en plus accusées entre société « civilisée » — au sens étymologique du terme — et quart-monde accumulé aux portes de la cité interdite... Ces mythes du nombre, ces visions d'apocalypse menacent de nourrir une mentalité obsidionale, qui explique le succès d'obscurité de Jean Raspail (*Le Camp des saints*) : entre la ville mondiale et l'impossible ville du tiers-monde, il n'y aurait rien de commun, sauf expédition d'urgence, humanitaire ou sécuritaire.

Or, ce qui craque, ce n'est pas une autre planète barbare, mais la pièce maîtresse du système dominant, le modèle urbain mondial. Un modèle et un système qui produisent l'exclusion alors qu'ils promettent le développement.

\* Professeur, Groupe d'études et d'échanges du monde arabe et musulman, université Paris-VII.

## Point de raccourci vers le développement

LES technologies de pointe, en particulier celles de l'information, n'offrent pas un raccourci vers le développement, comme l'imaginait naïvement Jean-Jacques Servan-Schreiber dans *Le Défi mondial* : dans la grande majorité des pays du tiers-monde, elles risquent au contraire d'engourdir des ressources financières rares dans des recherches qui auront peu ou pas d'impact sur le plan international et qui, surtout, laisseront intact le problème numéro un : celui du chômage. La priorité, écrivent Jean-Jacques Salomon et André Leboucq (1), c'est la diffusion des pratiques scientifiques, qui dépend d'abord des vulgarisateurs et non pas des chercheurs. A l'heure où, en Occident, la recherche-développement est de plus en plus le fait de mégastuctures court-circuitant l'Etat-nation, le « ticket d'entrée » dans l'univers des technologies de pointe est hors de portée pour l'immense majorité de la planète. En revanche, il est possible de lever la pesanteur de l'ignorance, de maîtriser graduellement le milieu — pour améliorer l'hygiène, l'habitat, l'alimentation, la santé, l'emploi — en se dotant d'une capacité endogène pour multiplier les qualifications. Mais il faut du temps.

E. C.

(1) *L'écrivain public et l'ordinateur*, Hachette, Paris, 1988, 265 pages, 118 F.

**Des centaines de millions d'hommes déracinés, abandonnés à leur sort : les villes du tiers-monde annoncent-elles la décomposition de la société urbaine à l'occidentale ? Dans ce monde en friches, la cité est à réinventer**

est un phénomène multidimensionnel, résultant de la décomposition des structures rurales, des pratiques des Etats, de la mondialisation des sociétés et de la dynamique proprement urbaine.

Les villes du tiers-monde s'inscrivent dans une armature mondiale. Si l'on manque de vues d'ensemble et d'analyses permettant de lier les problématiques de la « nouvelle division internationale du travail » et le fait urbain, on sait que, comme le révélaient les saint-simoniens, les espaces utiles de la planète sont désormais « câblés ». OBU (Offshore banking units) de Panama et de Bahrein (dont le montant des actifs s'élevait à 60 milliards de dollars en 1982), ports francs, villes-usines comme Singapour, ou usines hypersophistiquées entourées de bidonvilles comme Bhopal ne contribuent pas à créer un tissu économique cohérent. Ces zones extraterritorialisées sont des relais dépendants dans le réseau de flux matériels et d'informations qui composent un système transnational. La transnationalisation marque-t-elle la fin du national, du tiers-monde, et du développement tels qu'on les définissait dans les années 60 (1) ? A tout le moins, elle impose une révision du rôle attribué à la ville dans la pensée développementaliste.

Moteur de la croissance ? Des études récentes soulignent les

(1) Voir Jean Chesneau, *De la modernité*, La Découverte, Paris, 1983 et Serge Lanouche, « Fin du national ? » in *Peuples méditerranéens*, n° 35-36. Pour une vision prospective, cf. le programme du GEMDEV (9, rue Malher, 75004 Paris), « Le devenir des Tiers Mondes ».

(2) *Tiers Monde*, n° 101, 1985, « La classe moyenne et la crise » ; Alain Durand-Lassere, *L'Exclusion des pauvres dans les villes du tiers-monde*, L'Harmattan, Paris, 1986 ; G. Massiah et J.-F. Trébillon, *Villes en développement*, La Découverte, Paris, 1988, qui est la synthèse la plus récente et la plus précise.

(3) CERMO, « Mouvements urbains et espaces communautaires au Liban », *Mondé arabe. Maghreb-Machrek*, n° 115, 1987, Etat et sociétés urbaines au Maghreb et au Moyen-Orient.

limites étroites de la capacité d'intégration des politiques urbaines et des politiques économiques, mettent en relief l'échec d'un modèle qui a été conçu pour les classes moyennes. La ville du tiers-monde est en effet le lieu de leur reproduction élargie. A ces classes très moyennes, les pouvoirs ont assuré un ensemble de privilèges — fonctions liées aux activités urbaines et à l'appareil de l'Etat, accès au crédit, aux biens fonciers, à la production immobilière... De tels choix ont reposé sur une sélection féroce de l'entrée dans la terre promise. Au Maroc, les deux tiers des subventions attribuées au logement bénéficient à 20 % de la population, et les exemples pourraient être multipliés à l'infini (2). Or la crise, en contractant les finances publiques et en appauvrissant les ressources des catégories sur lesquelles s'appuient les pouvoirs, fragilise l'assise des systèmes urbains.

La ville apparaît de plus en plus comme une zone névralgique du maillage de la société. Symbolique mégalo-maniacque, centralisation administrative, contrôle policier et militaire interdisent toute autonomie citadine. La destruction des centres urbains, par exemple à Hama et Alep en 1982, ou au Liban, est une sorte de preuve par l'absurde, administrée par l'Etat ou par les exils, des impasses du modèle (3).

Ces situations limites sont appelées à se multiplier, en raison des blocages de la reproduction et de la régulation sociales. La ville, pour les masses du tiers-monde, c'est l'espoir d'accéder à un ensemble d'activités et de services, et la réponse à une demande nutritionnelle, sanitaire et scolaire. Ces besoins, dans les régimes populistes d'Amérique latine ou du monde arabe par exemple, ont pu être partiellement et temporairement satisfaits, non sans succès économiques très lourds. Mais ils le sont et le seront de moins en moins.

Les émeutes du pain au Maghreb et en Egypte le montrent bien. Elles se sont déclenchées quand les augmentations de prix des produits de première nécessité, sous la pression du Fonds monétaire international (FMI), ont rompu les équilibres précaires des niveaux de vie populaires, et, plus gravement, un pacte social. Le cercle vicieux du « prix politique » des produits de première nécessité est un phénomène connu. Pour l'Etat, le but est d'éviter les explosions de la misère, de s'assurer une clientèle plébiscitaire et d'insérer le pays de manière concurrentielle dans le système capitaliste, en limitant le coût de la reproduction de la force de travail et les salaires. Au Caire, les subventions représentent plus de 40 % des revenus citadins ; en Tunisie, où, durant la décennie 70, les

## Les deux Corées du Sud

LA Corée du Sud a atteint un niveau de développement lui permettant de frapper à la porte de l'OCDE. Mais les succès ont leur revers... ou leur explication. *The New York Times* (repris dans *l'International Herald Tribune* du 7 avril 1988) a enquêté dans une usine de textile proche de Séoul. Les jeunes ouvrières travaillent habituellement de 8 heures 30 à 19 heures 30, mais très souvent aussi jusqu'à 22 ou 23 heures. 20 minutes pour le déjeuner ; 2 dimanches de repos par mois. Salaire mensuel : entre 1 600 et 2 000 francs. Encore s'agit-il d'une « bonne entreprise ». La journaliste cite le cas de salaires de 725 francs et mentionne de fréquentes maladies de peau et des troubles oculaires.

Retraversons le décor : le gouvernement vient d'autoriser les Sud-Coréens sortant du pays à emporter des sommes allant jusqu'à 6 millions de francs. La péninsule est coupée en deux ; la Corée du Sud aussi...

## Au nom de la modernité

Par  
JEAN  
CHESNEAU \*

**L**A modernité, c'est « un activisme du bien-être » (1), dont les potentialités sont effectivement fantastiques : régulation des choses et des hommes par des ordinateurs agissant à distance, bio-ingénierie mobilisée contre le fait et la maladie, réseaux de communication high tech opérant dans l'ubiquité et l'instantané. La modernité serait une avancée gratifiante, une stratégie salvatrice dans notre monde en crise.

Même si elle se présente aussi comme un modèle social réducteur et banalisant. Tous les aéroports, tous les centres commerciaux, tous les campus universitaires du monde semblent sortir du même moule, à quelques détails près. Les tours résidentielles du nouveau Pékin pourraient permuter avec celles de Caracas, de Manille, du Caire, sans que leurs habitants en soient guère dérangés dans leurs habitudes.

Car la modernité, c'est surtout un bloc de contraintes, un « impératif mondial » fondé sur les prix du marché international, les taux d'intérêt bancaires, les cours des devises fortes, les normes de production compétitives. L'extraversion économique généralisée place les peuples à la merci de forces extérieures sur lesquelles ils n'ont plus aucun contrôle et devant lesquelles les Etats eux-mêmes sont impuissants (2). Pis, ce sont les conditions nationales concrètes de chaque pays qui font désormais figure de « contraintes » archaïques et oiseuses (3).

La mise en modernité est devenue la priorité des priorités. A la fois pour les « vieux » pays comme la France et l'Angleterre, pour les Etats du tiers-monde — quitte pour eux à s'endetter et se soumettre aux injonctions du Fonds monétaire international — et pour les pays socialistes, où des Gorbatchev et des Deng Xiaoping s'efforcent d'ébranler l'inertie pour les lancer eux aussi dans la course.

La modernité — ce terme n'a plus grand-chose de commun avec le défi d'avant-garde que les Rimbaud, les Melnikovski, les Klee, les Benjamin lançaient au conformisme de leur temps — c'est donc le ralliement à un modèle impératif quasi kantien, inélectable et pourtant salutaire. « De toute façon, on n'a pas le choix... » Est-ce si simple ? L'appel inconscient à la modernité n'est pas sans zones d'ombres ni équivoques majeures.

\* Professeur émérite à l'université Paris-VII.

Tout d'abord, ce discours euphorique se fonde sur un postulat d'autodiffusion et de propagation de proche en proche. Mais les progrès de la modernité n'opèrent-ils pas de façon segmentaire et cloisonnée ? On n'informatisera jamais la collecte des ordures ménagères, laissée au labour humain moins coûteux. A l'intérieur de nos sociétés développées, s'étendent les secteurs abandonnés, les friches industrielles, les exclus de tous ordres, la « nouvelle pauvreté ». La polarisation sociale est plus tranchée encore dans les pays du tiers-monde : le fossé s'y creuse entre les couches privilégiées bien intégrées dans les circuits mondiaux de la modernité, et les foules immenses que la marche forcée vers l'extraversion économique enfonce dans la déréliction et rejette vers les périphéries implosées des mégalo-

Autre ambiguïté, la marche à la modernité se veut universelle, elle est pourtant hautement sélective. Les milliards de dollars (chiffres faibles) consacrés aux armements high-tech, aux télécommunications « câblées » la planète entière, à l'audiovisuel de pointe, auraient pu, si le marché militaire et civil n'avait pas imposé ses choix préférentiels, contribuer puissamment à liquider les maladies « hydriques » dans le tiers-monde, à améliorer les souches alimentaires autochtones en Asie ou en Afrique, à inventer dans les campagnes « sous-développées » du monde un art de vivre dont l'attrait aurait contrebalancé la fuite vers la « planète des bidonvilles » (4).

La marche à la modernité, c'est aussi l'instauration d'une nouvelle société politique, qui menace de

**Un nouveau slogan pour conduire la marche forcée. Mais la performance et l'efficacité ne suffiront jamais à bâtir une communauté de destin**

poles, ainsi au Brésil ou au Mexique. Des milliers d'errants et de sans-abri venus des campagnes chinoises en crise s'entassent la nuit dans les gares modernisées de Pékin, à quelques centaines de mètres des coléaux palaces censés attirer les hommes d'affaires et touristes américains et japonais... et leurs devises fortes.

En second lieu, la mise en modernité dispenserait de prendre en considération par avance ses éventuels effets négatifs, l'impétueux progrès des forces productives serait infaillible dans son essence même. Les équipes de technocrates qui, dans les années 60, lançaient la France dans l'urbanisation forcée comme projet fondateur de la Ve République (4) n'avaient guère réfléchi aux retombées sociales de cette opération, notamment au désenclavement et au désarroi des jeunes et des femmes dans les nouvelles banlieues. Il a fallu faire sauter les tours des Minguettes lyonnaises, qui étaient socialement décomposées avant même d'être techniquement taillées (ce qui, d'ailleurs, n'aurait pas tardé...). Il est temps que des hommes de science nous rappellent que « la lucidité devrait passer avant l'efficacité », que « la réflexion devrait précéder le projet au lieu de succéder à l'innovation » (5).

forclusion nos valeurs démocratiques en Occident et rend plus qu'improbable leur implantation dans le reste du monde. Les nouvelles technologies tendent à la « programmation-guidée » (J. Habermas) de la totalité du corps social, au « fagotage » informatisé des rapports sociaux, qui, de conflits, sont « gérés » comme de simples « interfaces » d'ordinateur. La productivité permet la « saisie » de chaque acte et de chaque individu en « temps réel » (7), et cette tactique du « grain de sable » désintègre le monde du travail comme réalité collective. Le citoyen devient un usager (Henri Lefebvre), le contrat social se dégrade en consensus de « performance » dépolitisée. Avec ce que Lucien Sfez appelle l'« autisme technologique », se dissout la « référence à la réalité » (8). Les valeurs démocratiques de responsabilité critique et de contrôle collectif font place à un nouveau système de valeurs, non plus fondé sur le Vrai et le Bien, mais sur le « fiable », le « compatible », le « rentable », le « performant », l'« input-output ». Ne risque-t-on pas d'entrer, dit Georges Balandier, dans une société de « stase », qui n'a plus « ni héritage ni projet » (9) ?

Enfin, le discours de modernité ne constitue-t-il pas un déplacement latéral des problèmes, au lieu d'offrir une véritable issue ? Informateur l'enseigne-

ment ne résout pas en soi la crise morale de l'école. Informatiser la lactation des vaches, en soi, ne change rien à l'absurde déséquilibre entre nos surplus laitiers et le fait dans le monde. Diffuser « Deltas » à travers les cinq continents ne renforce guère la capacité créatrice des peuples.

Alors ? La « Que faire » a-t-elle encore un sens ? Les combats passésistes et nostalgiques sont perdus d'avance. Mais il serait tout aussi fallacieux de s'en remettre, avec l'école régulationniste, à la capacité quasi cybernétique des sociétés humaines à trouver par elles-mêmes un nouvel équilibre après chaque séisme.

Ne peut-on pas s'interroger sur les conditions d'un réel progrès vers le mieux-vivre — les termes de croissance et de développement sont si ambigus... Progrès discontinu, capable de peuser au lieu d'imposer ses impératifs en chaîne. Progrès polycratique et diversitaire, parce qu'« endogène, autonome et autocentré » (10). Progrès optionnel, qui élargit les possibilités au lieu d'imposer ses artefacts ; le taylorisme ne doit pas tuer l'art et le goût d'écrire une lettre longuement mûrie. Progrès sélectif, qui choisit ses priorités sur des critères de mieux-vivre collectif au lieu de s'en remettre au double diktat de l'Etat et du marché.

La marche forcée à la modernité engendre un malaise ; un mal-être si général qu'on peut garder confiance en nos capacités d'inventer un autre avenir.

(1) Jean Beaudrillard, article « Modernité » dans *l'Encyclopédie Universalis*.

(2) Jean Copans, « L'Etat, une espèce de fantôme qui erre dans les sociétés du tiers-monde » (*Le Monde diplomatique*, septembre 1983).

(3) Lionel Stoler, *L'Ambition internationale*, le Seuil, Paris, 1987.

(4) Sur la Ve République comme « mise en modernité » de la France, cf. Jean Chesneau *De la modernité*, chapitre 3, La Découverte, Paris, 1983.

(5) Cf. le manifeste « Maîtriser la science », signé par Jean Tassart, Jean-Marc Lévy-Leblond, Albert Jacquard et d'autres scientifiques, *le Monde*, 19 mars 1988.

(6) Bernard Granotier, *La Planète des bidonvilles*, le Seuil, Paris, 1980.

(7) Philippe Messine, *Liberté, égalité, modernité, promesses et menaces de la modernisation*, La Découverte, Paris, 1985.

(8) Lucien Sfez, « Tu communiqueras », *Libération*, 18 mars 1988.

(9) Georges Balandier, *Le dénouement — Pouvoir et modernité*, Fayard, Paris, 1985.

(10) Formule communément proposée par les organisations non gouvernementales tiers-mondistes.

PLANÈTE DIBO

dans le

Les invasions

FANCINES de la modernité... L'Etat, une espèce de fantôme qui erre dans les sociétés du tiers-monde... L'ambition internationale... La planète des bidonvilles... Liberté, égalité, modernité... Tu communiqueras... Le dénouement — Pouvoir et modernité... Formule communément proposée par les organisations non gouvernementales tiers-mondistes.

LES hommes ne... L'Etat, une espèce de fantôme qui erre dans les sociétés du tiers-monde... L'ambition internationale... La planète des bidonvilles... Liberté, égalité, modernité... Tu communiqueras... Le dénouement — Pouvoir et modernité... Formule communément proposée par les organisations non gouvernementales tiers-mondistes.

MISÈRE. s.f. (Gen... l'homme misérable... L'Etat, une espèce de fantôme qui erre dans les sociétés du tiers-monde... L'ambition internationale... La planète des bidonvilles... Liberté, égalité, modernité... Tu communiqueras... Le dénouement — Pouvoir et modernité... Formule communément proposée par les organisations non gouvernementales tiers-mondistes.

LES hommes ne... L'Etat, une espèce de fantôme qui erre dans les sociétés du tiers-monde... L'ambition internationale... La planète des bidonvilles... Liberté, égalité, modernité... Tu communiqueras... Le dénouement — Pouvoir et modernité... Formule communément proposée par les organisations non gouvernementales tiers-mondistes.

MISÈRE. s.f. (Gen... l'homme misérable... L'Etat, une espèce de fantôme qui erre dans les sociétés du tiers-monde... L'ambition internationale... La planète des bidonvilles... Liberté, égalité, modernité... Tu communiqueras... Le dénouement — Pouvoir et modernité... Formule communément proposée par les organisations non gouvernementales tiers-mondistes.







# Riches et pauvres

(Suite de la page 15.)

Chacun sait trop bien que ces pays ne sont nullement homogènes. Les anti-tiers-mondistes en tirent argument pour contester le concept même de tiers-monde, alors que celui-ci désigne clairement de vastes régions, disparates par leur superficie, leur climat, leurs ressources naturelles, leur régime politique, mais qui possèdent en commun les mêmes difficultés à vivre entre le « premier monde » (l'Occident capitaliste) et le « second monde » (les pays communistes).

Dans cet ensemble extrêmement divers, certaines zones (Inde, Brésil...) sont relativement mieux loties que d'autres (Sahel, Bangladesh...). Depuis longtemps déjà, en dressant la liste des « pays les moins avancés » (PMA), le FMI et la Banque mondiale ont officiellement une ébauche de tiers-monde « à plusieurs vitesses », trouble reflet du « dualisme » qui, en Occident, distingue, sur un bord, les États-Unis, l'Allemagne fédérale ou le Japon et, sur l'autre bord, la Grèce ou le Portugal.

Encore plus contrastées que celles du Nord, les sociétés du Sud n'en possèdent pas moins leurs néo-aristocraties ou leurs néo-bourgeoisies, culturellement et socialement fort éloignées des populations souvent analphabètes et misérables sur lesquelles elles règnent. Planète disloquée par de grandissants écarts de développement selon les pays, sociétés écartelées entre riches et pauvres, au Sud encore plus qu'au Nord : bien des chômeurs français feraient figure de privilégiés aux yeux d'habitants des favelas du Brésil.

Dans tous les cas, les plus faibles s'offrent comme victimes naturellement désignées. En Europe et en Amérique du Nord, ils fournissent aux organisations charitables une « clientèle » toujours plus nombreuse. Dans le tiers-monde, le phénomène est amplifié par le sous-développement.

Ainsi, pris à la gorge, l'État de São Paulo a drastiquement réduit son programme de vaccinations, entraînant de ce fait une vague de maladies contagieuses mortelles qui font des ravages parmi les enfants. Au Sri-Lanka, par application des « plans d'ajustement », les subventions aux produits alimentaires de première nécessité ont été coupées, aggravant la malnutrition des enfants. De telles mesures découlent des politiques prescrites par le Fonds monétaire international, « qui admet que peu de pays ont été encouragés à protéger en priorité les plus faibles et les plus vulnérables contre les effets de la crise économique (16) ».

Au Sud comme au Nord, la « crise » est devenue une puissante machine à renforcer les inégalités. Les effets en sont économiquement contestables, socialement inhumains, politiquement dangereux. Au Salvador par exemple, à la fin du mois de mars, le Parti

démocrate chrétien du président José Napoleón Duarte a perdu, au profit de l'extrême droite, la majorité parlementaire et le contrôle des municipalités dans treize capitales provinciales sur quatorze. Voyant en lui une chance pour la démocratie et pour la paix civile dans le plus petit pays d'Amérique centrale, à proximité du Nicaragua sandiniste, Washington avait pourtant comblé de ses faveurs le président Duarte : ces dernières années, près de 3 milliards de dollars d'aide économique et militaire, soit plus de 800 dollars par habitant. Mais la population n'en a retiré aucun bienfait. Le pays compte 40 % de chômeurs. L'affairisme ne s'en porte pas plus mal : un candidat démocrate chrétien à la Chambre des députés a dû se retirer de la compétition pour avoir détourné 2 millions de dollars d'aide américaine (17).

Aux Philippines, où la fortune personnelle de l'ex-président Marcos représente la moitié de la dette extérieure du pays, la guérilla communiste connaît un regain de vigueur à la faveur de la

**Au Sud comme au Nord,  
la crise est devenue une puissante machine  
à renforcer les inégalités  
et à multiplier les exclus, sacrifiés  
à une pensée économique complètement folle.**

misère qui grandit dans les zones rurales. Prisonnière de ses alliances politiques, contestée par certains secteurs de l'armée, M<sup>re</sup> Corason Aquino, en dépit de sa bonne volonté, n'a pu imposer une authentique réforme agraire dans ce pays où 10 % de la population contrôle 90 % des terres (18). Qu'elles soient décidées par les gouvernements ou par les banques, les ouvertures de crédits ne visent jamais les couches les plus démunies de la population.

Partout au Sud les paysans et le sous-proletariat urbain fournissent les plus gros contingents de victimes. Pendant des années, l'Occident a chanté la louange du « modèle » sud-coréen de développement tout en fermant les yeux sur les conditions de travail imposées aux salariés. En février dernier, l'ancien président cédait la place au successeur qu'il avait lui-même désigné et qui, face à une opposition démocratique divisée, l'avait emporté aux urnes. Enfin libéré, la presse enquêtait aussitôt sur les agissements du frère de l'ex-président, évidemment intouchable à la belle époque du régime fort. Le voici maintenant inculpé de détournement de fonds publics — plusieurs millions de dollars — au détriment d'un vaste programme de développement rural. Le scandale va probablement atteindre la femme de l'ex-président, qui serait impliquée dans un vaste trafic de prêts illégaux (19).

Si timide soit-il, tout retour à la démocratie permet de déterrer d'énormes scandales qui, s'ils n'en constituent pas la seule cause, ne sont évidemment pas sans lien avec le sous-développement. Ainsi en alla-t-il après la chute de Batista, de Trujillo, de Somoza, du shah d'Iran, des junte argentines et brésiliennes, de Marcos, de Duvalier, de tant d'autres... A chaque fois que tombe une dictature se vérifie cette loi absolue : les malversations soigneusement dissimulées par le régime fort éclatent à la surface au premier souffle de liberté. Ces malversations, qui donc les avait ignorées ? Les médias et les gouvernements occidentaux étaient-ils donc si mal informés ? Les entreprises qui avaient traité avec ces régimes n'avaient-elles rien vu ? Dessous-de-table, pots-de-vin et transferts illégaux leur étaient-ils inconnus ? Au nom du développement, du progrès, de la modernisation, crédits publics et privés affluaient pourtant dans les caisses des dictateurs.

Vieille habitude, pratique constante. Pour quels résultats ? Déjà entre 1948 et 1956, le Paraguay avait reçu des États-Unis 66,8 millions de dollars, alors que l'Uruguay, modèle de démocratie, ne s'était vu allouer que 35,2 millions. Jamais un changement

survenu à Washington, pas même l'« Alliance pour le progrès » lancée par John F. Kennedy, n'altéra cette prédilection pour les régimes forts. Pourquoi ? Compatibles de violer sans mystère les libertés essentielles, d'emprisonner sans jugement, de torturer, d'assassiner, il faut honnêtement leur reconnaître l'incomparable mérite de faire régner un ordre de fer, de protéger jalousement les investissements privés, d'autoriser tout rapatriement de profits.

Résultats : quatre décennies plus tard, au Paraguay, le général Stroessner est toujours fidèle au poste, vieilli mais encore vaillant, tandis que la démocratie uruguayenne, sous le coup d'inextricables difficultés économiques, devait sombrer dans l'agitation sociale et la contestation armée qui préparèrent la longue nuit de la dictature. Comme l'Argentine et le Brésil, l'Uruguay a enfin recouvré la liberté. Que ces fragiles démocraties n'en attendent aucune faveur. L'argent s'oriente de préférence vers la lutte contre les mouvements de guérilla qu'entretient une insupportable injustice sociale. Les peuples sont instantanément priés de sacrifier leur développement économique, social, humain au remboursement des dettes contractées par ceux qui les oppriment si longtemps. Et partout grandit dans les campagnes le nombre de paysans sans terre pendant qu'à la périphérie des mégapoles s'entasse la population des bidonvilles. Ainsi prépare-t-on de futures explosions qui seront attribuées à la subversion soviéto-cubaine.

Les mêmes conceptions économiques produisent en série les excès : par centaines de milliers dans chaque pays industrialisé, par dizaines de millions dans le tiers-monde. « Brave new world... »

Ces gouvernements occidentaux qui, prodigues en bonnes paroles, tolèrent chez eux la multiplication des excès, pourquoi s'alarmeraient-ils outre mesure des conditions dans lesquelles végètent tant d'êtres humains en de lointains pays ?

Au Nord comme au Sud, les mécanismes d'exclusion sont enclenchés dès l'école. Enquêtant sur les jeunes recrues du contingent, le Groupe permanent de lutte contre l'illettrisme (20) estime qu'en France, « sur les 420 000 garçons qui constituent une classe d'appel, on peut compter approximativement 30 000 illettrés (7,4 %) ». Les causes en sont communes. Ont redoublé deux fois pendant leurs classes primaires : 26,1 % des enfants de manœuvres, 22,3 % des enfants de salariés agricoles, 9,8 % des enfants d'ouvriers qualifiés, 5,2 % des enfants d'employés, 0,4 % des enfants de cadres supérieurs et professions libérales (21). « Hérité » sociale et culturelle... Or, d'après l'INSEE, le taux de chômage chez les jeunes de quinze à vingt-quatre ans dépourvus de diplôme est passé de 20 % en 1982 à 34,4 % en 1985 pour les hommes, et de 33,4 % à 44 % pour les femmes (22). Ils ne peuvent s'en prendre qu'à eux-mêmes. Que diable n'ont-ils fait de meilleures études ? De l'enfance au chômage, les exclus du système scolaire répètent l'histoire de leurs parents.

Dans le tiers-monde, malgré l'effort de scolarisation, la poussée démographique est telle que le nombre d'analphabètes ne cesse de croître.

Partout, la qualité des systèmes scolaires préfigure l'avenir. La situation apparaît moins grave en France qu'aux États-Unis, où une forte proportion d'enfants n'a aucune chance d'accéder aux bonnes filières scolaires qui conduisent aux plus prestigieuses universités, dont les laboratoires collectionnent les lauréats du Nobel. Une étude du Committee for Economic Development conclut que, parmi les enfants de moins de six ans, un sur quatre vit dans la pauvreté ; un enfant sur trois entrant au jardin d'enfants n'obtient pas un diplôme secondaire (quatre ans d'études) ; trois enfants noirs sur quatre ont une mère célibataire, 50 % de ces mères sont des adolescentes (23).

(16) Jonathan Power, « World Poverty: For Children, Especially, Progress Has Halts », *International Herald Tribune*, 2 février 1988.

(17) *Ibid.*, 4 avril 1988.

(18) *Newsweek*, 4 avril 1988.

(19) *Ibid.*

(20) GPEL 25 février 1986. Ce chiffre est confirmé par le ministère de la Défense, voir *Le Monde*, 9 avril 1988.

(21) Cité par le rapport du Conseil économique et social, cf. note 8.

(22) *Ibid.*

(23) « Missing Families: A New U.S. Priority », *International Herald Tribune*, 9 mars 1988.

## FORTUNE, s.l. (Morale).

Les moyens de s'enrichir peuvent être criminels en morale, quoique permis par les lois ; il est contre le droit naturel et contre l'humanité que des millions d'hommes soient privés du nécessaire, comme ils le sont dans certains pays, pour nourrir le luxe scandaleux d'un petit nombre de citoyens oisifs. Une injustice si criante et si cruelle ne peut être autorisée par le motif de fournir des ressources à l'État des temps difficiles. Multiplier les malheureux pour augmenter les ressources, c'est se couper un bras pour donner plus de nourriture à l'autre. Cette inégalité monstrueuse entre la fortune des hommes, qui fait que les uns possèdent d'indigence tandis que les autres regorgent de superfluité, est un des principaux arguments des épicuriens contre la Providence, et devait paraître sans réplique à des philosophes privés des lumières de l'évangile. Les hommes engraisés de la substance publique n'ont qu'un moyen de réconcilier leur opulence avec la morale, c'est de rendre abondamment à l'indigence ce qu'ils lui ont enlevé, supposé même que la morale soit parfaitement observée, quand on donne aux uns ce dont on a privé les autres. Mais, pour l'ordinaire, ceux qui ont causé la misère du peuple croient s'acquiescer en la plaignant, ou même se dispensent de la plaindre.

(D'Alembert, *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, 1751-1765.)

## L'univers anesthésiant du petit écran

Par  
GILLES  
PERRAULT

La prophétie était plaieante : rassemblée sous une forêt d'antennes, la planète deviendrait villageoise. Les conflits n'en disparaîtraient pas pour autant, ni les tensions, mais leur dévoilement même permettrait aux peuples de les mieux maîtriser. L'étranger — l'autre — cesserait d'inciter la menace fantasmagorique toujours prête à surgir de quelque désert des Tartares. Le « village planétaire » annoncé par Marshall Mac Luhan imposerait le voisinage entre les peuples séparés par la géographie et l'humanité aurait enfin une histoire commune.

Chaque journal télévisé infirme la prophétie. Le monde convoqué jour après jour sur le petit écran n'évoque pas les convivialités villageoises mais une succession de catastrophes propres à désoler les cœurs les mieux bronzés. Les calamités humaines sont les plus navrantes. Chaque jour, les images sélectionnées sont les plus spectaculaires, donc les plus violentes. Ici un attentat meurtrier, là une guerre, ailleurs une émeute. La brièveté obligée de l'information la dépouille de tout sens et réduit l'événement à son énigmatisme agressivité. Point de message : un message émotionnel. Tout acte est saisi dans le moment, sans référence au passé ni prolongement dans le futur. Ainsi les fureurs de la révolution iranienne qui déboulonnent l'écran semblent-elles jaillir du cerveau malade de quelques barbus fanatiques sans que soit jamais évoquée la longue et implacable dictature qui les précède. Les trottoirs de Manille illustrent les Philippines mais nulle image pour dire un pays si bien possédé par quelques grandes familles que le peuple en est réduit à prostituer les enfants. L'exécution sommaire d'un « tonton macoute » résume l'histoire libérée des Duvaliers. Les visages de nos peuples cités aux nouvelles ouvrent un journal où sont parfois filmés les morceaux de cadavres de jeunes Iraniens tués par des missiles ou des obus français sans qu'on établisse jamais, entre les massacres de ceux-ci et l'injustice faite à ceux-là, un lien de cause à effet pourtant évident.

Finie par le journal de 20 heures, la Révolution française se fût réduite à des images de vites coupées de quelques braves garçons venus de Suisse pour garder le Louvre. Nul doute que les peuples d'Europe n'y auraient point trouvé motif d'espérance et que les Français de l'époque n'eussent pas imaginé qu'on célébrerait avec quelque faste et non sans émotion le bicentenaire de cette accumulation de sinistres périodes.

L'histoire projetée sur le petit écran n'est plus qu'une série d'histoires pleines de bruit et de fureur racontées à des idiots, une violente bande dessinée dénuée de signification. En fait, il n'y a plus d'histoire mais l'affirmation, loin après loin, de la désespérante folie des hommes et de leur goût impré-

politique, envahit l'écran. Inlassablement amplifié par la télévision, le sentiment d'insécurité, très justifié ici ou là, a gagné jusqu'aux plus paisibles villages où l'on n'aurait pas l'habitude de pousser le verrou le soir, et où l'on pourrait sans risque s'en abstenir encore. Chacun en retire l'impression que ses propres difficultés à vivre sont peu de chose auprès des obscures menaces qui pèsent sur la vie même. Quant à ces difficultés, elles sont systématiquement occultées. Curieusement, les problèmes sociaux disparaissent du petit écran à mesure qu'ils s'aggravent dans le vécu quotidien. Les variétés évacuent le chômage ; les loteries où l'on gagne voitures et machines à laver tiennent lieu d'espérance collective ; les effusions caritatives en strass et paillettes se substituent à l'exigence de la simple justice.

**Ce « village planétaire » qu'on nous annonçait n'est en fait qu'un ghetto où la violence est reine. La violence, mais aussi le monde des affaires pour lequel le public est invité à se passionner**

ble pour la violence. La télévision n'a servi qu'à opacifier le monde au lieu de contribuer à l'éclaircir. Chaque jour, à l'heure de la soupe, l'œil fasciné par la violence qui jaillit sur l'écran, le téléspectateur s'éprouve menacé par la menagerie dérangée qui désole la planète, carcé par les barbares. Le village planétaire annoncé par Mac Luhan est en réalité le lieu de toutes les angoisses et de tous les fantasmes : un ghetto planétaire.

Même si les spécificités intrinsèques du média — complicité de l'information et puissance simplificatrice de l'image — expliquent en partie cette forte déconvenue, un regard sur le traitement télévisuel de la réalité française indique qu'elle n'est pas le résultat de seules contingences techniques. Là aussi, la violence, qu'elle soit de nature banalement criminelle ou le fait de groupuscules à prétentions

Le miroir médiatique va plus loin encore en nous renvoyant l'image soigneusement conditionnée de cette société à deux vitesses que le néo-libéralisme veut imposer. La longue période au cours de laquelle le capitalisme procédait par inclusion est terminée. Pendant plus d'un siècle, il a trouvé profit à employer toujours plus d'hommes dans toujours plus d'entreprises. La robotisation et l'hyper-productivité ouvrent une nouvelle ère. La société néo-libérale est vouée à l'exclusion. Exclue par excellence : les chômeurs. Mais exclus aussi de la fête, même si leur condition est moins cruelle, la masse innombrable de ceux que leur non-appartenance aux secteurs ultra-compétitifs condamne à végéter. La nouvelle idéologie des « gagneurs » leur apporte cependant la révélation consolante que leur sort n'est pas le résultat d'une injustice sociale, source d'aigreurs regrettables, mais

celui d'une fatalité en quelque sorte biologique. Ils n'étaient pas nés pour « gagner ». Depuis deux ans surtout, la télévision s'emploie à dessiner le portrait-robot du « gagneur » : jeune, beau, dynamique, ignorant superbement les contraintes du commun. Fort logiquement, et quel qu'il en coûte à ses comptables, le média s'est à lui-même donné un visage de « gagneur » : outil promotionnel, il pouvait difficilement ne pas coller au produit promu. Ainsi s'expliquent, plus que par les contraintes de la concurrence, les salaires extravagants versés à des animateurs et à des journalistes qu'on eût pu aisément obtenir à meilleur prix. Mais il fallait les tarifier à tout prix.

Nul doute que le spectaculaire voir-face imposé à la production télévisée rebondira l'attention des historiens des mœurs. De Robin des Bois à Jacquou le Croquant, le feuilleton populaire mettait en scène le justicier acharné à venger les faibles des injures des puissants. Cette tradition est interrompue. Les auteurs de feuilletons télévisés doivent désormais obéir à une consigne impérative : situer leur intrigue parmi les riches et les puissants. Pour la première fois dans l'histoire de l'imaginaire collectif, le peuple est invité à se passionner au spectacle de ses prédateurs mêmes.

Il est des perdants pour en tirer le leçon, tel ce jeune de Fréjus, employé à des travaux d'utilité collective (TUC), qui se tira une balle dans le cou après avoir expliqué qu'il ne se sentait pas équipé pour la compétition et préférait la quitter. L'exemple est malheureusement loin d'être unique, révélant le phénomène nouveau de vaincus précoces de la vie qui tirent leur révérence après qu'on les a convaincus de leur irrémédiable infériorité. Il n'est guère possible d'aller plus loin dans la domination idéologique de l'homme par l'homme.

Entre la misère et la tristesse sociales qui envahissent la rue, et la société « mobile » que captent sur les toits les antennes — entre le vécu et l'imaginaire, — l'écart n'a jamais été si grand. Fenêtre prétendument ouverte sur le monde et miroir prétendument sincère de la réalité française, la télévision excelle à nous donner à voir un ailleurs indéchiffrable, donc menaçant, et un ici invisible, donc incontestable. L'avenir dira jusqu'à quelle limite elle peut tenir son rôle de grand tranquillisant national.

PLANÈTE DISLO

à trave

Le monde est devenu, pour les...  
de la télévision...  
de la télévision...  
de la télévision...

L'argent a

L'AMÉRIQUE...  
de la télévision...  
de la télévision...  
de la télévision...

Le monde est devenu, pour les...  
de la télévision...  
de la télévision...  
de la télévision...

Le monde est devenu, pour les...  
de la télévision...  
de la télévision...  
de la télévision...

Le monde est devenu, pour les...  
de la télévision...  
de la télévision...  
de la télévision...

Le monde est devenu, pour les...  
de la télévision...  
de la télévision...  
de la télévision...

EN UNION SOVI

« Les jeunes filles...  
de la télévision...  
de la télévision...  
de la télévision...



# à travers le monde

Ainsi sont programmés, pour les années à venir, de frâs bataillons de futurs « nouveaux pauvres ». L'imaginaire populaire se résigne volontiers à leur sort - telle est bien la force du racisme quotidien - en supposant qu'il s'agit sans doute, pour l'essentiel, de jeunes Noirs des ghettos. Erreur ! Le Harvard's Center for Health and Human Resources Policy démontre que cette population-là représente moins de 7 % des pauvres en Amérique (24). Paradoxe que les tenants du libéralisme économique doivent à tout prix ignorer sous peine de confesser leur cynisme : « Environ 60 % des pauvres sont des adultes en bonne santé et qui travaillent (25) ». La plupart d'entre eux sont blancs, et ils vivent dans des familles doublement privilégiées : les deux parents sont présents au foyer, et elles disposent d'un ou de plusieurs salaires.

## L'argent a des idées

L'AMÉRIQUE redécouvre donc cette admirable catégorie sociale qu'autrefois de pieuses dames d'œuvre désignaient d'une charmante formule : les « pauvres méritants ». Les bardes de l'Ordre moral et du darwinisme social, eux, ont depuis longtemps découvert l'unique cause du malheur : dans toute société qui vénère l'esprit de compétition, la pauvreté ne peut être que le juste châtiment imposé à quiconque n'adhère pas de tout son être à l'éthique du travail et succombe à la paresse, mère de tous les vices... De tels cas sont en effet bien connus.

Justifient-ils la théorie darwinienne ? De 1978 à 1986, le nombre d'Américains qui travaillent à plein temps et restent pourtant pauvres est passé de 1 300 000 à 2 000 000. Et le nombre de ceux qui, toujours pauvres, ont non sans mal réussi à trouver un emploi pour au moins trente semaines par an a grimpé de 4 600 000 à 7 000 000. « Les pauvres ne sont pas ceux que vous croyez », commente *US News and World Report*, bien obligé de constater que « la récente reprise économique n'a pas ramené à son niveau de 1978 le nombre de pauvres possédant un emploi salarié ». Tel est en effet le trait caractéristique de la nouvelle situation économique que le mot « crise » désigne sans la définir : malgré le boquet boursier du 19 octobre dernier, l'indice Dow Jones atteint à Wall Street de nouveaux sommets, et la pauvreté prolifère.

Fatalité ? Impuissance de l'esprit humain à maîtriser une évolution marquée à la fois par la mondialisation du système, l'irruption des nouvelles technologies, l'anarchie monétaire internationale et l'émergence d'un capitalisme financier sauvage ? Il serait maintenant trop facile d'ironiser - ce fut fait en temps opportun - sur les réveries de la Reaganomie, sur l'avidité de spéculateurs nécessairement sans scrupules ou, plus concrètement, sur l'affligeant spectacle de ces cabanes de bidonville érigées à Atlantic City (New Jersey) à l'arrière du Trump Plaza, un casino dont le chiffre d'affaires atteint 2,5 milliards de dollars (26).

L'Occident tout entier dispose d'argent pour des fatuités, pour le luxe ostentatoire, pour des programmes d'armement qui accroissent la capacité de « sur-tuer » (*overkill*) l'ennemi que l'on aurait déjà proprement virilifié. Plus d'argent que d'idées : lord Keynes dépassé, aucune théorie économique ne rend plus compte de la réalité, place donc à la religion néolibérale. Fort heureusement, l'argent a des idées. Et ces idées sont suffisamment élaborées pour servir des intérêts bien concrets.

Phare de la pensée moderne, c'est le président Reagan qui a donné le la en réduisant l'impôt sur le revenu personnel à un minimum de 15 %, et pour les tranches les plus élevées, à un maximum de 33 %. Fidèle disciple, l'Angleterre thatcherienne suit le branle en présentant en mars dernier un budget qui ramène les paliers d'imposition de six à deux : 25 % et 40 %. Coût pour le Trésor : 7,2 milliards de dollars, que les familles aisées ou riches n'auront pas à déboursier. La moitié de cette somme profitera à 10 % des contribuables. Réforme « injuste et inégalitaire », commente sèchement le *Financial Times*. M<sup>me</sup> Thatcher doit encore faire un effort pour rivaliser avec M. Reagan. Elle ne cache pas que, dans le marché unique de 1992, elle espère bien entraîner sur la même voie toute l'Europe communautaire.

Avec des ressources budgétaires aussi fortement amputées, comment le gouvernement britannique pourrait-il venir en aide aux plus défavorisés ? Par chance, tel n'est pas le souci de M<sup>me</sup> Thatcher. « Elle a été convaincue que de plus grandes inégalités (sociales) sont indispensables à la renaissance industrielle », note Anthony Sampson (27). Depuis des mois, les travailleurs du service national de santé ou font l'expérience : ils multiplient les grèves pour obtenir du gouvernement des crédits supplémentaires qui ne représenteraient que la moitié du cadeau fiscal. En vain. La santé économique avant la santé tout court : les riches trouveront toujours le moyen de se soigner. Le pays compte 3 millions de chômeurs et voit grandir le flot des marginaux ? Mais ils doivent comprendre que nous vivons au temps des gagnants...

Indifférents aux drames sociaux, les néolibéraux seraient-ils sensibles à des comparaisons économiques ? Ils admirent les performances du Japon - mais celui-ci taxe à 78 % les plus hauts revenus ; ou de l'Allemagne fédérale - elle les impose à 56 % (France : 58 %). La Suède et le Danemark comptent peu de chômeurs ? Ces deux pays prélèvent respectivement 82 % et 70 % des tranches supérieures de revenus. Ils asphyxient ainsi la compétition économique ? Leur niveau de vie et leur balance commerciale s'inscrivent en faux contre pareille assertion.

Bien que, érigée en principe de gouvernement, l'inégalité fasse des victimes, il faut lui reconnaître une irremplaçable vertu : elle incite les plus mal lotis à tout faire pour « s'en sortir », décuple leurs énergies, stimule leur esprit de compétition que chloroformait l'Etat-providence et ses stérilisantes politiques d'assistance.

Valable dans une société avancée, ce principe ne l'est pas moins à l'échelle planétaire. Il est bon, juste et salutaire que les peuples les plus démunis, contemplant avec envie l'efficacité et les fastes du monde industrialisé, se sentent poussés à mobiliser toutes leurs forces en vue de les égaler. Rétrograde rêveur celui qui chercherait ailleurs le secret du progrès. Depuis des millénaires, le monde animal expérimente cette règle : la compétition entre les espèces établit une sélection naturelle d'où les plus aptes sortent victorieuses.

L'homme n'est après tout qu'un animal supérieur. Il n'échappe pas à la loi universelle. Mais il manifeste sa supériorité en faisant preuve de compassion. Bon prince, il alloue donc aux chômeurs d'éphémères allocations, aux peuples affamés des secours alimentaires prélevés sur ses excédents invendables. Porté par cette impétueuse générosité qui lui vaut une place éminente dans le règne animal, il offre même aux sans-travail des stages de formation, aux

pays attardés une aide pour leur développement. Jamais les lendemains n'ont accédé à un tel niveau de conscience : menacés par leur surnombre, ils n'assurent leur survie que par des suicides en masse. Indigné, l'homme moderne libéral - *homo pecuniarius* - réclame pour la planète surpeuplée une aussi barbare solution. Bienveillant, ne s'est-il pas engagé en 1970 à octroyer 1 % de son PNB aux peuples sous-développés ?

Accablé par ses propres difficultés, il est vrai qu'il ne parvient pas à tenir son altruiste promesse. Mieux, les flux de capitaux ne sont plus orientés Nord-Sud, mais Sud-Nord. En 1986, l'Amérique latine a payé aux pays industrialisés 25,6 milliards de dollars de plus qu'elle n'a reçu d'eux (28). A Paris, la Caisse centrale de coopération économique voit affluer vers elle des sommes nettement supérieures aux crédits qu'elle accorde à l'Afrique...

## Les voix des grands-prêtres

Il serait vain de le déplorer, car ainsi le veut le système - un système qui a fait ses preuves. Pourquoi le changerait-on ? Pourquoi saper les fondements d'une prospérité déjà mise à rude épreuve ? Tout au plus peut-on tenter d'en atténuer les pires méfaits. Sans toucher à l'essentiel. De même que Claude, debout près d'un pilier de Notre-Dame, avait été illuminé par la grâce, de même les grands-prêtres du libéralisme, recueillis derrière une colonne de la Bourse, ont vu s'ouvrir le ciel, et, des nuées déchirées, une voix persuasive leur a dit : « Il y aura toujours des riches parmi vous. » Sans eux, que deviendraient les pauvres ?

Cramponnés à des théories du siècle dernier, encore plus anachroniques que la vulgate marxiste mais illustrées d'équations aussi longues que prétentieuses, les « nouveaux » économistes ne sont pas seuls à avoir entendu la parole salvatrice. Plus démunie la multitude, plus éclatant le faste de quelques-uns. Ainsi, la misère frappe l'Afrique, mais le président Mobutu, qui depuis vingt ans règne sur le Zaïre sursendré, est l'un des hommes les plus fortunés du monde (voir pages 24 et 25 l'article de Colette Braeckman). Nul ne l'ignore, ni au FMI, ni dans les banques commerciales, ni dans les gouvernements des plus intégrés démocraties. M. Mobutu n'est d'ailleurs pas seul de son espèce. Sans doute moins doués que lui, les néo-bourgeoisies qui accaparent le pouvoir dans la plupart des pays du tiers-monde font preuve d'une aptitude certaine à confondre fonds publics et intérêts privés.

A tous ces prédateurs, l'Occident magnanime, offre même le havre des paradis fiscaux et comptes à numéro. Institutions parfaitement désintéressées, dont profitent cependant toutes les mafias du monde, les honorables entreprises et les dignes particuliers qui savent veiller sur leur bien le plus sacré. Comment croire encore aux nobles discours sur le développement et la démocratie aussi longtemps que seront tolérés les moyens d'une gigantesque fraude ? La réponse est connue : la richesse de quelques-uns - individus ou pays - est indispensable au bien-être de tous. Sous toutes les latitudes. C'est pourquoi, pour la protéger, les gouvernements libéraux - en France par exemple - n'hésitent pas à amnistier démocratiquement les capitaux coupables d'avoir fui illégalement leur pays d'origine.

Contrastes sociaux de plus en plus marqués au cœur de l'Occident moderne, contrastes nationaux accentués entre le Nord et le Sud : la civilisation en train de naître ne se résigne pas, morfondue, devant de croissantes inégalités. Elle les cultive. Une récente étude de l'UNICEF recommande aux gouvernements des pays sous-développés de concentrer leur aide sur les groupes sociaux les plus pauvres afin d'atténuer tant soit peu la rigueur des « plans d'ajustement » que leur impose le FMI. Mais, dans l'Amérique réaganienne comme dans l'Angleterre thatcherienne, en France depuis quelques années et sans doute demain dans l'Europe du « marché unique », les politiques déjà mises en œuvre ou simplement à l'étude vont exactement dans la direction opposée : faveurs fiscales pour les possédants, érosion de la protection sociale et dépeuplement des services publics. Sublime, le libéralisme triomphant édifie sa modernité sur la régression sociale. Nul ne saurait lui en vouloir : pour maîtriser la civilisation naissante, pour mettre les technologies nouvelles au service de l'épanouissement humain, il lui faudrait culture et imagination, éventuellement saupoudrées d'une pincée de génie et de générosité. Lorsqu'il entend ces mots, le libéral sort sa calculatrice et son relevé bancaire : il s'occupe, lui, de choses sérieuses...

CLAUDE JULIEN.

- (24) « America's Hidden Poor », *U.S. News and World Report*, 11 janvier 1988.  
(25) *Ibidem*.  
(26) Cf. *Newsweek*, 28 mars 1988. Les jeux de hasard absorbent aux Etats-Unis 8 milliards de dollars par an.  
(27) Voir son éditorial dans *Newsweek*, 4 avril 1988 ; cf. aussi *Newsweek* et *Times* du 28 mars 1988.  
(28) *Le Monde*, 7 avril 1988.



... comme pour défier les fatalismes de cette terre...

## EN UNION SOVIÉTIQUE AUSSI

« Deux jeunes filles diplômées d'une école professionnelle formant vendeurs et cuisiniers sont parties, en 1986, d'une région méridionale de Russie pour la ville de Novossibirsk, important centre de Sibirie occidentale. C'était leur affectation après leurs études. Elles travaillaient comme cuisinières, et, dès les premiers pas de cette vie indépendante, elles se sont heurtées à des difficultés financières qu'elles évoquent dans cette lettre :

Très vite nous nous sommes rendu compte que nous n'étions pas en mesure de survivre à tous nos besoins, même en économisant sur tout. Nous gagnons de 110 à 120 roubles par mois chacune. Nous dépensons pour la nourriture 60 roubles chacune. Le loyer coûte 12 roubles, le transport, pour aller au travail et rentrer à la maison, 5 roubles par mois. Ce sont là des dépenses indispensables. Il nous reste à chacune de 30 à 40 roubles pour toutes les autres dépenses.

Novossibirsk n'est pas une ville méridionale. L'hiver y est long et le froid dicte la mode (...). Dresser la liste des vêtements nécessaires à votre

avis et calculer de combien de fois leur coût dépassera nos 30-40 roubles disponibles.

Nous n'avons rien dit d'un autre aspect des dépenses : les « besoins spirituels ». Nous n'avons que vingt ans, nous vivons toujours dans une ville d'un million d'habitants, nous voudrions, naturellement, aller au théâtre, assister à un concert, nous divertir. Il y a tant de tentations ! Nous voulons tout voir, tout connaître. Malheureusement, tout cela coûte de l'argent. Vous direz que les billets ne sont pas chers. Mais à chaque rouble est scrupuleusement compté ?

Il nous reste à nous promener sans but dans les rues (...). Nous travaillons, nous ne jetons pas l'argent par les fenêtres ! Pourquoi alors notre argent ne nous suffit-il pas ? Probablement ne faisons-nous pas quelque chose comme il faut ?

## « Un abîme nous sépare... »

Comment vivent les jeunes qui portent des vêtements à la mode ? Quel est leur salaire et comment se débrouillent-ils ? Leur existence nous semble énigmatique et nous croyons que nous ne nous comprendrons jamais : un abîme financier nous sépare...

Maintenant, nous sommes en vacances. Nous ne pouvons aller nulle part : 140 roubles de congés payés, somme de loin insuffisante pour les plages du littoral de la mer Noire, même les maisons de repos locales ne sont pas pour nous...

Au cours de cette année de vie et de travail « indépendants », les calculs constants et les économies inévitables nous font grincer des dents. Chaque fois, l'achat d'un vêtement neuf constitue un problème insoluble, l'usure d'un vieux vêtement est une catastrophe. Que faire ? Comment

vivre ? Comment être gaie, attirante et intéressante ?

Il doit exister des instituts qui calculent le minimum vital et, par conséquent, le salaire minimum pour vivre. Que leurs collaborateurs calculent pour nous quels aliments et quels vêtements acheter !

Nous n'aurions pas la force de faire des heures supplémentaires : la cuisine exige un travail extrêmement dur dès l'aube. Nous nous fatiguons beaucoup.

Ne considérez surtout pas cette lettre comme un cri de désespoir. Simplement, nous voudrions un conseil. Il est clair que vous ne la publierez pas. Actuellement, il y a tant de problèmes plus importants que le nôtre...

(Extrait d'une lettre publiée dans la *Konso-molskaja Pravda* et reproduite avec une courte présentation par les *Nouvelles de Moscou*, n° 10, mars 1988.)







BONHEUR ET PROGRÈS PAR LA PUBLICITÉ

L'annonce faite au tiers-monde...

**S**IL est un véhicule puissant de l'idéologie occidentale dans le tiers-monde, c'est bien le message publicitaire. Quiconque jette des yeux neufs sur les images d'abondance qui s'affichent au-dessus des métropoles de la misère ne peut que s'étonner, tout à coup, d'un contraste devenu trop habituel. Monstrueux et sans pitié, la publicité étend ses ramifications, comme pour dévoyer la conscience des pauvres en faisant miroiter les faux prestiges de la vie à l'occidentale.

Par FRANÇOIS BRUNE

De l'Amérique latine à l'Afrique ou à l'Asie, ce sont les mêmes produits, les mêmes discours, les mêmes modes de vie qui sont exaltés. Les modèles occidentaux de consommation, déjà si contestés au Nord, représentent l'avenir obligé du tiers-monde ? (1)

Les ravages de la publicité s'exercent d'abord sur les habitudes de consommation. L'exemple le plus connu est celui des campagnes en faveur du biberon, le « baby killer », par des multinationales du lait en poudre. La publicité et le marketing ont joué un rôle primordial dans cette hécatombe de biberons : il avait fallu vanter le biberon comme « moderne », « noble », « meilleur pour la santé », puis, venu d'Occident. Depuis, l'Organisation mondiale de la santé a élaboré un code international pour réglementer la commercialisation des aliments pour nourrissons, qui interdit justement toute publicité ou autre forme de promotion auprès du grand public. Mais toutes les multinationales en question n'ont pas renoncé à leurs

pratiques, et certaines continuent, ici et là, à violer le code de l'OMS (2).

Il y a aussi la même expansion des boissons gazeuses, en Amérique latine notamment. Le règne de Coca-Cola ou de Pepsi n'est pas un vain mot. On sait que c'est un dérivé des boissons locales ou des fruits naturels que ces empires se sont constitués, en trahissant des entreprises traditionnelles et en colonisant les médias. Les agences américaines, en répandant les « rêves » et les valeurs du monde capitaliste dit « développé » (valeurs d'extériorité, de dynamisme faussement convivial, d'euphorie fondée sur les produits, d'égalité par l'accession à la consommation), créent les besoins et modèlent les goûts des plus démunis. Certains de ceux-ci sont allés jusqu'à économiser sur leur nourriture ou vendre des légumes de première nécessité (au Mexique) pour se procurer le sucre et le breuvage qui signe leur participation au grand progrès planétaire conduit par les pays riches.

Cœurs colonisés, ventres normalisés

Ce sont souvent les habitudes alimentaires elles-mêmes que la publicité tente de changer. En Amérique centrale, où l'on ne cultive pas de blé, la nourriture traditionnelle (tortillas, haricots rouges, maïs) est concurrencée par un pain blanc « enrichi aux vitamines ». Pain blanc, pain des Blancs. On pourrait multiplier les exemples. L'Afrique n'est pas épargnée. Jusque dans les villages les plus reculés, la « pub » est là avec ses mythes, qui colonisent les cœurs pour normaliser les ventres.

Que les populations pauvres n'aient pas les moyens de résister aux stratégies commerciales, c'est ce que montre aussi l'accroissement de l'alcoolisme un peu partout, et notamment en Afrique grâce à la bière. « L'action d'une publicité disposant de moyens considérables a stimulé une demande que les remaniements sociologiques, technologiques et familiaux des pays en voie de développement favorisent », écrit le docteur Escoffier-Lambiotte (3). Que les publicités vantent les dégustations de la high society (le whisky des réceptions) ou qu'elles vampirisent les valeurs ancestrales, le résultat est là : l'instrument culturel sert de conditionnement à la santé du tiers-monde, non sans déstabiliser au passage les productions de boissons fermentées locales (4).

Tous les produits ne sont pas nocifs ; mais les meilleurs d'entre eux peuvent le devenir lorsqu'ils font l'objet de promotions abusives, dans des pays où les organisations de consommateurs sont inexistantes ou embryonnaires (5). C'est le cas d'un certain nombre de médicaments que les industries pharmaceutiques exportent aveuglément, sans se soucier des conséquences que peut engendrer leur consommation incontrôlée. Qu'ils soient inutiles (les gens peuvent trouver mieux dans leur alimentation traditionnelle) ou dangereux (nombre de médicaments interdits en Europe ou aux États-Unis sont en vente libre dans le tiers-monde), ces produits abusent les familles pauvres en leur garantissant la santé en boîte ou la croissance en pilules - non sans accréditer le mythe de l'infailibilité de la médecine venue d'Occident.

Partout dans le tiers-monde, la fausse sollicitude des publicitaires s'apparente à celle des marchands de drogues : on ne va tout de même pas vous priver du superflu sous prétexte que vous manquez du nécessaire. Une triple mirage fonctionne, sans cesse cultivé pour asservir l'imaginaire des populations : mirage de la vie urbaine auprès des ruraux, mirage des consommations de l'élite sociale auprès des démunis des faubourgs, mirage du mode de vie occidental auprès des classes dirigeantes des pays en voie de développement.

\* Auteur d'un essai sur l'alimentation publicitaire, le Bonheur conforme, Gallimard, Paris, 1983.

Les mêmes publicités, les mêmes stéréotypes culturels par glissement successifs passent des cités occidentales aux luxueuses revues des bourgeois du tiers-monde, puis des revues sur des affiches, ou dans les spots télévisés, valables par tous. Dès lors, l'influence de la publicité sur les habitudes de consommation semble démesurée, s'il est possible, par la gravité de son emprise sur les modes de vie et de pensée imposés aux populations, en liaison avec les autres industries culturelles.

Voici, par exemple, dans une revue égyptienne qui a pour titre prometteur Arab Family Magazine, une annonce

pour les serviettes hygiéniques New Freedom : la silhouette d'une blonde jeune fille, en robe et en pantalon, orne le paquet. Quelques pages plus loin, c'est l'image d'une fascinante blonde aux yeux bleus qui vous regarde en posant son assurance dans son rouge à lèvres Yardley - étonnant modèle d'identification proposé aux jeunes beautés égyptiennes. On trouve encore le fameux cow-boy Marlboro, mais avec un visage dont le type est adroitement orientalisé, puis des enfants de bonne famille égyptienne (teint très clair) se brossant les dents avec Signal, et même la famille entière réunie pour boire Tang vitaminé à l'heure du petit déjeuner. Ainsi, la famille occidentale apparaît comme l'avenir radieux du monde arabe...

Par la grâce des « produits-faits-pour », le mode de vie de l'Occident se propose partout comme modèle unique de bonheur et de progrès. « Pepsi : the world's going 1980's. The world's going Pepsi ! ». « Alas-Desserts, great tasting, easy to prepare ». « San Miguel Beer has and Beer, Mag-beer mums say ». « Imported Alaska, the better milk, Direct from Holland ». « Nestlé Vita from soybeans Builds Healthy Bodies ! ». « Air France brings you to the world's most beautiful city with a smile ». « The great American cigarette: Winston ! ». « Caracal makes baby go row and glow: the complete first solid food ». Ce sont là quelques slogans qu'on a pu relever... aux Philippines. De telles listes sont à dresser dans la plupart des pays. L'impression dominante du tiers-monde occidental, au cœur des grandes villes d'outre-mer, c'est de se retrouver chez soi.

Le complexe d'infériorité en face du monde blanc, que ces publicités instillent dans l'âme des hommes du tiers-monde, peut aller jusqu'à l'incitation à se métamorphoser physiquement. C'est ainsi qu'on ne compte plus, notamment en Afrique, les célébrations de crânes à éclaircir le peau (Hi-Lite Complexion Cream helps clear skin of troublesome blemishes, pimples and freckles) ou de lotions à décolorer les cheveux : « Pendant que la crème déteint le cheveu, le conditionneur traite les cheveux abîmés, rebelles et fourcheux », précise la publicité du « défrisant » Gentle Treatment. On appréciera cette pacification nouvelle style des cheveux rebelles ou fourcheux...

Les publicités des firmes locales n'échappent pas à la règle, soit qu'elles imitent directement les mythes dominants de l'idéologie occidentale (c'est le cas des produits fabriqués en Inde), soit qu'elles obéissent à cette loi de



DANS UN VILLAGE DU NORD DU NIGÉRIA  
Une imprégnation « culturelle » qui touche toute la planète

toute publicité qui consiste à réduire les valeurs culturelles (locales, traditionnelles, originales) à des signes consommables. Et ce faisant, à les vider d'elles-mêmes.

Chaque fois que les mythes d'une culture ancestrale sont récupérés par la publicité pour célébrer des produits modernes, ils servent d'alibi à la réalité d'une acculturation. Le simple culte du produit-héros (omniprésent dans les actes de vie quotidienne, et toujours préférable aux remèdes naturels) est lui-même l'illustration d'une conception de l'existence importée d'Occident. Finalement, le message fondamental de l'idéologie publicitaire, c'est qu'il n'existe pas de communauté vivante qui ne soit vouée à devenir une société de consommation.

Cette fascination des styles de vie occidentaux, imposée par les messages publicitaires, pourrait sembler, à première vue, faire pendant à la mythologie exotique qui s'étale dans les journaux et spots publicitaires des sociétés occidentales elles-mêmes : chacun rêve de ce qui est ailleurs, quoi de plus humain ?

Cette symétrie n'est qu'apparente. Pour l'Européen, le rêve d'outre-mer, marqué du sceau de l'évasion dorée, représente une parenthèse dans l'existence en même temps qu'une consécration du niveau de vie : il s'offre la pseudo-aventure des tropiques, le faux retour à la nature et les images tristes d'un tiers-monde pittoresque ; il consomme les « cultures » d'autres peuples offertes en spectacle, réduites au folklore. En revanche, pour l'homme du tiers-monde, le rêve du

modèle occidental n'est pas un aimable à-côté qui colore la monotonie des jours : c'est le vertige devant un style d'existence considéré comme supérieur, l'image de ce qu'il est nécessaire et souhaitable de devenir un jour. Et en attendant de devenir, on tâchera d'imiter par les signes extérieurs d'un mode de vie urbain prescrit par les publicités. Ainsi, le premier s'occupe d'un exotisme de consommation ; le second se voit imposer un exotisme d'identification. Dans l'un et l'autre cas, la domination culturelle est du même côté.

La publicité n'est évidemment pas la seule responsable de cette acculturation : les industries audiovisuelles (notamment américaines), ou le simple flux de touristes, avec leurs façons d'être inconsciemment expansionnistes, y participent largement (6). Ce qu'il faut voir, c'est que tous ces gens, ces produits, ces mythes sont porteurs des mêmes modèles uniformisants que ceux qui sont actuellement imposés en Europe par le dévergondage médiatique. Ce qui se passe dans le tiers-monde renvoie brutalement les Européens à ce qui se passe chez eux.

Depuis deux ans, en France, on assiste à une mercantilisation généralisée de l'imaginaire qui ruine bientôt toute idée de culture. Dans la conquête économique-culturelle du monde, les victoires partielles de l'Europe de l'Ouest sont autant de trompe-l'œil qui lui cachent cette grande défaite quotidienne que représente l'américanisation croissante de ses « valeurs » et de ses styles de vie. C'est pourquoi cet impérialisme publicitaire, qui lamine les identités culturelles du tiers-monde, en paraissant répandre une « culture » occidentale que les Européens auraient grand tort de défendre comme leur, devrait leur rappeler une vérité maintes fois illustrée dans l'Histoire : ce n'est pas parce qu'ils participent au festin qu'ils ne sont pas inscrits au menu.

TÉMOIGNAGE

Radicalisation en Afrique du Sud

Par GEORGES SARRE

**P**EU de temps après qu'une délégation parlementaire de la droite française, invitée officielle du régime de Pretoria, est annoncée à la fin de l'apartheid, une nouvelle vague de répression s'abat sur l'Afrique du Sud. Le répit accordé à l'extrême sud « six de Sharpeville » n'efface ni le caractère inique de la sentence ni, hélas, la menace de pendaison. Dix-sept organisations anti-apartheid ont été frappées d'interdiction d'expression politique ; l'évêque anglican Desmond Tutu a été appréhendé lors d'une manifestation pacifique. Tous ces événements témoignent d'une nouvelle crispation de pouvoir blanc. Dans le même temps, on théâtre d'ombres que constituent les élections sud-africaines (environ 3 millions d'indigènes pour 34 millions d'habitants) s'agitent sans cesse. Les élections partielles au Transvaal marquent une radicalisation accélérée au profit du parti conservateur et d'une extrême droite néonazie.

An terme d'un séjour non officiel en Afrique du Sud (1), qui nous a permis de mesurer la situation sur le terrain, de rencontrer des dirigeants noirs et les porte-parole de l'opposition blanche libérale, il est aisé de percevoir la montée rapide des tensions. Certains avaient pu espérer qu'une course de vitesse s'engagerait entre, d'une part, la prise de conscience de la population noire et, d'autre part, l'annonce de réformes. Or si le premier mouvement est bel et bien en marche - avec certes une lenteur difficile à comprendre pour un observateur - le « réformisme » blanc est totalement immobilisé.

Bien sûr, les milieux d'affaires exercent une forte pression en faveur du changement. C'est affaire de survie. Le pouvoir s'efforce à couper toutes les routes menant au dialogue ou à la

« Le capitalisme est incompatible avec l'apartheid pour les mêmes raisons qu'il l'est avec le féodalisme (2) ». Mais le langage de l'intérêt bien compris ne peut plus guère être entendu dans un pays gagné par une peur sourde et latente. La minorité blanche jouit d'un statut aussi exceptionnel que précaire. Elle le sait. La meilleure armée du continent, une habileté diabolique dans le maniement des divisions ethniques ou politiques des Noirs, un contrôle social efficace et rodé lui assurent une marge importante. La révolution n'est pas pour demain en Afrique du Sud, la logique de la confrontation violente va cependant rester désormais seule au socle.

Les zones intermédiaires de la société sud-africaine sont érodées. Le « partage du pouvoir » invoqué par beaucoup de Blancs est surtout une manière de concéder pour se rien céder, qui ne trompe plus grand monde. Les voix qui s'élèvent dans la communauté blanche pour une société vraiment démocratique font preuve d'un courage exemplaire, mais restent isolées. De l'autre côté, la politique de promotion d'une classe politique noire collaborant avec Pretoria n'a guère de consistance. Le coup d'État survenu au Bophuthatswana a ridiculisé ces États-bidons et leurs « gouvernements indépendants ».

L'apartheid est plus que jamais la règle, avec son système de ghettos, de déplacements forcés de population (trois millions de Noirs en sont menacés à court terme), de répression ouverte. Lors de notre séjour, on entendait à Soweto un jeune Noir de vingt ans, abattu pour avoir témoigné devant les caméras de CBS. Aujourd'hui, dans le quartier des condamnés à mort, les « six de Sharpeville » - cinq hommes et une femme - savent qu'ils peuvent être pendus d'un jour à l'autre.

Le pouvoir s'efforce à couper toutes les routes menant au dialogue ou à la

négociation. La rencontre de Dakar réunissant des Blancs anti-apartheid et des responsables du Congrès national africain (ANC) a certes conclu que « la négociation était la voie la plus souhaitable ». Mais les conditions, loin d'en être réunies, s'éloignent de jour en jour. A commencer par la première, que formule M. Van Zyl Slabbert (3) : « admettre qu'à l'issue du processus une minorité blanche privilégiée devra cesser de contrôler l'ensemble de la situation politique ».

Dans ces conditions, on voit de plus en plus mal comment éviter la confrontation violente. Compte tenu de cette grave évolution, les relations de la France avec le régime doivent être réexaminées. Le maintien de relations diplomatiques ne peut avoir de sens que s'il est sans ambiguïté : il peut s'agir, par exemple, d'établir des liens sérieux avec les mouvements démocratiques, de nommer à titre de symbole un ambassadeur noir, d'affirmer plus concrètement notre soutien aux pays de la ligne de front... L'image de notre pays en Afrique du Sud est brisée, ce n'est pas satisfaisant, alors que d'autres États occidentaux, développant sans complaisance commerce et relations économiques, parviennent sur le plan politique, à dominer le change. Il est urgent pour la France d'assumer ses choix. La France, qui a vu naître la déclaration selon laquelle tous les hommes vivent et demeurent libres et égaux en droits, ne saurait banaliser l'ignoble réalité de l'apartheid.

- (1) Anquet participait également M. Ghislaine Tostain, députée de la Marne, et M. Jean-Yves Autier, secrétaire général de Socialisme et République.
- (2) Paul Johnson, journaliste britannique, lors d'un colloque organisé par une société sud-africaine, le 8 octobre 1987 ; South Africa International, janvier 1988.
- (3) Président de l'Institut pour une alternative démocratique en Afrique du Sud (IDASA), récemment frappé d'interdiction.

- (1) Cf. le dossier de l'association Frères des hommes auquel nous empruntons quelques exemples.
- (2) Voir Multinationales et Impérialisme : le lait, les bêtes et la mort, par J.-C. Buffe, Alain Moreau, Paris, 1986.
- (3) Le Monde du 18 mai 1983. Cet exemple semble illustrer une loi du système, transposée à l'échelle nationale. C'est la fonction même de la publicité : susciter des choses culturelles qui introduisent en force des consommations « venues d'ailleurs », in Publicité et société, Payot, Paris, 1987, p. 80.
- (4) Voir le rapport Alcohol Beverage : Dimensions of Corporate Power, de Frédéric Clairmonte et John Cavanagh (1985), et l'article de B. Tricot, « Canettes de bière ou calèches de dolo », le Monde diplomatique, mars 1984.
- (5) On ne s'en étonnera pas si l'on observe les difficultés en France, où existent pourtant des associations militantes, à simplement faire interdire les publicités directes ou indirectes pour l'alcool ou le tabac - alors qu'il s'agit d'une cause d'intérêt national. Cf. les campagnes du professeur Got et sa dernière déclaration, « Un sommet d'hyppocrisie » (le Monde, 22 octobre 1987).
- (6) Cf. Georges Cazes : « Actuellement, le tourisme international est surtout facteur d'acculturation, et souvent d'acculturation forcée », Croissance des jeunes nations, mars 1984, entretien sur le thème « Les pays du tiers-monde doivent récupérer la maîtrise de l'image qu'on donne d'eux ». Le problème est que le système publicitaire va exactement dans le sens contraire.

Édité par la SARI, le Monde  
Gérant : André FONTAINE,  
directeur de la publication  
Administrateur général : Bernard WOUTES

Imprimerie  
« le Monde »  
7, rue des Italiens  
75009 PARIS

Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 57 438  
ISSN : 0026-9395

A la disposition des diffuseurs de presse  
pour modifications de service, demandes  
de réimpression ou autre, utiliser notre numéro  
de téléphone vert : (16) 1 05-36-11-11.



## AU PIED DE LA PYRAMIDE DU POUVOIR

# Les Zairois en état de survie

**Malgré ses richesses minières et les fortunes accumulées par ses dirigeants, le Zaïre est l'un des pays les plus pauvres d'Afrique. L'argent, de surcroît, y sert à conforter le pouvoir politique tandis que la population est laissée dans un complet dénuement. La capitale est devenue un laboratoire exemplaire où l'on peut observer les merveilleux ressorts de ce qu'on appelle l'« économie parallèle » : en fait, un tissu d'expédients et de peines, un énorme gaspillage d'énergies humaines. Alors que le foisonnement culturel témoigne de l'intense vitalité d'un peuple en état de survie.**

Par COLETTE BRAECKMAN \*

L fait encore nuit lorsque s'éveille Masina, un quartier populaire au-delà de l'aéroport de Kinshasa. Bien avant l'aube, ceux qui ont la chance d'avoir un emploi en ville et qui ne sont pas transportés par les soins de leur employeur, se mettent en route. S'ils peuvent payer le trajet, ils s'entassent dans un bus bondé, ou dans un *fulu fulu*, un taxi collectif, qui les fera tressailler sur un asphalte que l'Office des routes, surnommé l'« Office des trous », ne répare plus depuis longtemps. Les plus nombreux feront deux heures de marche pour gagner le centre-ville.

Pour garder la forme, les Kininois appliquent une recette magique : « Six verres d'eau le matin, cela nettoie l'estomac... » De toute manière, ils n'ont pas le choix : la seule repas de la journée, appelé le « gong unique » (souvent des missionnaires...), se prend en fin d'après-midi, au retour du travail. En cours de route, des femmes proposent aux marcheurs des verres de thé, des petits pains frottés de margarine. Depuis que, en 1985, le Zaïre est devenu bénéficiaire de la loi publique 480, le bled américain abonde à Kinshasa, livré à très bas prix, et le pain concurrencé désormais le maïs et le manioc produits localement.

Les femmes ailes sont très levées. Puisque, dans la plupart des cas, le salaire du mari suffit à peine à couvrir ses frais de transport et d'habillement, les femmes tentent d'assurer la subsistance de la famille. Elles achètent les pains au boulanger grec et les détaillent au marché, elles se procurent du manioc à la campagne et le revendent par petits sacs, mais surtout par gobelets. Tout le monde, pour survivre, fait du commerce ; les intermédiaires se multiplient et les marchés accueillent l'infiniment petit : le sel et le sucre se vendent par petits sachets, l'unité de mesure du manioc et du maïs, c'est le gobelet, les médicaments s'achètent au comprimé. Alignés dans la poussière, des antidiabétiques chauffent au soleil, des somnifères se détaillent à l'unité. Un peu plus loin, on vend, toujours par quantités minuscules, des pattes de poulet, des têtes de poisson, car les « vrais » morceaux sont inabordables. A côté des fripes venues d'Europe par bateaux entiers, on vend, toujours à la pièce, de fausses cartes d'étudiant, ou de « service ». Les plus chères sont les cartes de policier.

A première vue, la survie économique des Zairois est un mystère, et leur seule arme est l'« article 15 » : la débrouillardise. Depuis que, voilà quatre ans, le pays a accepté la politique d'austérité prônée par le Fonds monétaire international (FMI), les salaires n'assurent plus que 25 % de la consommation des ménages. Dans la fonction publique, l'emploi fournit avant tout l'occasion de réaliser des gains parallèles : les enseignants marchent les diplômes ; les fonctionnaires monnaient les attestations ; les policiers multiplient les contraires. En brousse, les agents de l'Etat, agronomes ou vétérinaires par exemple, prêtent qui leur part de viande, qui leur ration de céréales, ou infligent des amendes pour infraction à des règlements inconnus de tous. Bien souvent, dans la province du Kivu par exemple, mais ailleurs aussi, le pouvoir de l'Etat, perçu comme prédateur, se superpose à celui des autorités traditionnelles ; dans la région du Bushi, la population, réquisitionnée pour le *salongo* (travail obligatoire), comme le nettoyage des routes, doit aussi fournir des prestations aux chefs coutumiers ou leur donner des biens en nature en guise de redevance pour l'usage de la terre. Quant à l'armée, elle est souvent considérée comme un danger public : lorsque leur solde n'est pas payée, les soldats demandent à la population de « contribuer » et, dans le haut Kivu, entre autres, plusieurs incidents ont été relatés ces derniers mois. Le président Mobutu souhaite transformer l'armée en « force de dissuasion », la rééquiper. Payer régulièrement les soldes serait au moins aussi efficace.

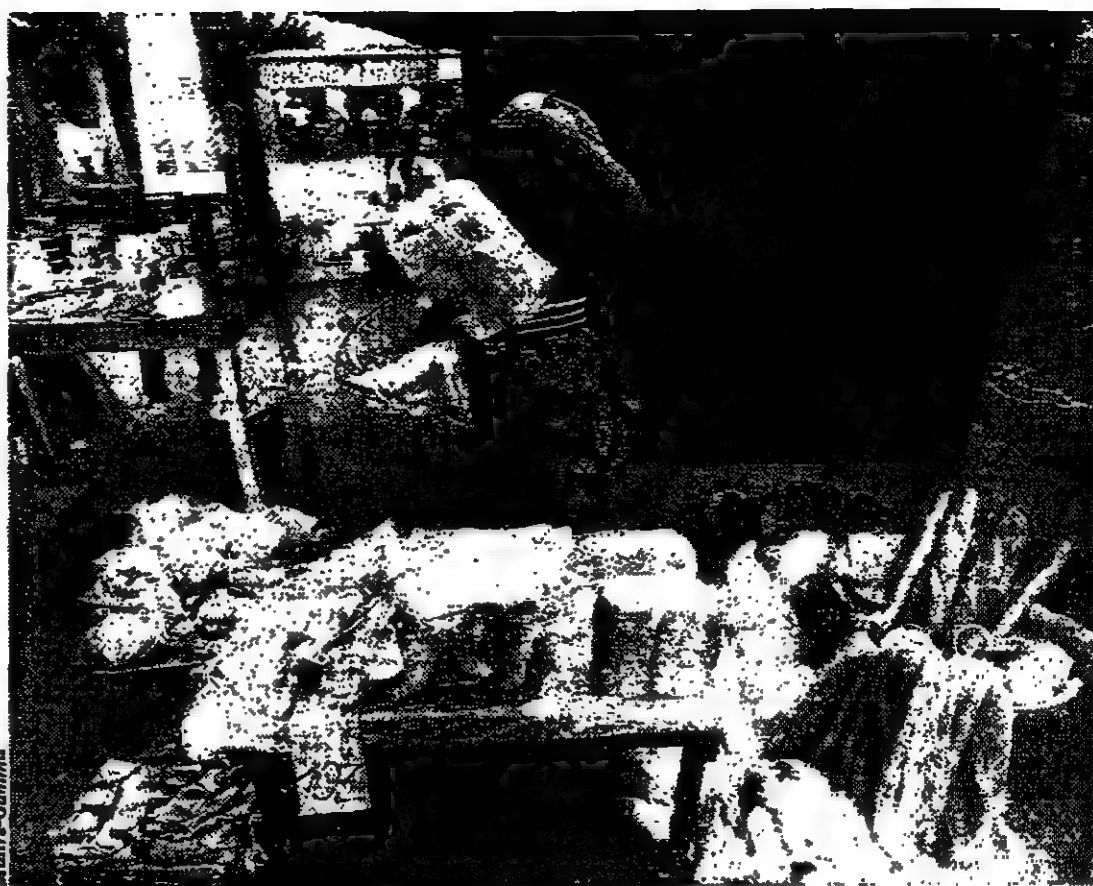
En ville comme à la campagne, les mille astuces de la subsistance sont avant tout le fait des femmes : à Kinshasa, elles sont commerçantes, elles ouvrent de petits *ngandas*, des bistrot où l'on écoute de la musique en sirotant une bière ; elles entretiennent de minuscules potagers sur les espaces vides le long des avenues coloniales ou au fond des parcs. Un peu partout, elles créent des sortes de tortines, où, par groupes de dix, on alimente un pot commun qui servira souvent de fonds de commerce.

## Les « miracles » de l'économie parallèle

D'APRÈS les statistiques, malgré ses immenses richesses minières et agricoles, le Zaïre est aujourd'hui l'un des pays les plus pauvres d'Afrique, précédant seulement le Mali et l'Éthiopie.

L'éducation et la santé attestent de dénuement. En 1986, l'enseignement ne représentait plus que 8 % des dépenses de l'Etat, contre 24 % en 1980 ; et, en 1984, 48 000 enseignants ont été « assassinés » (licenciés). Ils sont retournés à l'agriculture, au chômage ou, dans les régions minières, sont devenus des creuseurs clandestins, cherchant l'or, le diamant, la cassitérite. Les écoles publiques de Kinshasa offrent un spectacle lamentable : bancs et tables ont disparu, les élèves sont assis à même le sol dans des classes d'une saleté repoussante et, dehors, des chèvres broutent parmi les immondices.

Le gouvernement, sur les conseils de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a adopté la stratégie des « soins de santé primaires » et divisé le pays en 336 zones, dotées en principe de dispensaires renvoyant à des hôpitaux de référence. Mais cette grille couvre une réalité fictive : l'Etat s'est pratiquement dégoûté du secteur médical, qui n'absorbe plus que 2 % de ses ressources, et seules fonctionnent les zones de santé soutenues par des missions, des



M. G. G. G.

organisations non gouvernementales ou la coopération étrangère. Et encore : à Kikimi, par exemple, une autre lointaine banlieue de Kinshasa, au-delà des routes et de l'électrification, le dispensaire géré par des médecins belges fonctionne, mais sa fréquentation diminue ; la population n'a plus les moyens de payer un « épisode maladie » — soit 160 zaires (10 FF) — pour une consultation et la première dose de médicaments. De plus en plus, les malades recourent à l'automédication ou aux médecines traditionnelles. Au Kivu, en plus des carences alimentaires, on signale la réurgence de grandes endémies, le choléra, le paludisme. Pour ne pas parler du SIDA, qui fait surtout des ravages à Kinshasa.

A côté de ce désengagement de l'Etat, la population fait preuve d'une ingéniosité extraordinaire, et l'économie souterraine témoigne d'un grand dynamisme, qu'il s'agisse de commerce, d'artisanat (les enfants vendent de merveilleux jouets de fil de fer, les handicapés transportent des ballots de tissu dans leur voiturette) ou de contrebande.

Des pans entiers de l'économie échappent aux circuits officiels : on estime qu'un tiers de la production de café de l'Etat passe en contrebande vers le Soudan, l'Ouganda, le Kenya, en échange de biens manufacturés. Le Burundi, qui n'est pas producteur, exporte de grandes quantités d'or, d'ivoire, de diamants venus du Zaïre, et le Shaba vit en symbiose avec la Zambie, d'où arrivent du maïs, du ciment, des voitures souvent volées au-delà de la frontière et que l'on appelle « *marci Kaunda* ». La multiplication de ces circuits parallèles rend impossible l'évaluation du niveau de vie réel de la population, probablement meilleur que ne le laissent entendre les statistiques.

Mais, en revanche, le « système zairois », cette pyramide où s'entremêlent les combines individuelles, les liens inextinguibles des affligés ethniques, des devoirs familiaux, des obligations politiques, empêchent pratiquement tout redressement durable de l'économie : le Zaïre est considéré par les investisseurs comme un pays à haut risque, venant juste devant le Soudan, dernier de la catégorie, et, en raison de la pénurie de devises, les pièces de change ne peuvent être importées pour faire marcher ou relancer l'industrie. Les difficultés économiques sont dues partiellement au contexte international : le prix du cuivre a baissé de 30 % alors que ce métal représente 60 % des recettes d'exportation ; le prix du café a également chuté, ce qui a entraîné un manque à gagner évalué à 400 millions de dollars par an. Mais la dette extérieure, qui atteint 6,5 milliards de dollars, s'explique avant tout par des choix politico-économiques contestables. Dans les années 70, en effet, le pouvoir a autorisé des sorties massives de capitaux privés (à l'heure actuelle encore, toute l'« dette » politique, au sommet de la pyramide du pouvoir et à commencer par le président lui-même, pousse à l'étranger comptes en banque, maisons et châteaux). La Banque mondiale prêtait, en 1986, le rapatriement de certains avoirs zairois détenus à l'étranger.

En outre, priorité a été donnée à des projets industriels ambitieux, des « éléphants blancs » qui se révélaient aujourd'hui être des échecs, mais le pays doit en rembourser les crédits. Le complexe hydro-électrique d'Inga (1) ne tourne qu'au quart de sa capacité, alors que l'électricité manque dans les bidonvilles de Kinshasa : les treize stations de télécommunication par satellite mises en place par des sociétés françaises ne fonctionnent que par intermittence, faute de carburant. Cimenterie nationale, sidérurgie de Maluku, centre de commerce international du Zaïre... les exemples de ce type abondent. Leur coût s'ajoute à celui du gaspillage et de la carence de plusieurs organismes para-étatiques (l'office national des transports, par exemple) dont

les dirigeants sont nommés non en fonction de leur compétence mais à titre de récompense politique.

Il serait vain cependant de parler de mauvaises gestion, de corruption et de gaspillage à tous les échelons de la pyramide si l'on ne rappelait que, dans ce pays, l'argent est avant tout mis au service de la politique : il est le ciment du pouvoir, il assure le fonctionnement de l'Etat totalitaire, l'encadrement de la population. Les fiels économiques concédés à ceux que l'on appelle les « barons du régime » et qui, avec leurs proches, forment désormais la bourgeoisie postcoloniale, n'ont été accordés qu'en contrepartie d'une allégeance politique au parti unique et, surtout, à la personne du président Mobutu.

## Une dette très « politique »

AN SI la manière dont le Zaïre « gère » sa dette extérieure, le remboursement des intérêts, ses relations avec les créanciers et avec le FMI, tout cela dépend d'abord du jeu politique.

De 1983 à 1986, en effet, le Zaïre se soumet aux directives du Fonds monétaire et de la Banque mondiale : il bloque les salaires, assainit la fonction publique et rembourse, bon an mal an, 500 millions de dollars. Ce qui représente 50 % du budget de l'Etat, 20 % des recettes d'exportation. A cause de la chute du cours des matières premières, le pays exporte plus de capitaux qu'il n'en reçoit. Les autorités zairoises soulignent que de 1983 à 1986 le pays a dû déboursier 1,929 milliard de dollars alors que l'apport de capitaux étrangers n'était que de 1,099 milliard de dollars. En 1986, le poids de l'austérité devient politiquement insoutenable, les membres du comité central du parti unique, le Mouvement populaire de la révolution (MPR), font état de tensions au sein de la population, et exigent une révision des accords passés avec le FMI. Contrepartie à ce que l'on pourrait imaginer, le comité central n'est pas une simple chambre d'enregistrement ; un dosage subtil tenant compte des régions, des ethnies, des courants de pensée, des générations, réunit là de fortes personnalités qui n'hésitent pas à exprimer leur opinion, jusqu'à ce que le chef de l'Etat dise le dernier mot. En octobre 1986, donc, le « bon élève » se rebelle et rompt ses accords avec le FMI. Les négociations seront suspendues jusqu'en mai 1987.

Durant cette période, le président Mobutu place le débat sur le plan politique. Il se rend aux Etats-Unis et fait valoir l'importance stratégique du Zaïre, à la frontière de l'Afrique australe, le danger que représenterait une déstabilisation de son régime. En avril 1987, alors que le Congrès des Etats-Unis a voté l'octroi de 16 millions de dollars destinés à soutenir l'UNITA, le mouvement rebelle angolais de M. Jonas Savimbi, des manœuvres conjuguées rassemblent troupes américaines et zairoises autour de la base de Kamina et, selon le *New York Times*, des armées américaines transitent alors via le Zaïre en direction des maquis de M. Savimbi.

A 300 kilomètres de la frontière angolaise, la base de Kamina, qui possède une piste d'atterrissage longue de plus de 2 000 mètres, est remise en état par les Américains et devient — très discrètement — une base d'opération en direction de toute l'Afrique australe. Accusé régulièrement par les Américains de soutenir l'UNITA et de permettre le transit des armes américaines, le Zaïre, qui entre-tient aussi d'importantes relations commerciales avec l'Afrique du Sud et confie la sécurité de l'Etat aux conseillers israéliens, devient peu à peu un élément de poids dans la stratégie américaine en Afrique australe (quelques années auparavant, le président Mobutu avait, de la même manière, obligé la France en soutenant l'intervention militaire au Tchad). Mais de tels services se paient et, en 1987, le Zaïre obtient des conditions de remboursement exceptionnelles : le 15 mai, le FMI accorde un crédit de 388 millions de dollars destinés à la relance de l'économie et, le 18 mai, le Club de Paris, qui rassemble les créanciers publics du Zaïre, accepte de rééchelonner sur quinze ans une dette de 884 millions de dollars avec un délai de grâce de six ans. La charge occasionnée par le remboursement sera ainsi diminuée de moitié. Désormais le service de la dette ne représentera plus que 10 % des recettes d'exportation, et 20 % du budget de l'Etat.

(1) Le Monde diplomatique, mars 1987.

**LA CULTURE FRANÇAISE... PARTOUT DANS LE MONDE**

Commandez tous LIVRES ou DISQUES français de votre choix, disponibles chez les éditeurs, en joignant la valeur approximative (minimum 150 F) ou équivalent en toutes devises convertibles.

● DÉTAXE de 7 % sur le PRIX IMPOSÉ EN FRANCE pour les livres  
● REMISE de 10 % sur les disques et cassettes  
● Frais réels de port en recommandé (préciser AVION ou SURFACE).

**VOTRE LIBRAIRIE A DOMICILE**

14, Place de Rungis - 75013 PARIS Téléphone: 45-88-44-45

« 1987 » en décembre 1986, le Zaïre a été le premier pays d'Afrique à avoir obtenu le statut de « pays à revenu intermédiaire » de la Banque mondiale. Ce statut est accordé aux pays dont le revenu par habitant est compris entre 1 000 et 2 000 dollars. Le Zaïre a obtenu ce statut grâce à ses richesses minières et à la croissance économique enregistrée ces dernières années. Cependant, malgré ce statut, le Zaïre reste l'un des pays les plus pauvres d'Afrique, avec un indice de développement humain très faible.

**L'opposition ramassée**

DANS de telles circonstances, l'opposition est réduite à l'état de simple « opposition d'opposition ». Elle ne peut que se contenter de critiquer le régime et de demander des réformes. Elle n'a aucune chance de prendre le pouvoir, car elle est trop faible et trop divisée. Elle est composée de nombreux groupes et individus, mais elle n'a aucune vision claire de l'avenir du pays. Elle se contente de réclamer la démocratie et la liberté, sans proposer de solutions concrètes.

Le Zaïre est un pays en transition. Il est en train de passer d'un régime autoritaire à un régime démocratique. Mais cette transition est très difficile et prendra beaucoup de temps. Le régime actuel doit être remplacé par un régime qui soit véritablement représentatif du peuple. Cela nécessitera des élections libres et transparentes, ainsi qu'une réforme de la constitution.

**Tradition**

**NDIAVOX**

**LA GARENNE**

**ROUTE ROSA**











# bottes du délire

... je m'enivre le cœur de ces parfums...  
... je sens alors à quel point je me suis...  
... ces raisins sûrs et ces...  
... à mes côtés, une lampe-tempête à la...  
... pas l'électricité ; on ne sait même pas...  
... en a peur. La lampe-tempête est...  
... la piboe enfumée. Sur l'étagère trône...  
... à héritier de génération en génération...  
... les regards elle voit son père ; elle les...  
... l'empêcher de la pièce d'une présence...  
... l'autre demeure obscur - et tout...  
... - et voici que ma tante dénoue...  
... tapis de prière, car est venue l'heure...  
... le mur s'anime son ombre. L'ombre...  
... et s'agenouille encore. Elle lève...  
... cette paix gagne le visage de ma...  
... cette paix ? Elle reprend son...  
... Bien que toute la maison flotte...  
... dans toutes les maisons du village...  
... en forme de cor, un souvenir...  
... prends le miroir et un souvenir...  
... me regarder longuement. J'aime...  
... toutes les femmes du monde. Je...  
... maintenant le silence du village, un...  
... aux échos. Je ne sens plus mon...  
... m'envole. Quelle douceur de voler !  
... un frémissement dans le silence du...  
... dans le lointain.

... sous le bras, ne dit rien ; sa tête...  
... pour voir exorbitée de ce visage où...  
... Le bruit enfle et se rapproche. On...  
... plus bruyants. Quelqu'un appelle à l'autre...  
... C'est la panique dans le village...  
... ma tante aussi a peur. Elle descend...  
... La lampe-tempête ne connaît plus...  
... dont elle jouissait encore...  
... quelques instants plus tôt...  
... flamme frémit. Sur le mur...  
... miroir tremble de convulsions...  
... les reflets dansants de la...  
... Me voici désormais seule...  
... clair-obscur de cette pièce...  
... sens qu'une intrigue...  
... l'ombre ténébreuse me...  
... Les cris redoublent d'insulte...  
... Ma tante est à l'autre...  
... de la cour : même si je...  
... pour m'enfuir, mais je...  
... regardé mes yeux dans le...  
... et je me suis enfuie...  
... j'ai oublié mes...  
... chaussures pris de la...  
... peur au corps et le...  
... du couloir de pied...  
... glissent les os. J'entends...  
... à l'échapper de ma bouche...  
... paupières crispées, j'arrête...  
... la peur de la ferme. Du...  
... potager, mes pieds s'enfoncent...  
... dans la terre tendre de...  
... mureurs d'irrigation. Mes...  
... ne m'obéissent plus...  
... jambes...

... Il faut cacher tes jambes !  
... Cette phrase, je l'ai...  
... mille fois de la bouche...  
... mère. Je cherche ses...  
... et son parfum de...  
... blond.

... Cache tes jambes !  
... Mes jambes s'enfoncent...  
... carrés du potager. J'essaye d'...  
... pas sentir aux pieds les fleurs...  
... Je parviens enfin...  
... glissement de plus en plus...  
... l'assombrissement des...  
... comme elle est...  
... j'ai...  
... elle l'attend. Elle voudrait ouvrir le...  
... à sa recherche, mais je la...  
... elle se met à courir et monte...  
... dans la cour, dans le...  
... j'ai...  
... elle...  
... sous les lamentations des autres. Je...  
... Me voici enfin sur le toit. Le...  
... des flammes qui s'élevaient...  
... d'énormes véhicules...  
... labourant en tous sens, gémissant...  
... Entre les raisins ! Entre les...  
... et leur jus pénétrant dans...  
... La vigne gémit du...  
... se mêlent au hurlement des...  
... j'ai...  
... que je l'entends hurler de la...  
... les autres et se répand en...  
... les jambes tremblantes. Ma...  
... mes jambes. La poudre...  
... dans la poudre à canon, une...  
... et qui me fait trembler...  
... Déjà mes membres ne...  
... dans la poudre à canon et avec...  
... du monde...

... du toit, elle s'est...  
... du cœur et regarde à...  
... du toit... Je l'entends...  
... se frappant la poitrine. Tout à...  
... O mon Dieu, les...  
... j'ai regardé à travers la...  
... se rapprochent et grossissent...  
... les vagues qui parviennent...  
... du monde. Ma tante m'a...  
... à sauver la fente. Je ne...  
...

elle a pu reconnaître le sang de Rassoul éché sur les bottes, mais elle a commencé à se frapper et se déchirer la poitrine :

— Rassoul ! Ils ont tué Rassoul ! Ils l'ont tué !

Elle s'est écroulée et le portail a commencé à trembler violemment sur ses gonds : ils sont en train de le défoncer. Je me suis appuyée de toutes mes forces contre le portail pour l'empêcher de s'écrouler. Il vibre de plus en plus ; mais voici le coup fatal : mon genou ploie sous le portail et je le vois avec terreur qui s'arrache de son cadre de bois, toujours fermé : la poussée est terrible et mes mains ne peuvent plus rien, mes pauvres mains qui ont toujours été si faibles. Le portail toujours fermé s'écroule dans un bruit d'enfer, un bruit épouvantable qui me semble résonner dans tout le village, dans toute la contrée, dans toute la création. Alors je suis restée à côté de ce portail et me suis assise par terre. Quel déchirante scène qu'un portail enfonce ! Ma tante est endormie ou morte peut-être. Je sens en moi, devant cette porte enfouie, tout l'opprobre et toute l'ignominie de la terre. Ils ont enfoncé la porte !

Et voici que les bottes ensanglantées pénètrent dans la ferme. La tête baissée, agitée de tremblements, je regarde les bottes et le sol. Du sang goutte des bottes : c'est le sang de Rassoul, je le reconnais ; c'est le sang de tous les Rassoul du monde...

Je reconnais le jus des raisins encore verts et la sève des blés. Ce ne sont plus que bottes à perte de vue, et toutes sont tachées de sang et enduites de jus de raisin. Une pesanteur étrange m'enveloppe, comme si le poids de la terre entière reposait sur mes épaules ; mes jambes n'ont plus la force de me porter. Je me suis appuyée contre le mur et ma tête s'est mise à tourner. Je crois bien que je dors, mais je n'en suis pas sûre. Je vois ma tante debout près de sa vache blanche ; sa laitière sous le bras, elle caresse sa vache impossible qui lui montre ses dents et ses cornes pointues. Ma tante pose la laitière sous le pis de la vache, et j'entends le doux gargouillis familier du lait qui rissole au fond de la laitière.

Tout à coup ma tante s'est levée, de toute sa minceur, et sa face s'est voilée d'effroi. Elle a déposé à terre la laitière et a commencé à se frapper le visage à pleines mains. Je regarde la laitière : elle est pleine de sang. La vache ne donne plus de lait, mais du sang ; il en goutte encore de ses mamelles. Les cheveux de ma tante s'emmêlent, son bandeau est tombé à ses pieds, elle se donne des coups de poing sur la tête. Les femmes du village accourent au portail de la ferme et se lamentent en silence. Elles ont toutes les cheveux gris comme la cendre, les traits émaciés à faire peur, et elles portent chacune sous son bras une laitière de cuivre remplie de sang : leurs vaches non plus ne donnent plus de lait. Elles pleurent et, tout à coup, je m'aperçois que la vache de ma tante pleure elle aussi ; toutes les vaches pleurent ; moi aussi, et toutes les femmes du monde : je les entends...

— Sa tête a perdu beaucoup de sang, dit la voix sanglotante.

Le raisin non plus ne donne plus de jus, mais du sang. Ce ne sont plus des grappes, qui pendent aux ceps, mais des bras et des jambes et des têtes. Et une odeur de sang pourri a supplanté le

parfum de feuilles vertes. Alors j'ai crié. Je veux lancer au monde entier un appel à témoins, mais je n'entends même pas le cri qui sort de ma gorge. Je suis debout près du portail, tremblante. Ma tante n'est plus là. Je hurle.

— Tante ! Tan-an-an-ante !

Personne ne répond. Toute la ferme est sous la férule des bottes. Les petits murets d'irrigation sont écrasés et les racines des plantes émergent du sol. J'ai couru vers le bâtiment d'habitation. Toutes les portes sont défoncées, détruites. Mais que cherchent-elles donc, ces bottes ? Qui cherchent-elles ? Rassoul, tous les Rassoul de la terre, voilà ce qu'elles cherchent.

SEUL le miroir est encore en place : je me précipite vers lui, mais il est fendu en son milieu. Je me regarde : c'est effrayant, je suis devenue le sosie de ma tante et de toutes ces femmes que j'ai vues dans mon rêve éveillé tout à l'heure. Les traits de mon visage se sont creusés à un point terrifiant. En une nuit j'ai vieilli de plusieurs siècles, avec ces cheveux blancs et ces innombrables rides qui cernent mes yeux. Ma peau ressemble à un morceau de cuir qui serait resté des années exposé au soleil, au vent et à la pluie. J'ai contemplé ce spectacle avec tout le sang-froid que peut avoir une femme âgée de plusieurs millénaires. Puis j'ai jeté au loin le miroir. Les bottes... les bottes...

— Rassoul non plus, on ne l'a pas retrouvé, dit une voix.

Rassoul... Rassoul... Son souvenir gagne mon cœur comme une vision enchantée. Où est-il arrivé à ma tante ? Elle a prononcé le nom de Rassoul et rendu l'âme, je crois bien. Où est Rassoul ? La relation qui m'unissait à lui a changé : ma tante est devenue moi-même, et moi je suis ma tante. Le souvenir de Rassoul me rend folle, le souvenir de mon fils... Son visage radieux respire la bonté. Ma tante n'a d'yeux que pour lui. Elle examine les lignes de sa main, touche du bois, marmonne quelque formule et souffle une bénédiction sur lui. Moi, je vais aller à la recherche de Rassoul ; et je le trouverai. Alors je me suis levée.

— Retenez-la ! Attachez-la ! Elle fait des convulsions !

Je m'en vais à la recherche de Dieu. Et je le trouverai. Lâchez-moi !

— Elle a du mal à respirer, dit une voix grave.

J'étouffe. L'odeur de poudre à canon m'asphyxie ; l'odeur de sang aussi. Le village a perdu son parfum de feuillage et de grappes encore vertes. La vigne se lamente. J'entends pleurer non seulement tout le vignoble, mais encore chaque cep. Les bottes ont broyé les grappes. Encore jeunes et vertes, les ceps n'ont plus de grappes ; j'entends et je comprends leurs gémissements. Odeur de poudre à canon. Poudre à canon. Je sais tout ce qu'il y a de funèbre dans cette odeur qui m'asphyxie. J'étouffe.

— Heureusement qu'on l'a amenée à la ville ! dit la voix sanglotante.

Je fuis le village, je m'en vais à la ville. A part mes deux jambes, il n'y a plus rien qui puisse encore m'y transporter. Mais où est le chemin ? Le voici, il est bordé de maisons en ruine. De

toutes petites habouches gisent éparpillées sur la route, et l'on pense à ce petit pied, à ces petits bonhommes. J'ai envie d'écraser à pleines brassées ces petites habouches, de me métamorphoser en une énorme poule qui abriterait ces petites habouches sous ses ailes. Je me suis assise au milieu des petites habouches et me suis mise à pleurer à la façon d'une femme qui serait âgée de plusieurs millénaires. Ensuite je me suis relevée et j'ai commencé à ramasser les habouches et à en enfouir le plus possible dans le pan relevé de ma robe ; j'ai senti qu'elles étaient encore chaudes...

J' suis arrivée devant la porte de la ville, enfouie comme toutes les portes, et je l'ai franchie. La ville est déserte. Une odeur de poudre et de sang occupe la ville, c'est toujours cette même odeur que je ne connais que trop. On aperçoit par endroits des enfants ; je me suis approchée d'eux pour leur demander où sont les habitants. Mais je n'en reviens pas : les enfants eux aussi ont chaussé des bottes, d'énormes bottes maculées ! A leur ceinture pend un poignard. Ils ont les yeux du Nord, verts, jaunes, bleus. Les bottes ! Les bottes ! J'ai peur ! O mon Dieu ! Pétrifiée sur place, je ne peux plus marcher. Serrant contre moi les petites habouches, je fonde en larmes. Les larmes me sortent par tous les pores de la peau. Restés à l'écart, les enfants m'ont toisée d'un air moqueur. Ils sont désormais insensibles à l'odeur de sang et de poudre à canon.

— Va-t-on pouvoir lui sauver ses yeux ? demande la voix sanglotante. Les yeux de qui ? Les miens ? Quand j'ai regardé les yeux verts, jaunes et bleus des enfants de la ville, des yeux inexpressifs, ils se sont métamorphosés en billes de pierre ; c'étaient des yeux qui n'avaient vraiment plus rien d'humain. Les enfants ont continué de me jeter des regards sardoniques ; en même temps, leurs petits doigts vérifient le tranchant des lames de leurs poignards. Mes yeux ne peuvent se détacher de leurs bottes souillées de sang, de ces bottes dont je sais tout ce qu'elles ont de funèbre, elles qui m'ont pris Rassoul, qui prennent tous les Rassoul. J'ai fermé les yeux et raconté aux enfants de la ville l'histoire du village, l'histoire de la vigne verte, des grappes à peine mûres, des vaches qui se mettent à rire, du crépuscule sur le village, du parfum des grappes chargées de grains. Mais ils n'entendent pas mon histoire. Des murs et encore des murs séparent ces enfants de telles histoires. Ils me dévisagent d'un air moqueur, une main sur la ceinture et l'autre qui tâte le tranchant de la lame de poignard. Peut-être même en sont-ils déjà à songer à la poitrine qui recevra le coup... Pendant ce temps, leurs grandes bottes, leurs trop grandes bottes, trépident avec ostentation.

— Elle a peur, dit la voix sanglotante ; quelque chose lui fait peur.

J'ai peur. Oui, j'ai peur. J'ai peur des enfants aux bottes trop grandes et maculées de sang qui se frottent l'une contre l'autre en avançant. J'ai peur de ces enfants devenus instruments de guerre ; par les maléfices de l'ambition leurs cœurs sont devenus de pierre, et la fumée, le sang et la haine les empêchent de s'ouvrir. Je crains que ces cœurs n'éclatent et j'ai peur des larmes de poignard.

— Ils ont apporté aussi d'autres cadavres, dit la voix sanglotante.

Quels cadavres ? Le mien ?

Les enfants de la ville, chaussés de leurs trop grandes bottes ensanglantées et ceints de leurs poignards acérés, se sont invités aux chapelles ardentes et y marchaient le sol de leurs pas. Ils dansaient pendant la prière des morts une danse effrayante et morbide. Les bottes... Les bottes... Les bottes vont nous anéantir.

— Elle délire, dit la voix sanglotante de ma tante ; elle délire depuis si longtemps... Y a-t-il un espoir ? O mon Dieu, y a-t-il encore un espoir ? O mon Dieu, un miracle, je vous en conjure !

(Traduit du persan par Didier Leroy)

## DIFFUSION ARMAND COLIN

# REVUE

### ANNALES

*Économies, Sociétés, Civilisations*

Les Annales E.S.C. multiplient les questions et les points de vue, pour renouveler la recherche historique dans une approche pluridisciplinaire.

Les numéros spéciaux permettent d'ouvrir des dossiers débats, en regroupant des articles autour d'un thème précis ; ils restituent une image fidèle et prospective de la recherche en cours et confrontent en les articulant des approches disciplinaires diverses.

**DOSSIERS 88**

- La modélisation en histoire
- Les corps et les communautés d'Ancien Régime
- Les fascismes européens
- Les pratiques de l'écriture.

**6 NUMÉROS PAR AN**

### POLITIQUE ÉTRANGÈRE

*Après le krach*

Politique étrangère, Revue de l'IFRI - Institut français des relations internationales - tribune ouverte à tous les courants d'idées au carrefour des grands débats internationaux, propose chaque trimestre :

- Un dossier complet sur une question d'actualité comportant de nombreux éléments documentaires : cartes, bibliographies, chronologies, données statistiques...
- Des articles de fonds sur les grands problèmes internationaux ainsi que des documents de référence.
- Une rubrique « lectures » analysant les ouvrages essentiels traitant des questions internationales et parus au cours des mois précédents.

**4 NUMÉROS PAR AN**

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner, accompagné de son règlement, à ARMAND COLIN - B.P. 22 - 41353 VINEUIL CEDEX

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_

Définir l'abonnement à : (indiquer une croix dans la case correspondant à votre choix)

	ANNALES Économies, Sociétés, Civilisations	POLITIQUE ÉTRANGÈRE
<input type="checkbox"/> 12 numéros	6	4
<input type="checkbox"/> 24 numéros	12	8

☐ Je paie mon règlement à l'ordre de ARMAND COLIN de \_\_\_\_\_ F. TOTAL À PAYER \_\_\_\_\_

☐ par chèque bancaire ☐ par chèque postal

88705



## L'ÉQUILIBRE MILITAIRE CONVENTIONNEL DES DEUX BLOCS

## L'URSS détient-elle une supériorité navale et chimique ?

**L** est un dogme apparemment inébranlable à l'Ouest : celui de la suprématie militaire conventionnelle de l'Union soviétique. Après la deuxième rencontre entre MM. Reagan et Gorbatchev, et dans la perspective de conversations sur un éventuel désarmement conventionnel, la raison bien comprise des Européens voudrait pourtant que le discours employé jusqu'ici soit mis en conformité avec les réalités. Dans un précédent article (*Le Monde diplomatique*, octobre 1987), l'amiral Antoine Sanguinetti avait fourni les éléments permettant d'apprécier plus justement l'état des forces terrestres, des chars et de l'aviation soviétiques. Il complète son analyse par un examen de la marine soviétique et des stocks d'armes chimiques.

Par ANTOINE SANGUINETTI \*

Quand on parle d'équilibre Est-Ouest, c'est la marine qui constitue, après les chars, le principal épouvantail conventionnel soviétique pour l'opinion publique. A l'origine de ce fait, on trouve la façon dont les commentateurs présentent généralement le problème : en 1986, l'URSS disposait de 371 sous-marins et 1 171 navires de combat de surface, contre seulement 130 et 261 pour les Etats-Unis. Au profane, cette présentation peut sembler irréfutable.

Malheureusement ce décompte en nombre de bateaux n'a pas de sens pour un marin : on ne met pas en balance des bâtiments foncièrement différents. Vedettes côtières et porte-avions, ou autres bâtiments de haute mer ; catégories diverses de sous-marins - nucléaires ou classiques, lance-engins ou d'attaque - exigent d'être traités séparément. Je me référerai principalement dans ce qui suit, tant pour les nombres que pour les appréciations techniques ou opérationnelles, à l'*Annuaire des flottes de combat* (F.C.) édité à Paris tous les deux ans en liaison étroite avec la marine, et publié aux Etats-Unis sous les auspices de l'US Naval Institute d'Annapolis.

Commençons par les sous-marins. Les sous-marins nucléaires lance-engins balistiques, d'abord, armes de dissuasion stratégique, n'ont pas place dans une étude relative aux armes conventionnelles. Les seuls sous-marins de combat naval sont les sous-marins d'attaque, lanceurs d'engins aérodynamiques ou de torpilles, SNA à propulsion nucléaire dans le jargon des sigles, ou SS classiques à propulsion diesel. Le 1<sup>er</sup> octobre 1985, les Soviétiques avaient 125 SNA et 165 SS contre 105 et 130 respectivement à l'alliance occidentale (1).

Mais, en ce qui concerne la seconde catégorie, il faut bien voir qu'une bonne centaine de ces SS classiques, très âgés et d'un type tout à fait périmé, qui encombrant en fait la flotte russe, sont réservés à l'exportation ou classés auxiliaires (2). Qu'on les défal-

que et les Occidentaux retrouvent un large avantage du nombre. Cela dit, les sous-marins classiques à diesel ne sont plus qu'une arme d'attaque du commerce maritime, de peu d'utilité contre l'URSS. C'est pourquoi les principales marines occidentales, Etats-Unis, Grande-Bretagne et France, en ont cessé la construction pour elles-mêmes depuis longtemps.

Quant aux sous-marins nucléaires d'attaque, ou SNA, les Soviétiques en ont vingt de plus, mais cet excédent correspond à des bâtiments anciens. Dans tous les cas, si leur flotte de SNA est impressionnante, ceux-ci ne valent pas encore ceux de l'US Navy et de la Royal Navy. Les derniers SNA soviétiques sont très beaux, mais en dislocation acoustique et en détection sous-marine, vitales toutes les deux, ils ont encore un grand retard sur les plus récentes réalisations anglo-saxonnes (3).

Ainsi, la supériorité technologique occidentale rétablit, et au-delà, l'équilibre dans le domaine des sous-marins. Quant à celui des bâtiments de surface de plus de 2 000 tonnes - les seuls utilisables en haute mer - le nombre s'ajoute à la technologie pour donner à l'Occident une supériorité écrasante dans d'éventuels combats de surface mais aussi dans la lutte anti-sous-marine, autre talon d'Achille des sous-marins soviétiques.

On ne peut pas en effet disposer d'une force sous-marine fiable, technologiquement à jour et susceptible de survivre au combat si l'on n'aligne pas, parallèlement, des forces anti-sous-marines de surface, suffisantes en nombre et supérieures en qualité pour bien l'entraîner. Pour avoir méconnu cette vérité, l'Allemagne nazie a perdu dans la dernière guerre 785 sous-marins - plus du double de ce qu'ont les Russes. La lutte anti-sous-marine ayant sans aucun doute fait depuis autant de progrès que les sous-marins, l'URSS semble avoir aujourd'hui, outre son retard technologique, trop de sous-marins pour sa marine de surface.

## Le tonnage, principal critère d'appréciation

**U**NE marine ne se mesure pas en nombre de bateaux. En fait, sa puissance et sa souplesse d'emploi s'apprécient en tonnage global : parce que c'est lui qui résume et traduit le mieux tout à la fois le nombre, la taille et la diversité des bateaux. Ce sont ces facteurs qui font les capacités de soutien à grande distance des bases, de long rayon d'action, de permanence à la mer et d'endurance des équipages, de vitesse par gros temps, de nombre et d'éventail des armes, de distance de détection, de niveau électronique et informatique, dont dépend l'exploitation des senseurs, et donc l'efficacité militaire. Et là, dans toutes ces rubriques, les Soviétiques sont très loin d'égaliser l'ensemble occidental ou même les seuls Américains.

D'après l'*Annuaire des flottes de combat* 1986, la marine soviétique représente 2 185 000 tonnes de navires de combat, sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) exclus, pour un tonnage global de 3 millions et demi de tonnes, avec ses unités amphibies et navires logistiques de soutien. C'est aussi, pratiquement, le total de la flotte du pacte de Varsovie, et une belle marine, incontestablement.

Seulement, la flotte des Etats-Unis atteint, elle, 4 143 000 tonnes, dont 2 427 000 tonnes de navires de combat, ce qui est nettement plus. Et à ses côtés il y a toutes les marines de l'Europe occidentale, dont sept, après les Etats-Unis et l'URSS bien sûr, figurent parmi les dix premières du monde en commençant par la britannique et la française, troisième et quatrième. Au total, 1,5 million de tonnes supplémentaires pour les flottes européennes, ce qui porte l'alliance atlantique à plus de 5,5 millions de tonnes : plus d'une fois

sont efficaces qu'en fonction de l'électronique et des hommes (7), tandis que l'endurance est essentielle à l'action maritime.

Dans la catégorie des navires amphibies, le premier des deux seuls grands transports d'assaut en service, de type Ivan-Rogov, est revenu en Baltique peu après sa mise en service, après un court séjour dans le Pacifique. Il a sans doute fallu en modifier les plans après quelques mois d'expérience (8). Aujourd'hui encore, leurs installations paraissent extrêmement compliquées et assez peu opérationnelles (9), en fait beaucoup moins bien conçues, dès le départ, que celles des 29 bâtiments similaires américains existant.

L'US Navy, pour son matériel, surpasse donc très largement sa rivale soviétique. Mais son avance s'accompagne aussi d'une très grande supériorité sur le plan de l'entraînement et de la valeur des équipages. Dans ce dernier domaine, les navires soviétiques ont accompli des progrès. Cependant, hors des eaux nationales, ils naviguent beaucoup moins que ceux des grandes marines occidentales. De l'avis de la plupart des observateurs et experts navals, l'entraînement des forces de surface n'est qu'assez médiocre.

Le déploiement d'une force navale importante en océan Indien, au moment de l'invasion de l'Afghanistan, a montré que la marine soviétique était maintenant en état de soutenir un effort prolongé loin de ses bases. Mais cela n'a pu se faire qu'au prix d'une moindre présence sur d'autres mers, et notamment en Méditerranée. Dans tous les cas, les navires soviétiques, où que ce soit, ont continué de naviguer assez peu, restant le plus souvent à l'ancre à la limite des eaux territoriales dans des rades foraines ou des mouillages abrités. Cela peut permettre d'aguerrir les équipages, mais ne contribue pas à conférer aux officiers comme au commandement le « sens de la mer » des marins anglo-saxons (10).

## Contraintes géographiques

**L**ORSQU'ON analyse la puissance maritime de l'URSS et ses développements, il ne faut pas oublier que cette nation est soumise à des contraintes géographiques sévères qui limiteront toujours ses possibilités opérationnelles (13). Elle est obligée de scinder ses navires en quatre flottes, confinées dans les deux mers presque fermées dont les débouchés vers les eaux libres (Belt, détroits turcs et japonais) sont tenus par des alliés des Etats-Unis, ou à l'ouvert de deux océans, Arctique et Pacifique, aux conditions climatiques sévères. Pour gagner de plus les eaux où se ferait la décision, ces navires soviétiques seraient forcés de franchir des passages obligés (Islande-Féroé, Gibraltar, détroits malais), où ils seraient attendus (14).

Enfin cette marine, malgré les efforts constants de la diplomatie soviétique, n'a jamais réussi à obtenir outre-mer une base valable. Ce ne sont pas les quelques points d'appui ou facilités secondaires dont elle peut bénéficier ici ou là qui peuvent y remédier ; et ce handicap qui serait très grave en temps de guerre pose déjà en temps de paix des problèmes difficiles pour déployer la flotte dans les zones sensibles. Parler donc, comme le font les médias, de la marine soviétique et de la menace qu'elle représente sans faire état de cet aspect géostratégique des choses, c'est fausser l'analyse dès le départ (15).

On ne peut enfin, à propos d'équilibre militaire entre les deux camps, passer sous silence les armes chimiques, de plus en plus souvent évoquées ici ou là dans des termes qui alarment à juste titre le citoyen moyen. Or il ne manque pas de documents accessibles et qualifiés pour qui veut se renseigner : *Military Balance*, de l'Institut d'études stratégiques de Londres, très lié à l'OTAN ; *Soviet Military Power*, du Pentagone, encore moins contestable par les plus machibés ; rapports de l'UEO sur la « menace » ; ou livres disponibles en librairie (16).

Première remarque : aucun d'entre eux ne donne l'évaluation des stocks d'armes chimiques dans leurs inventaires des armes soviétiques : ce qui semble indiquer, chez ces spécialistes peu suspects de sympathies pour l'URSS, une incertitude beaucoup plus grande que celle affichée dans les discours répétés par la presse.

Dans *Military Balance* 1986-1987, aucune allusion aux armes chimiques dans les cinq pages (31 à 36) d'étude générale des forces soviétiques. Dans les onze pages suivantes (36 à 46), relatives aux équipements, qui pensent la précision des décomptes de matériels à l'unité près, pas un mot non plus sur la question. La seule allusion se trouve finalement page 234, une des trois consacrées à l'équilibre conventionnel, où il est dit que les missiles sol-sol de pacte de Varsovie peuvent dé-

Quant au personnel d'équipage, il ne semble pas que les trois ans de service imposés soient suffisants pour lui donner la qualification technique indispensable. Alors que dans les grandes marines occidentales il se compose uniquement ou en majorité de personnels de carrière, une faiblesse de la marine soviétique souvent ignorée vient de sa proportion trop forte d'appelés - en fait, la presque totalité. Même avec ces trois années de service, leur niveau technique moyen initial est trop bas pour leur donner une autre formation que d'opérateurs. Le taux d'engagements et rengagements étant d'autre part très faible, les officiers maritimes de carrière sont très peu nombreux, 8 % seulement du total des effectifs contre 30 % en France par exemple. Les tâches de maintenance et d'encadrement, qui, dans les marines occidentales, appartiennent normalement aux officiers maritimes, doivent alors être dévolues aux officiers, qui sont 19 % du personnel, alors que ce pourcentage n'atteint pas 12 % en Amérique ou 8 % en France (11).

Autre fait important, les durées d'affectation de ces officiers sont très longues, pouvant atteindre voire dépasser dix ans sur le même bâtiment ou sur un navire identique. Il s'ensuit que, si les officiers connaissent généralement parfaitement leur bâtiment et le matériel qu'ils ont en charge, rares sont ceux qui peuvent acquérir les compétences générales et la polyvalence nécessaires à l'exercice de responsabilités de haut niveau ; l'initiative est peu développée ; le haut commandement, bien qu'on s'efforce de le rajeunir, est dans l'ensemble plus âgé de six à sept ans, en moyenne, que dans les marines occidentales ; le créateur de la flotte soviétique, l'amiral Gorchikov, n'a quitté le service actif, en 1984, qu'à soixante-quatorze ans, contre soixante et un ans pour ses homologues français (12).

ver des têtes explosives, nucléaires ou chimiques, sur leurs objectifs de l'OTAN, ce qui est plutôt maigre.

Le *Soviet Military Power* publié en 1985 par le Pentagone - comme chaque année depuis 1981 - et préfacé par M. Casper Weinberger, alors secrétaire à la défense, consacre effectivement (pages 71 et 72) l'équivalent d'une demi-page aux armes chimiques, mais sans aucune évaluation chiffrée. Il y est dit que l'armée soviétique est mieux préparée que toute autre à se battre dans un environnement chimique, qu'en défense contre les gaz ses soldats reçoivent un entraînement intensif, que ses véhicules sont tous équipés de systèmes de protection et d'alarme, que 80 000 hommes et officiers ont reçu un entraînement spécial et que parmi eux 45 000 sont affectés à l'armée de terre avec 20 000 véhicules spéciaux de détection et de décontamination. La seule précision sortant du cadre défensif consiste à dire qu'« offensivement tous les mortiers, howitzers, canons, lance-roquettes ou missiles sol-sol peuvent être utilisés pour délivrer des armes chimiques », mais toujours sans aucune évaluation des quantités. En sens inverse, il est noté en deux lignes (page 76) que seuls les Etats-Unis ont une capacité de

riposte chimique, sans autre commentaire.

Si l'on possède aussi peu d'estimations chiffrées des stocks d'armes chimiques existantes, c'est en fait qu'elles sont compliquées par la distinction indispensable entre le poids de l'agent chimique et celui de la munition qui le contient. Le chiffre de 300 000 tonnes, le plus fréquemment cité ces dernières années pour l'URSS, s'applique, semble-t-il, aux munitions chargées et correspondrait à environ 30 000 tonnes de charges chimiques (à rapprocher de sa déclaration officielle de 50 000 tonnes). Mais cette distinction n'est pas toujours établie, voire comprise, dans les déclarations publiques. Même les rapports officiels témoignent de cette confusion, puisque les livres blancs britanniques sur la défense, qui se réfèrent en 1983 à 300 000 tonnes d'armes chimiques soviétiques, mentionnent depuis 1984 300 000 tonnes d'agent neurotoxique : ce qui correspondrait alors à l'équivalent - plutôt vraisemblable - de 3 millions de tonnes de munitions chargées (17).

D'après un dossier bien documenté du Groupe de recherche et d'information sur la paix de Bruxelles (18), les Etats-Unis, quant à eux, disposeraient d'environ 30 000 tonnes de produits chimiques. Leur stock total, munitions et conteneurs compris, atteindrait probablement 342 000 tonnes, dont 13 % détériorés, irréparables ou périmés : ce qui correspondrait en fait à un équilibre entre les deux superpuissances. C'est assez vraisemblable quand on se souvient que les Etats-Unis ont refusé jusqu'en 1975 de ratifier le protocole de Genève de 1925 prohibant l'usage des armes chimiques ; ils les ont entre-temps utilisées au Vietnam, et il est très vraisemblable qu'il leur en reste d'anciens stocks ; enfin, M. Ronald Reagan a annoncé dès 1982 la reprise de leur fabrication par son pays, qui dispose de capacités industrielles très supérieures. Et cela explique sans doute la discrétion pour le moins surprenante des instituts d'études stratégiques occidentaux liés à l'OTAN, ou du Pentagone, sur le sujet.

Il ne s'agit pas, en tout cas, d'un secteur crucial, ni d'une arme absolue. Soumise aux phénomènes naturels, en bonne part incontrôlable, l'arme chimique peut conjurer hécatombes humaines et inefficacité militaire - ce qui explique qu'elle n'ait pas été employée dans le dernier conflit mondial, même aux périodes de revers graves des divers belligérants. Si l'on considère par ailleurs en Occident, et singulièrement en France, que les armes nucléaires peuvent dissuader toute attaque, même simplement conventionnelle, le raisonnement s'applique plus encore à une agression chimique condamnée par les accords internationaux.

Dans ces conditions, la remise en fabrication de gaz de combat aux Etats-Unis s'accorde avec la continuité des positions de Washington de 1925 à 1975. En France au contraire, leur retour dans l'arsenal, prévu par la dernière loi de programmation, pourrait répondre à un objectif de conjoncture économique plus que de défense : donner, en période de crise, à l'industrie chimique, qui n'en profitait pas jusqu'ici, une part du gâteau des crédits militaires, comme une subvention déguisée.

## Un piège redoutable

**L** ressort de ce qui précède que le procédé simpliste de comparaison des forces des deux pactes à partir de chiffres bruts de matériels ou d'unités répertoriées ne permet en aucun cas de conclure à la supériorité conventionnelle soviétique, et n'a aucune valeur intrinsèque. Mais surtout, au stade actuel de recherche d'un équilibre militaire acceptable, cette pratique est porteuse d'un piège redoutable, qui nécessite un changement complet de mentalité et de raisonnement pour le déjouer.

En supposant, en effet, qu'un jour l'URSS offre de supprimer unilatéralement des fractions de matériels périmés, dépourvus désormais de valeur militaire, qui encombrant ses forces - par exemple ses 24 000 chars datant de 1948, ou des navires trop anciens, l'opinion occidentale risque d'en conclure à un rééquilibrage rassurant des forces. Or l'opération aboutirait en réalité au résultat inverse : la récupération des centaines de milliers de soldats gaspillés à la garde et à l'entretien de ces matériels permettrait en effet d'augmenter en effectifs les divisions soviétiques armées de matériels valables mais insuffisamment dotées en personnel ; et par conséquent d'accroître considérablement, en dépit des apparences, la menace classique qui pèse sur l'Europe.

La raison bien comprise des Européens voudrait donc, à la veille de conversations sur un éventuel désarmement conventionnel, qu'on change le discours pour le mettre en conformité avec les réalités. Mais trop d'intérêts catégoriels s'y opposent pour qu'on puisse espérer, en temps utile, cette victoire du bon sens.

- (1) *Annuaire des flottes de combat* (F.C.), 1986.
- (2) F.C. 1986, p. 755 à 758.
- (3) F.C. 1982, p. XXII et 1986, p. XXII.
- (4) *Le Monde diplomatique*, octobre 1987.
- (5) F.C. 1982, p. XXII.
- (6) F.C. 1982, p. XXII.
- (7) Jacques Sapir, *Le système militaire soviétique*, La Découverte, Paris, 1988, pp. 68 et 69.
- (8) F.C. 1982, p. XXII.
- (9) F.C. 1986, p. 807.
- (10) F.C. 1982, p. XXII.
- (11) F.C. 1984, p. XXV.
- (12) Id.
- (13) F.C. 1984, p. XXIII.
- (14) F.C. 1980, p. XVIII.
- (15) F.C. 1984, p. XXIV.
- (16) Daniel Riche, *La guerre chimique et biologique*, Belfort, Paris, 1982.
- (17) Document 1076 - Evaluation de la menace de l'Assemblée de l'UEO, 3 novembre 1987.
- (18) GRIP Informations, dossier trimestriel n° 13, hiver 1987 : « Les armes chimiques vraiment », 46 pages, p. 20.



Effet de la mondialisation de l'économie. Les villes de production s'éloignent des régions, ce qui favorise une décentralisation régionale.

Située à la pointe occidentale de l'Europe, la région de la Bretagne est en mesure de bénéficier de l'intensification du développement. Elle dispose d'un potentiel géographique - routes, ports, industrie - qui permet de développer l'agriculture et l'industrie, tandis que les services se développent.

## La recherche du développement

Avec la mondialisation de l'économie, les villes de production s'éloignent des régions, ce qui favorise une décentralisation régionale. La recherche du développement est donc un enjeu majeur pour les régions.

La recherche du développement est un enjeu majeur pour les régions. Elle permet de développer l'agriculture et l'industrie, tandis que les services se développent.

La recherche du développement est un enjeu majeur pour les régions. Elle permet de développer l'agriculture et l'industrie, tandis que les services se développent.

La recherche du développement est un enjeu majeur pour les régions. Elle permet de développer l'agriculture et l'industrie, tandis que les services se développent.

La recherche du développement est un enjeu majeur pour les régions. Elle permet de développer l'agriculture et l'industrie, tandis que les services se développent.

La recherche du développement est un enjeu majeur pour les régions. Elle permet de développer l'agriculture et l'industrie, tandis que les services se développent.

La recherche du développement est un enjeu majeur pour les régions. Elle permet de développer l'agriculture et l'industrie, tandis que les services se développent.

La recherche du développement est un enjeu majeur pour les régions. Elle permet de développer l'agriculture et l'industrie, tandis que les services se développent.



- (1) *Annuaire des flottes de combat* 1980.
- (2) FC 1986, p. 755 à 758.
- (3) FC 1982, p. XXI et 1986, p. XXI.
- (4) *Le Monde diplomatique*, octobre 1982.
- (5) FC 1982, p. XXI.
- (6) FC 1982, p. XXII.
- (7) Jacques Sapir, *Le système naval mondial. La Découverte*, Paris, 1984, p. 69.
- (8) FC 1982, p. XXII.
- (9) FC 1986, p. 807.
- (10) FC 1982, p. XXII.
- (11) FC 1984, p. XXV.
- (12) Id.
- (13) FC 1984, p. XXIII.
- (14) FC 1980, p. XXIII.
- (15) FC 1984, p. XXIV.
- (16) Daniel Bédard, *La guerre chimique*, Beaumont, Éditions 1982.
- (17) Document 1076 - Évaluation de l'état de l'Assemblée de l'OECE, 1986.
- (18) GRIP informations, dossier 1987, 13, février 1987 - Les armes chimiques, 46 pages, p. 20.



**FRANCE TELECOM**  **UN AVENIR D'AVANCE**

## Une ville du tonnerre!

et terre



DIVERSIFICATION, NOUVEAUX DÉBOUCHÉS

service  
industriel

Comment échapper aux pièges de la politique agricole commune

**L**a géographie ne ment pas. Il est aussi difficile de la faire mentir que d'empêcher le mer de monter. C'est très excentré, la pointe de la Bretagne occidentale se console sans peine d'un climat des plus favorable à la terre. A contempler les étendues côtières du nord du Finistère couvertes de choux-fleurs, d'artichauts et de pommes de terre, on ne doute pas un instant que les Bretons sient un profit de l'air doux et humide porté chez eux par le Gulf Stream.

« La Bretagne a toujours été prospère quand elle n'a pas arrêté son regard à l'Hexagone, quand elle a commercé sur les mers. Il est vrai que, selon l'édifice dorsale européenne Rhin-Rhône, nous sommes mal placés. Mais, par rapport aux îles Britanniques, bien au contraire ! Nous sommes la terre agricole et touristique la plus proche de l'Angleterre industrielle. Dès les années 1965-1968, nous avions fait ce constat et demandé

à l'Etat de compléter le désenclavement de la Bretagne par un port en eau profonde dans le nord du Finistère, à Roscoff. »

Le port achevé, les Bretons se sont mis en chasse d'un armateur. « Aucun ne s'est présenté, ni Français, ni Anglais, ni Norvégien. Nous avons dû créer notre propre compagnie, la Brittany Ferries, avec les producteurs de la région, les mutuelles agricoles et les chambres de commerce et d'industrie. Aujourd'hui, nous exploitons neuf bateaux vers l'Angleterre, l'Irlande et l'Espagne. En moyenne trois cents passagers par jour, un million trois cent mille passagers par an. »

4 francs en départ direct des Pays-Bas. Difficile, dans ces conditions, de se placer sur un marché aussi exigeant et convoité que celui de l'Amérique. Comme au temps du premier plan de désenclavement de la Bretagne des années 60, les Bretons ont scellé l'alliance avec les Bretons pour obtenir la mise aux normes internationales de l'aéroport de Brest-Guipavas. La charte de développement signée en février prévoit l'allongement de la piste et l'équipement d'un système d'atterrissage tous temps.

Plus question, désormais, de vendre le moindre légume taché ou légèrement défraîchi ; les produits de la « quatrième gamme » (salades lavées en sachet, berquettas de carottes râpées...) n'ont d'avenir que dans la perfection. « A l'horizon 1992, seules les régions qui auront franchi ce seuil qualitatif grâce à d'importants efforts de recherche émergeront sur le plan international », poursuit le chercheur.

et terre

conscience d'un destin commun entre la cité et son arrière-pays. Mais ces choses ont bien changé depuis la guerre. Le second conflit mondial ne s'oublie pas. Pendant quatre ans, la ville fut bombardée sans répit. Du centre, il ne reste rien. Pour les Bretons, 1945 est une nouvelle année zéro. L'ordre d'une autre cité. Au sortir de la guerre, l'urgent était de désenclaver géographiquement la Bretagne, et en particulier sa pointe occidentale, le département du Finistère. Pris au piège d'une histoire qui éloignait les champs de bataille, les « colons » de Brest ont dû faire alliances avec les campagnards : ceux-ci ont appuyé le projet d'une université ; les citadins ont renvoyé l'ascenseur pour le creusement du port qui revendiquaient les agriculteurs exportateurs de légumes. Tous ont obtenu le vote du « plan routier breton » et la modernisation des communications.

**L'Amérique en vue**  
La vente à l'exportation est déjà une habitude en pays Léonard, la région de Saint-Pol-de-Léon spécialisée dans la production légumière. 60 % des choux-fleurs, 55 % des pommes de terre primeurs, 35 % des échalotes, 20 % des endives partent à l'étranger, essentiellement vers l'Europe. Seul l'artichaut n'a su à ce jour conquérir les tables voisines.

Les Finistériens longent désormais vers l'Amérique du Nord. « Notre région est la plus proche des Etats-Unis et du Canada à vol d'oiseau », reprend M. Gourvenec. New-York, Montréal sont aussi proches de nous que de la Californie, leur fournisseur traditionnel. Mais paradoxalement, c'est nous aussi qui faisons le plus de kilomètres pour y parvenir ! »

En 1967, les légumiers et des entrepreneurs réunis dans l'association Brest Wine ont percé sur le marché américain. Trois mille tonnes d'échalotes, 500 tonnes de tomates ont franchi l'Atlantique, mais, faute de moyens aériens adaptés, les cargaisons ont dû transiter par Paris, Rotterdam et Luxembourg. Résultat, le coût de transport est grimpé à 7 francs par kilo de tomates, contre

1 franc en départ direct des Pays-Bas. Difficile, dans ces conditions, de se placer sur un marché aussi exigeant et convoité que celui de l'Amérique. Comme au temps du premier plan de désenclavement de la Bretagne des années 60, les Bretons ont scellé l'alliance avec les Bretons pour obtenir la mise aux normes internationales de l'aéroport de Brest-Guipavas. La charte de développement signée en février prévoit l'allongement de la piste et l'équipement d'un système d'atterrissage tous temps.

**De la quantité à la qualité**  
« Il faut passer de l'âge de la quantité à l'âge de la qualité », estime M. Yves Tirily, chercheur au laboratoire de microbiologie et biochimie appliquée aux légumes de l'université de Brest. « Le temps de préparation d'un repas est revenu de deux heures trente en 1954 à trente minutes aujourd'hui. La consommation de légumes est en plein boom », on achète de

plus en plus de plats préparés et légumes frais « prêts à l'emploi », mais les consommateurs exigent aussi une qualité sans faille. Plus question, désormais, de vendre le moindre légume taché ou légèrement défraîchi ; les produits de la « quatrième gamme » (salades lavées en sachet, berquettas de carottes râpées...) n'ont d'avenir que dans la perfection. « A l'horizon 1992, seules les régions qui auront franchi ce seuil qualitatif grâce à d'importants efforts de recherche émergeront sur le plan international », poursuit le chercheur.

légumes "Prince de Bretagne"

LA LONGUE EXPORTATION...

C'EST NOTRE AFFAIRE

PRINCE DE BRETAGNE

Bon Appétit !

Prince de Bretagne, Kérisnel, 29250 St-Pol-de-Léon - Tél. 98 69 07 10 - Télex 941 632 - Téléfax 98 29 00 87

IRE  
POINTE.

ION  
ALAFOS

économiques synonymes de stress et de...  
Une loi et puis à la fois, voilà bien la...  
grande chance de Brest, le paradoxe encore...  
répondra, il y a peu.  
Dès aujourd'hui Brest prépare l'avenir...  
de doter des aménagements et équipements...  
d'ici, et des futures entreprises et...  
économiques qui la rejoindront.

EMENTS  
MERRE

Construction d'Océanopolis qui ouvrira...  
en principe 1990, et sera la première ma...  
de la mer française.  
Dernières réalisations qui effleurent une...  
infrastructure urbaine exemplaire, que la...  
ville souhaite encore développer dans l'ave...  
de Brest, compter au futur, la capitale...  
vous attend.

Une ville du tonnerre



## Un pôle océanographique





العدد 150

BILAN DU BOURGUISISME

Les avatars de la modernité en Tunisie

Par CLAUDE LIAUZY

L'ACTUALITÉ confère un intérêt supplémentaire à cet ouvrage publié en novembre 1987 (1), quelques jours après le remplacement inopiné de M. Habib Bourguiba à la tête de la République tunisienne. Seize spécialistes des sciences sociales, réunis par Michel Camau, y dressent un riche état des lieux, avec des tableaux précis du système politique et de l'économie de ce pays. Cela nous vaut de fines analyses des stratégies successives de croissance (le « tout-Etat », puis la libéralisation et l'ouverture) et du « désenchantement économique », qui en est le bilan le plus évident. Les différents protagonistes de la scène publique — le pouvoir, le Destour, les forces politiques — sont présentés de manière claire, ainsi que certains éléments des dynamiques sociales, en particulier la question syndicale, l'intelligentsia et le fait féminin.

Le livre est donc un état des questions très à jour, un outil de travail qui manquait, et qui enrichit la collection « Connaissance du monde arabe » du CNRS. Peut-être un index thématique, un essai bibliographique, auraient-ils été des compléments utiles.

Mais, bien sûr, ce que l'on attend d'un tel ouvrage est d'abord un éclairage de la crise tunisienne. Malgré un inévitable fractionnement disciplinaire et thématique, il propose une problématique globale qui s'ordonne en quatre volets : 1) les origines de la Tunisie contemporaine : le nouvel Etat, la nation, le défi du sous-développement ; 2) l'Etat, maître d'œuvre du développement et de la modernisation de la société, discours et réalités ; 3) les fractures récentes dues aux dynamiques sociales. Enfin, la quatrième partie s'interroge sur la capacité de gestion des conflits par le pouvoir.

\* Professeur au GEMAM (Groupe d'études et d'échanges du monde arabe et musulman), Université Paris-VII.

On aura reconnu la trajectoire et la courbe déclinante de l'un des plus longs leaderships de l'histoire du tiers-monde (de la fondation du Néo-Destour en 1934 à la fin 1987), et la question centrale de la modernité, mythe fondateur du « bourgeoisisme ». L'un et l'autre ont été longuement cultivés par l'élite intellectuelle tunisienne. Ils l'ont été également de ce côté de la Méditerranée : M. Habib Bourguiba a bénéficié d'une longue sympathie, voire d'une rare complaisance, de la part d'une gauche qui se reconnaissait dans cette greffe de l'Occident par un despote éclairé sur une terre arabe jugée ingrate. Raison contre passion, laïcité contre islamisme, république civile entourée de monarchies et de dictatures militaires.

Janvier 1978 (affrontement entre la centrale syndicale UGTT et le pouvoir) ; janvier 1980 (affrontements de Gafsa) ; janvier 1984 (émeutes dites « du pain ») ; avancée islamiste et une fin de règne à haut coût et à hauts risques.

La quête d'une « problématique légitime »

UN autre éclairage aurait été précieux, celui des relations avec les Etats étrangers. Il aurait ajouté quelques soupçons à cette modernité, et replacé les problèmes tunisiens dans une géo-politique méditerranéenne et arabe dont les puissances occidentales et les pays voisins sont une composante.

Mais, surtout, les phénomènes de délocation de la société (différenciation sociale, crise des classes moyennes, blocages de la mobilité, question ouvrière, paupérisme, phénomènes de génération, urbanisation), les mouvements sociaux (poussées revendicatives et émeutières), et radicalisation islamiste) qui ont bouleversé le paysage tunisien demeurent dans l'ouvrage au second plan, et sont vus à partir de l'Etat. On reste au seuil de ce qui est peut-être la question-clé : la quête par les sociétés du tiers-monde d'une « pro-

blématique légitime », au sens où l'entend Pierre Bourdieu.

Ni la pensée théologique ni la fascination de l'Occident ne peuvent réinterpréter les héritages symboliques de manière progressiste et fonder un consensus du tiers-monde. Si la crise actuelle est bien celle de la mondialisation contradictoire de la modernité, la question concerne très directement tous ceux qui se préoccupent des rapports entre l'Occident et le tiers-monde.

(1) Tunisie au présent. Une modernité au-dessus de tout soupçon ? Sous la direction de Michel Camau, Centre national de la recherche scientifique, Paris, 1987, 420 pages, 150 F.

(2) Cf. Hisham Sharabi, Neopatriarchy, A Theory of distorted changing contemporary Arab Society, Oxford Press, New-York, 1987, et Arab Studies Quarterly, 1987, vol. 9, n° 1.

PRIX SIMON-BOLIVAR 1988

Le Vicariat de la solidarité du Chili aux côtés des victimes de la dictature

L'UNESCO a attribué, le 29 mars 1988, le prix international Simon-Bolívar 1988 au Vicariat de la solidarité du Chili, candidat présenté par le Conseil de l'Europe.

Le jury, composé de personnalités provenant de toutes les régions du monde (MM. K. Bakri, H. Lopes, A. Uslar Pietri, L. Echeverría, G. Parthasarathi et W. Soyinka, prix Nobel de littérature) et présidé par M. Claude Julien, directeur du Monde diplomatique, a déterminé son choix « en raison de la lutte incessante du Vicariat de la solidarité pour la défense des libertés et en faveur du respect des droits de l'homme. En mettant en œuvre une solidarité précieuse et efficace à l'égard des femmes et des hommes soustraits de leur dignité, le Vicariat de la solidarité a perpétué le message et l'héritage universels de Simon Bolívar ».

Mgr Juan Francisco Fresno, cardinal-archevêque de Santiago, dont dépend directement le Vicariat, a été invité à recevoir le prix des mains du directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, au cours d'une cérémonie qui se tiendra au siège de l'organisation à Paris le 21 juillet prochain.

Par PIERRE KALFON

A U cœur de Santiago, à la fin des quartiers pauvres, la plaza de Armas semble sortie d'un livre d'images : palmiers, kiosques à musique, fontaines paisibles, photographes et crieurs de chausures. Sur les bancs publics, à l'ombre des grands arbres, beaucoup de monde toujours. C'est là, flanquant la vieille cathédrale, au fond d'un immeuble gris et sans grâce que, depuis près de quinze ans, fonctionne le Vicariat de la solidarité du Chili.

Quelques semaines après le 11 septembre 1973, date du coup d'Etat du général Pinochet contre le président Salvador Allende, un Comité académique pour la paix au Chili avait été constitué mis en place par les Eglises catholiques, réformées, méthodistes et par la communauté juive. Objectif : protection des personnes poursuivies par le nouveau régime, demandes d'habas corpus, assistance économique et sociale pour les cas les plus difficiles, surtout, information de l'opinion et rédaction de rapports sur la nouvelle situation du Chili sous la dictature. Les militaires virent le danger : arrestations de prêtres et d'avocats n'y faisant rien, le général Pinochet dissout en 1975 ce Comité pour la paix. Rôle assumé par le cardinal Silva Henríquez, alors archevêque de Santiago. Il créa, avec les mêmes hommes, le Vicariat de la solidarité.

Depuis lors, le Vicariat est devenu l'institution chilienne la plus connue dans le monde pour sa résistance à la dictature, celle qui a rendu confiance à ceux qui savent que le Chili n'est pas seulement celui de M. Pinochet et de ses soldats.

Essaimant dans tout le pays, le Vicariat a organisé un réseau efficace de défense des droits de l'homme. Aujourd'hui, quiconque a souffert de la répression pour soi-même, sa famille, sa communauté, ne s'adresse plus à la justice officielle, déconsidérée parce que le plus souvent aux ordres, mais fait appel spontanément au Vicariat.

Le Vicariat a formé des équipes assez admirables de juristes, psychologues, médecins, assistants sociaux, etc., qui examinent cas par cas, conseillent, interviennent, utilisent tous les espaces légaux que le régime a laissé subsister.

LORSQUE les Chicago boys du général Pinochet décident froidement que le prix à payer pour la relance économique sous le signe du laissez-faire sera le chômage et le meurtre pour tout un secteur pauvre de la population, c'est le Vicariat qui organise très vite dans les populations soupes populaires, refectoirs pour enfants, ateliers artisanaux...

Lorsque les arrestations se multiplient dans les populations après chaque protestation (manifestation de protestation), c'est encore le Vicariat qui explique comment et surtout pourquoi il est important pour chacun de connaître et de défendre ses droits.

Mais ce qui a forcé l'admiration et le respect des organismes internationaux, c'est le sérieux et la minutie irréprochables avec lesquels chaque atteinte aux droits de l'homme est rapportée, consignée, combattue légalement. Désormais, les agents du régime n'osent plus de porter la controverse sur ce terrain-là : ils savent qu'ils seront ridiculisés. Hormis les tentatives de caractère « terroriste » — ayant entraîné mort d'homme — qu'il refuse de défendre, le Vicariat apporte son soutien à tout citoyen, quelle que soit son appartenance politique.

La travail du Vicariat revêt une dimension proprement historique, dont on n'apprécie sans doute l'importance réelle que dans l'avenir, quand l'Etat de droit sera rétabli dans un Chili revenu à la démocratie. Toute intervention est en effet archivée, mise en mémoire, prête à être consultée. Demain, les pages noires de l'histoire du Chili seront écrites à partir de cette documentation de première main. Personne n'aura le droit de dire : « Je ne savais pas ».

En lui attribuant son prix international Simon-Bolívar 1988, l'UNESCO ne lui a pas seulement offert 25 000 dollars, qui seront utilement dépensés. C'est son honneur d'avoir récompensé une institution qui fait honneur à l'homme.

Colloques et rencontres

Etat et conflits sociaux dans les sociétés à solidarité plurielles : le cas du Liban. Les apports du philosophe Mahdi Allal (1936-1987). Journées d'études, les 6 et 7 mai au CNRS à Ivry. (Groupe de recherches sur le Magreb et le Moyen-Orient, université de Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris. - Tél. : (1) 43-36-25-25, poste 4701.)

Eglises et développement. Un week-end d'information du Centre de rencontres et d'échanges pour le développement, les 14 et 15 mai à Rennes. (CRED, 14, boulevard Louis-Volclair, 35056 Rennes Cedex. - Tél. : 99-32-32-61.)

L'Europe de 1993. Séminaire organisé par le Centre de formation aux réalités internationales, le 17 mai à Paris. (CEPRI, 30, rue Cabanis, 75014 Paris. - Tél. : (1) 45-65-25-00.)

Le dirigeant et les choix informatifs d'aujourd'hui. Deux journées de séminaire, les 19 et 20 mai, à l'initiative de l'Université libre de Bruxelles, à la ferme de la Biance (au sud de Nivelles). (M. Luc Golvers, Baron de Vironlaan, 31, 1710 Dilbeek, Bruxelles.)

La Turquie : un partenaire pour la France. Séminaire du Centre français du commerce extérieur, le 19 mai à Paris. (CFCE, 10, avenue d'Iéna, 75783 Paris Cedex 16. - Tél. : (1) 45-05-31-17.)

L'intégration des jeunes d'origine immigrée en France et en Europe. Colo-

que de l'Agence pour le développement des relations interculturelles, les 25 et 26 mai à Vaucresson. (ADRI, 42, rue Cambronne, 75015 Paris. - Tél. : (1) 43-06-21-73.)

Babel communication. Sixième congrès national des sciences de l'information et de la communication, les 26, 27 et 28 mai à Strasbourg. (Centre universitaire d'enseignement du journalisme, 10, rue Schiller, 67000 Strasbourg. - Tél. : 88-36-30-32.)

Le droit à la famille. Université de printemps, du 30 mai au 3 juin à Lyon, à l'initiative de l'Institut de l'enfance et de la famille. (3, rue du Coq-Héron, 75001 Paris. - Tél. : (1) 42-97-40-03.)

Forum européen contre la pauvreté. A Bruxelles, du 31 mai au 2 juin, organisé par le Programme européen contre la pauvreté. (ISG Sozialforschung und Gesellschaftspolitik, Barbarossaplatz, 2, Postfach 260244, D-5000 Cologne 1. - Tél. : (221) 23 54 73.)

La défense de l'Europe et le rôle médiateur de la France. Le Groupe de recherche et d'information sur la paix organise le 25 mai à 20 h, au Parlement européen, une conférence sur ce thème avec la participation de Paul-Marie de La Gorce, collaborateur du Monde diplomatique. (GRIP, rue Van Hoede, 33 - B 1030 Bruxelles. - Tél. : (19-32-2) 241-80-96 ou 241-84-20.)

Dans les revues...

LE L'ÉVÉNEMENT EUROPÉEN. Une nouvelle revue qui souhaite « mettre à jour les problèmes européens et favoriser l'émergence de réponses européennes à ces problèmes ». La première livraison, intitulée « La gauche dans tous les états », s'ouvre par une étude très dense d'Edgar Pisani, qui analyse une ambition commune aux pays du Vieux Continent : l'épanouissement démocratique. Des parlementaires, ministres - anciens ou en activité - des écrivains, des syndicalistes, des sociologues de plusieurs pays réfléchissent à l'avenir de la gauche et du socialisme dans une perspective à la fois nationale et européenne. La revue a d'emblée trouvé un ton propre et une perspective originale. (N° 1, avril, trimestriel, 75 F. - Éditeur : Centre d'études des jeunes nations, 31, place Bellecour, 69002 Lyon Cedex.)

DEFENSE NATIONALE. La défense de la France exposée par M. André Girard, et une analyse, par le général A. Bess, du pouvoir de décision du chef de l'Etat en ce qui concerne les armées nucléaires. (Mai, mensuel, 30 F. - 1, place Joffre, 75007 Paris.)

INFORMATIONS ET COMMENTAIRES. Un dossier sur « crise financière et économique mondiale » le 1er octobre 1987 et-l'ensemble des études 1er février - 1er mai 1988. (N° 48, 1er trimestre, 30 F. - Centre d'études des jeunes nations, 31, place Bellecour, 69002 Lyon Cedex.)

POLITIQUE ÉTRANGÈRE. La revue consacre le fronton de son dernier numéro au trach, à ses conséquences, à ce qu'il a révélé (détails de l'Amérique). Un dossier : la déclaration de trente-trois économistes « pour résoudre la crise ». Par ailleurs : l'Inde, la Tunisie, la dette latino-américaine, les sommets Gorbatchev-Réagan. (4-57, trimestriel, 66 F. - EPRF, 6, rue Fernand, 75003 Paris Cedex 14.)

CADMO. Un dossier consacré à l'Europe dans la tourmente financière avec, notamment, un article de Louis Wils sur les risques d'aggravation des disparités régionales que recèle l'acte unique. (N° 48, 1er trimestre, 66 F. - EPRF, 6, rue Fernand, 75003 Paris Cedex 14.)

LETTRE INTERNATIONALE. Un texte plus que sévère - dépit amoureux ? - de Paul Thibaud sur l'Europe. Des vues sur les « courants transatlantiques » et sur les sommets Gorbatchev-Réagan. De Vercors, un texte sur la violence. (N° 16, mars, trimestriel, 42 F. - 14-16, rue des Petits-Hôtels, 75010 Paris.)

CPE BULLETIN. Une étude sur l'évolution de 1992 pour l'industrie européenne de l'automobile, qui conduit à la néces-

sité, pour la CEE, de mettre en œuvre une politique commune afin de résister à l'offensive asiatique. (N° 45, février-mars, dix numéros par an, abonnement annuel : 936 F. - ADITECH, 96, boulevard Auguste-Bismarck, 75013 Paris.)

LES DOSSIERS DU MILITANT. Des documents et des données qui méritent d'être connus bien au-delà des milieux syndicaux. Dans la dernière livraison, une étude sans complaisance sur l'industrie française et une réflexion sur l'Europe de 1993. (N° 2, mars-avril, bimestriel, prix non indiqué. - CEDI, Fédération des finances et affaires économiques, 26, rue de Valenciennes, 75009 Paris.)

EUROP. Une série d'enquêtes sur le portebanquiers dans les pays de l'Est, sur les milieux de Tcherebny, et sur les économies du sud de l'Europe. (Avril, trimestriel, 50 F. - 33, rue de la Loi, 75002 Paris.)

TERMINAL. Une enquête sur l'information à l'Est et sur la diffusion de la micro-informatique en Union soviétique. (N° 37, mars, bimestriel, 25 F. - 18, rue de Valenciennes, 75014 Paris.)

RECHERCHES INTERNATIONALES. Cette revue de l'Institut de recherches marxistes traite des expériences de transition démocratique : Portugal, Philippines, Amérique latine. (Hiver 1987-1988, trimestriel, 60 F. - 64, boulevard Auguste-Bismarck, 75013 Paris.)

THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS. Une étude de James Chace sur les raisons de l'offensive américaine contre le général Noriega, homme fort du Panama. (28 avril, bimestriel, 2 dollars. - 250 West 57th Street, New-York, NY 10019.)

NACLA. Importation de dossier sur le Honduras, et un texte d'Edgardo Galeano sur le Nicaragua. (Février, bimestriel, 3,5 dollars. - 151 West 19th Street, 9th Floor, New-York, NY 10011.)

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE. Un article de Daniel Van Boven sur l'Amérique centrale « entre la démocratie ambiguë et la paix altérée » et trois dossiers : sur Haiti, sur le Brésil et sur l'économie de la cocaïne. (N° 87, mars, trimestriel, 50 F. - La Documentation française, Paris.)

ÉCONOMIE ET HUMANISME. Une série d'études sur « l'Etat et marché en Asie du Sud-Est et orientale » et une enquête sur un sujet capital : l'avenir des activités économiques dans les campagnes. (Mars-avril, bimestriel, 50 F. - 14, rue Antoine-Dumont, 69372 Lyon Cedex 08.)

VERS LA VIE NOUVELLE. Un dossier sur la crise en Nouvelle-Calédonie, notamment sur l'exercice discriminatoire de la justice. (N° 1, mars, mensuel, 15 F. - 67, rue de Valenciennes, 75009 Paris.)

REVUE D'ÉTUDES PALESTINIENNES. Un thème unique : « La révolte des pieux ». Des entretiens avec MM. Yasser Arafat et Bruno Kreisky, et entre autres analyses, un article de Camille Massour sur l'appréhension des perspectives de règlement à la suite du soulèvement des territoires occupés. (N° 27, printemps, trimestriel, 55 F. - Éditions de Minuit, Paris.)

PROBLÈMES POLITIQUES ET SOCIAUX. Un dossier consacré à la Méditerranée, avec des articles sur la stratégie des deux Grands, les forces navales et la politique des pays riverains. (N° 582, 15-avril, bimestriel, 24 F. - La Documentation française, Paris.)

IL EST UNE FOIS. Le réveil de l'Asie : « Le défilé de la « dérive » : Achille Mbembe y traite en particulier de la renaissance des religions ancestrales et des sociétés secrètes. (Mars, mensuel, 30 F. - Temps présent, 68, rue de Valenciennes, 75007 Paris.)

POLITIQUE AFRICAINE. Un article de Michel Cazen sur la crise du nationalisme « entre deux livres consacrés à la grande partie au Mozambique en guerre. (N° 25, mars, trimestriel, 70 F. - Karthala, Paris.)

AUJOURD'HUI L'AFRIQUE. M. Achel Ibn Omar, président du GUNT, s'exprime sur les perspectives de paix au Tchad. D'autre part, un entretien avec Gérard de Bernis sur les relations économiques internationales. (N° 37, trimestriel, 25 F. - 21, rue Marceau, 93100 Montreuil.)

BULLETIN CRIDEV. Un dossier sur les déplacements de populations en Ethiopie, avec un effort pour expliquer une politique et des contrastes souvent mal perçus. (N° 75, avril, mensuel, 12 F. - 41, avenue Janvier, 35000 Rennes.)

CONJONCTURES. Dans un bon texte, Thierry Heusch s'interroge sur le silence du politique et sur l'apathie à penser le désastre. (N° 9, printemps, bimestriel, abonnement annuel : 21 dollars canadiens. - 4076 Saint-Hubert, Montréal, Québec, H2L 4A8.)

LA NOUVELLE REVUE SOCIALE. Un grand débat sur le revenu minimum d'insertion ; une table ronde sur la Révolution française. (Nouvelle série, n° 4, 23 avril, bimestriel, 50 F. - 10, rue de Valenciennes, 75014 Paris Cedex 07.)

PEUPLES EN MARCHÉ. Une rétrospective contre « la dias Fric », une interrogation sur les accords de Lomé, le point sur la préparation de la convention des droits de l'enfant. (Avril, mensuel, 11 F. - 10, rue Lasserre, 69001 Lyon.)

LIEUX DE L'ENFANCE. Une série d'enquêtes sur les raisons du choix professionnel des enfants. (N° 12, 1987, trimestriel, 85 F. Ed. Privat, Toulouse.)

RÉPUBLIQUE. A signaler, en particulier, un débat sur le thème « Intégration et citoyenneté », ainsi qu'un dossier « Devant nous, la crise ». (N° 2, mars, trimestriel, 80 F. - Éditions du 10-mai, Paris.)

L'ACTUALITÉ RELIGIEUSE. Un numéro spécial consacré à l'affaire Lefèvre : la menace du schisme qui fait planer l'événement, les attaques contre l'occultisme, la liberté religieuse et le concile Vatican II. (N° 55, avril, mensuel, 28 F. - 163, boulevard Malesherbes, 75009 Paris Cedex 17.)

LE SUPPLÉMENT. Cette revue d'éthique et de philosophie morale consacre un dossier à « une clarification du concept de l'écrit », « au-delà de l'école ». (Avril, trimestriel, 53 F. - 8, rue François-Villon, 75015 Paris.)

SCIENCE ET TECHNOLOGIE. Un dossier particulièrement éclairant sur les politiques scientifiques prôonnées par les candidats à l'élection présidentielle. (N° 4, avril, onze numéros par an, 30 F. - 15, rue Fénelon, 75010 Paris.)

NEOLOGIE LEXICALE. La deuxième livraison, consacrée cette fois au français, d'une revue de chercheurs qui suivent de près la production de néologismes. (N° 2, décembre, périodique non indiqué, 70 F. - GRIL, ERLA, couleur 46-56, deuxième étage, université Paris-7, 2, place Jussieu, 75251 Paris Cedex 05.)



## Survivre grâce à la culture

dan

1001

---

## La révolution pour une bière

(1) *La vie et demie*, Seuil, Paris, 1979.

(1) *La vie et demie*, Seuil, Paris, 1979.



1520

# livres

## TIERS-MONDE

**POLITIQUES ET PRATIQUES DANS LES PAYS EN VOIE DE DÉVELOPPEMENT.** — Nicole Haumont et Alain Buisson. La direction de la recherche.

Sous ce titre sont publiés, avec les livrets de lecture, les travaux de la direction de la recherche sur les politiques et pratiques dans les pays en voie de développement. Ce numéro est consacré à la politique de développement. Les auteurs ont été choisis pour leur expertise et leur connaissance des pays en développement. Les livrets de lecture sont destinés à faciliter la lecture et la compréhension des textes.

CLAUDE LAMINE

## ÉCONOMIE

**ALCOOL ET POUVOIR DES TRAMMALES.** — Frédéric Chazotte et Michel Negi.

L'étude effectuée par Frédéric Chazotte et Michel Negi porte sur le rôle de l'alcool dans le développement des pays en développement. Les auteurs analysent les effets de l'alcool sur la santé, l'économie et la société. Ils montrent que l'alcool est un facteur de développement et que son rôle doit être pris en compte dans les politiques de développement.

CLAUDE LAMINE

# du mois

## HISTOIRE

**L'EMPIRE TRIOMPHANT 1871-1936. I. Asie occidentale et équatoriale.** — Gilbert Comte.

Un empire ne se bâtit jamais sans horizons et violence. Gilbert Comte dans ce livre nous fait découvrir l'histoire de l'empire français en Asie occidentale et équatoriale. Il nous montre comment l'empire a été construit et comment il a évolué. Les auteurs analysent les effets de l'empire sur la France et sur les pays colonisés.

CLAUDE LAMINE

**DÉCOLONISATION.** — Pierre Chénou.

Dans l'histoire précise et claire du grand empire d'État, Pierre Chénou nous fait découvrir l'histoire de la décolonisation. Il nous montre comment la France a été contrainte de se retirer de ses colonies et comment elle a géré cette transition.

GEORGES BUIS.

**LES MAQUIS DE LA LIBERTÉ.** — Robert Barillet.

La décolonisation n'est pas seulement une affaire de guerre, mais aussi une affaire de justice. Robert Barillet nous fait découvrir l'histoire des maquis de la liberté. Il nous montre comment les maquis ont été utilisés pour lutter contre l'oppression et pour défendre la liberté.

JACQUES DECORNOY.

## SOCIÉTÉ

**L'EMPLOI, UN CHOIX DE SOCIÉTÉ.** — Guy Roustan.

Dans ce petit livre très intéressant, Guy Roustan nous fait découvrir l'histoire de l'emploi. Il nous montre comment l'emploi a évolué au cours des siècles et comment il est lié à la société. Les auteurs analysent les effets de l'emploi sur la société et sur l'économie.

J.L.G.

**DU SUSPECT AU COUPABLE : LE TRAVAIL DE POLICE JUDICIAIRE.** — René Lévy.

Les résultats remontent en cause les bases mêmes du discours économique et judiciaire. René Lévy nous fait découvrir l'histoire du travail de police judiciaire. Il nous montre comment le travail de police judiciaire a évolué au cours des siècles et comment il est lié à la société.

C.B.

**L'EMPLOI EN MIETTES.** — Alain Lebaube.

Dans un style court, Alain Lebaube nous fait découvrir l'histoire de l'emploi en miettes. Il nous montre comment l'emploi a été fragmenté au cours des siècles et comment il est lié à la société. Les auteurs analysent les effets de l'emploi en miettes sur la société et sur l'économie.

J.L.G.

**UN MYTHE POLITIQUE : LA RÉPUBLIQUE JUIVE.** — Pierre Birbaumer.

La France a connu deux types d'antisémitisme se nourrissant l'un l'autre mais néanmoins radicalement différents. Pierre Birbaumer nous fait découvrir l'histoire de la République juive. Il nous montre comment la République juive a été utilisée pour justifier l'antisémitisme et pour défendre la République.

ALAIN GRESLI.

# Une histoire du couple liberté-laïcité

Par YVES FLORENNE

La laïcité est une notion assez généralement méconnue, et la plus souvent réduite à une simple affaire d'école. Question importante, certes, mais à l'extérieur d'une réalité fondamentale, en dehors de quoi elle n'a pas de sens : l'existence ou la fondation d'un État laïque. Paradoxe apparent, c'est en somme à l'Eglise romaine, dès ses origines, qu'on doit la formation de deux « états » dans la société, par la distinction qu'elle opéra entre le clerc et le laïc. Entendu que le premier, du haut de la transcendance, avait autorité sur le second. Autrement dit : le plus humble des moines, sur le roi théocratiquement. Car on sait ce qu'il en fut, et comment, à l'occasion, les rôles se retournèrent, voire les papes. C'est que, tout de suite, le pouvoir laïque, c'est-à-dire civil, entendit marquer avec force la réalité et l'étendue de son autorité. Ce serait trop beau que la laïcité de l'État en France ait été vigoureusement marquée pour la première fois par le futur Saint Louis s'élevant contre « les exactions imposées par le clergé de Rome (sic) aux églises de notre royaume ». Même si la célèbre Pragmatique sanction fut fabriquée deux siècles plus tard pour donner du poids à la propre Pragmatique de Charles VII, il s'agit bien des libertés d'une Eglise gallicane, à laquelle Bossuet, dans Louis XIV, donnèrent un éclat définitif, et dont Rome, de mauvaise gré, dut s'accommoder.

La Révolution apportera non la rupture mais ce qui, au regard de Rome, était pire : la subordination du clergé par la constitution civile. Il revint à la Troisième République de procéder, en 1905, à la séparation radicale, que n'avait d'ailleurs pas attendue, pour écarter, la « nouvelle guerre de religion » ou des « deux France ». Qui fut dans une large mesure celle de la droite contre la gauche. On verra, avec Emile Poulat, comment cette guerre s'est progressivement apaisée, d'autant que la puissance temporelle de l'Eglise et même son influence spirituelle décroissent. Dans ce contexte, si elle se rallume par brèves flambées à propos de l'école, la revendication de l'enseignement « libre » (libre de l'État) est d'abord celle de la liberté tout court. Le couronnement de la laïcité, ce fut d'être inscrite pour la première fois, en 1946, dans la Constitution de la République.

Leur recherche ne débouche-t-elle pas, pour l'homme, sur moins de bienfaits que de dangers de mort ? Une mise en garde. L'auteur emploie souvent le mot « libéralisme ». Il faut bien ne pas perdre de vue que c'est dans son sens premier, politique et de « gauche » : idéologie et institution de la liberté. La mot crée l'équivoque, dont jouent les « libéraux », et il vise vers son contraire ou ne signifiant plus, ou d'abord, que liberté économique. Qui est, pour quelques-uns, la liberté d'exploiter les autres, à tout le moins de les dominer. Ce libéralisme-molette s'expose avec la plus généreuse autorité aux Etats-Unis, jusque dans la croyance que les pauvres méritent leur pauvreté, — et qu'ils le prouvent par leur inouïable incapacité à devenir riches. Bien entendu, ils n'en sont pas moins libres. Une liberté bien réelle, sympathique quand elle est pittoresque : c'est celle de nos clochards. Ailleurs, celle de mourir de faim au trop grand soleil.

Le libéralisme authentique engendre l'idéologie des droits de l'homme, dont Emile Poulat constate qu'elle « s'est constituée en rupture avec les principes du catholicisme, et [qu'] il ne pouvait en être autrement ». Il n'en est pas moins, impitoyablement, l'affirmation contraire à laquelle Gilson donne tout son poids : « Les droits de l'homme nous sont beaucoup plus chers qu'aux incroyants, car ils ne se fondent pas sur eux, sur l'homme, qui les oublie, au lieu qu'ils se fondent pour nous sur les droits de Dieu, qui ne nous permet pas de les oublier. » Le même souci d'objectivité fait admettre volontiers à l'auteur que le christianisme original inspire la Déclaration des droits, qui n'éveille à Rome que méfiance hostile. Il entend rappeler aussi que « l'Eglise de droit a précédé largement l'Etat de droit ». Celui-ci succède donc à celle-là, dans une perspective laïque de liberté. Et il va conclure sur la nécessité primordiale de « dépasser la vieille problématique Eglise-Etat ». Sur quoi il franchit le pas : « Une nouvelle laïcité est née... Ne dirait-on pas mieux : une nouvelle civilisation, qui suppose le désamarrage des passions religieuses, l'entrée tous ensemble dans un monde nouveau de la culture ? (2) »

(1) Emile Poulat, *Liberté, Laïcité* — La guerre des deux France et le principe de la modernité, Cerf/Cujas, Paris, 1968, 448 pages, 135 F.

(2) Sur ce thème il faut lire *Laïcité 2000*, Actes du colloque national organisé par la Ligue de l'enseignement et de l'éducation permanente, Edilig, Paris, 1987 (voir le Monde diplomatique, mars 1988).

## CULTURE

**L'ARENE DE L'ART.** — Henri Cocco et Pierre Gaudier.

« Culture », « Art », « Dictionnaire », Paris, 1988, 232 pages, 85 F.

Dans les semaines qui suivirent le krach de Wall Street d'octobre dernier, une toile de Van Gogh, *Les iris*, atteignait son prix de 330 millions de francs, une somme jamais atteinte par un tableau. Ainsi, dans une économie déprimée, l'art connaît un regain de valeur et de prestige. L'objet d'extremes spéculations.

Quels liens unissent la création artistique à la mode culturelle et à l'économie internationale ? Telle est l'une des questions fortes à laquelle répondent, dans cet ouvrage foisonnant d'idées, Pierre Gaudier, fondateur de l'ARC et théoricien de l'art, et Henri Cocco, peintre et professeur à l'école des beaux-arts.

Ces deux auteurs expliquent, à tour de rôle, avec intelligence et clarté, certaines problématiques culturelles d'une rare complexité : par exemple, quelle étrange alchimie — faite de déformations, de manipulations, de communication médiatique et de flux financiers — produit aujourd'hui un « art international » ? Pourquoi le dessin-monde et ses artistes en sont-ils exclus ? Quelles sont les lois du marché de l'art ? Comment surgissent les vagues de l'art et les vagues de la mode ? Devient la relation qu'établissent l'art, la société et l'économie, les auteurs proposent des solutions pour soigner les graves maux d'une culture contemporaine de plus en plus fascinée par l'argent, séduite par les médias et figée par le conformisme.

IGNACIO RAMONET.

## RELIGION

**EGLISES ET ORDRE COLONIAL EN NOUVELLE-CALÉDONIE.** — Jean-Marie Kohler.

« Témoignage chrétien », Paris, 1987, 48 pages, 40 F.

« Les déclarations faites par les Eglises (ou par certaines de leurs composantes officielles) depuis les années 80 peuvent donner à penser qu'elles se sont résolument engagées dans une lutte morale, et ce n'est pas politique, contre les injustices de l'ordre social établi », en Nouvelle-Calédonie. Toutefois, observe Jean-Marie Kohler, « les avancées enregistrées à cet égard s'autorisent peu à conclure à un changement radical ».

Qu'il s'agisse, en effet, de l'Eglise catholique ou de l'Eglise évangélique libre, aucune ne réussit véritablement à « se situer dans l'histoire » ni à dépasser une analyse éthique — voire naturaliste — du fait colonial.

L'auteur relève cependant, au-delà des « tentatives lourdes des institutions religieuses », l'existence de courants plus volontaristes, à commencer par l'Eglise évangélique. Et surtout les communautés néo-calédoniennes de base s'efforcent d'être éthiques à la faveur de villages internes qui reproduisent les divisions de la société civile.

JEAN-PIERRE ALAUX.

# ECONOMICA

NOUVEAUTÉS

L'ÉTAT	Bernard CHARBONNEAU	200 F
STRATÉGIES ET COMPÉTITIVITÉS DANS L'INDUSTRIE MONDIALE	Guy CRESPI	185 F
LA GRANDE CRISE MONDIALE 1929-1939	Charles P. KINDLEBERGER	185 F
LA DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE DE L'INNOVATION	M. AMENDOLA/J.-L. GAFFARD	98 F
UNE FRANCE SANS USINES ?	Jean-Louis LEVET	160 F
MACROÉCONOMIE - Exercices et corrigés	B. BERNIER, R. FERRANDIER, Y. SIMON	98 F
HISTOIRE COMPARATIVE DES IDÉES POLITIQUES - Tome I	Maurice ROBIN	250 F

Chez votre LIBRAIRE ou chez ECONOMICA : 48, rue Harcourt, 75015 PARIS - Tél. 45-75-82-56 / 45-75-12-82

**VIANDE FRAICHE ARGENTINE POUR LE CORPS DIPLOMATIQUE (POSSIBILITÉ HALAL-CACHER)**

— Autres produits alimentaires ;  
— arrivages de l'Argentine par avion garantis ;  
— expéditions partout dans le monde.

**carnar France** 

17, rue de la Corniche - 75007 Paris  
Tél. : 20 60 88 F - Tél. : 47-05-98-61



## UNE HISTOIRE VENUE D'OUTRE-ATLANTIQUE

## Le capitalisme contre le citoyen

Par JACQUES DECORNOY

**P** RINTEMPS 1981. Le gouvernement socialiste est formé à Paris. L'Elysée s'interroge : où va l'économie mondiale ? L'ambassadeur de France aux Etats-Unis téléphone à M. Anthony Solomon, président du New-York Fed, qui lui annonce l'imminence d'une récession. La même question est posée par le ministre français des finances au Trésor américain, qui prévoit une sérieuse expansion. M. Mitterrand (selon M. Solomon) se fie aux prévisions du Trésor : « Allons-y et choisissons le chemin de l'expansion car le Trésor américain nous a donné de telles assurances », dit-il lors du premier conseil des ministres. C'était oublier que le pouvoir et le savoir n'étaient pas entre les mains des politiques, mais sous le contrôle du système technocratique-financier de la Réserve fédérale - à Washington et à Wall Street. On connaît la suite : ce fut la récession...

Cette anecdote, qui reflète à la fois le réel équilibre des forces aux Etats-Unis et au sein du monde occidental et l'ignorance des véritables rapports de puissance, est rapportée dans un de ces rares livres fondamentaux qui permettent de comprendre comment fonctionnent nos sociétés, et ne fonctionnent point du tout nos démocraties. Huit cents pages au fil desquelles William Greider pénètre dans le « temple » - la Réserve fédérale - et montre où se situe le pouvoir aux Etats-Unis (1). En cette année électorale - aux Etats-Unis, mais en France aussi - le lecteur d'un tel ouvrage est conduit à s'interroger sur la valeur d'un bulletin de vote, et, s'il en était encore besoin, sur le sens du mot liberté dans les sociétés dites libérales, ou plutôt, car tel est leur véritable qualificatif, capitalistes (2).

## Une structure de classes

**W**ILLIAM GREIDER retrace l'histoire du système financier « public » - la Réserve fédérale, ou Fed - depuis sa naissance en 1913, qui, note-t-il, a fixé « les limites permanentes » de la démocratie américaine en consacrant la toute-puissance des banquiers les plus influents au détriment « du monde du travail, des fermiers et du petit business ». C'est à une véritable analyse de classes que se livre l'auteur. Ceux qui dominent aujourd'hui la société américaine, ce sont les 2 % de familles qui détiennent 30 % des avoirs en liquide, 50 % des actions possédées par les personnes privées, 39 % des obligations des sociétés et du gouvernement, 71 % des valeurs non taxées émises par les municipalités, 20 % des biens immobiliers, 10 % des familles possédant 86 % des actifs financiers nets (hors institutions). A l'autre bout de la chaîne, 55 % des familles ne possèdent rien, ou sont endettées. Seuls les 10 % de la couche « supérieure » intéressent Wall Street.

Et pourtant, tous les Américains peuvent voter. Remarque, à ce propos, de William Greider, analysant la campagne de 1984 : « Etant donné l'état de décomposition de la démocratie « électorale », à peine plus de la moitié des Américains votaient lors des élections présidentielles. L'électorat actif rassemblait les Américains les plus instruits, les plus prospères - les mêmes qui, en gros, profitaient des taux d'intérêt élevés. Les Américains endettés, bien que majoritaires, comp-

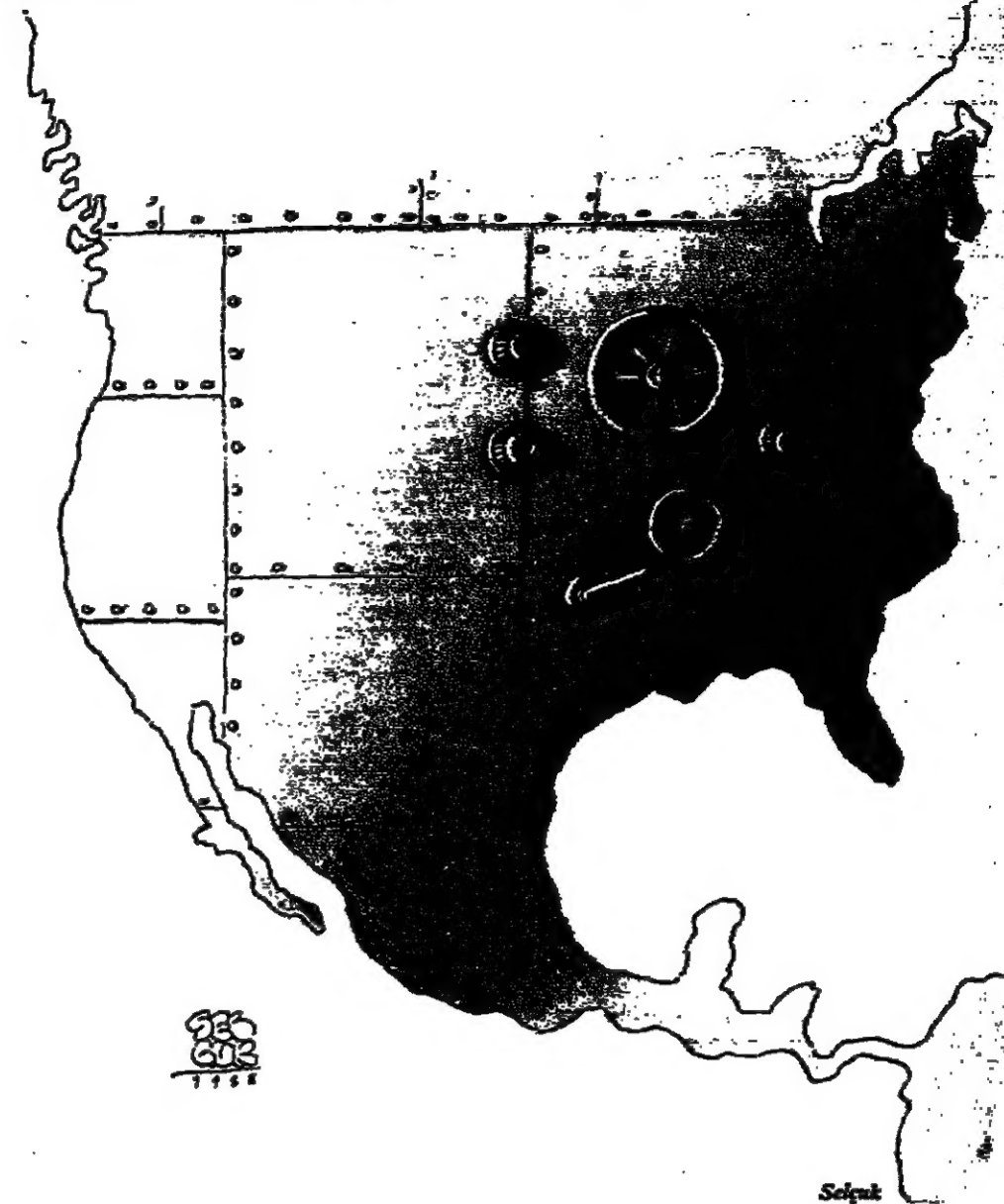
taient moins en période électorale. Voilà qui expliquait pourquoi les politiciens, en particulier les démocrates qui, en principe, parlaient au nom des moins fortunés, n'abordaient jamais les implications de classe de la dette et des taux d'intérêt. En parlant au nom des endettés, parmi lesquels beaucoup ne votaient jamais, un candidat risquait de heurter les créanciers qui, eux, votaient. »

## Le pouvoir bancaire

**L**e bon peuple et les dirigeants étrangers ont cru et croient que le pouvoir se situe à la Maison Blanche, ou au Congrès, ou encore au Pentagone - selon les époques et les problèmes qui surgissent. C'est oublier que M. Paul Volcker, lorsqu'il était président de la Réserve fédérale, a imposé sa loi à M. Carter et, souvent, à M. Reagan. C'est oublier aussi que les membres du Congrès dépendent largement, pour être élus, du pouvoir bancaire, et que, pour environ un quart, les élus sont plus ou moins directement liés à ce même pouvoir. C'est oublier que la Réserve fédérale, qui représente en fait les intérêts des plus grandes institutions financières privées, n'est soumise à aucun contrôle démocratique et est indifférente - si tels sont ses intérêts idéologiques et matériels - aux vœux du politique : aussitôt nommé par M. Carter, M. Volcker lança l'institution, et donc l'économie américaine, et, par voie de conséquence, l'économie mondiale, sur la voie monétariste, ce qui n'aida en rien en 1979 le candidat Carter, mais ouvrit la route néolibérale du candidat Reagan.

Une règle : la stabilité de la monnaie, la lutte contre l'inflation. Peu importait le coût social et économique d'une telle stratégie (que William Greider compare à une vraie « guerre coloniale » - interne), la récession, les millions de chômeurs, les dizaines de milliers de faillites. Une stratégie - l'auteur l'explique dans le détail - qui a contribué à la concentration capitaliste et à la montée en puissance du pouvoir financier. Car ce capitalisme n'est pas un : il est foisonnant, complexe, bourré de contradictions. Des pans entiers de ce qui pouvait être considéré comme des secteurs pesant lourdement sur l'économie sont sacrifiés au profit d'autres. La Réserve fédérale dicte sa loi. M. Reagan ne peut, contre Wall Street, remplacer M. Volcker dont la politique contredit celle de la Maison Blanche sur bien des points. Ce qui ne signifie pas que la Réserve fédérale ne modifie pas sa stratégie : elle sait, quand elle s'aperçoit qu'elle est allée trop loin, qu'elle a précipité l'économie au bord du gouffre, amender sa politique de taux d'intérêt ou de contrôle de la masse monétaire.

Les erreurs abondent, qui sont parfois colossales. Les grands-prêtres du « temple », en 1982, changent de stratégie après avoir, pendant trente-trois mois, « imposé à l'économie américaine - et au monde - la discipline la plus sévère jamais appliquée pendant l'histoire de la banque centrale américaine : la politique monétaire de la Réserve fédérale avait fait monter les taux d'intérêt aux niveaux les plus élevés du vingtième siècle, niveaux qu'on aurait qualifiés d'usuraires en d'autres temps ». Et puis, soudain, le 1<sup>er</sup> juillet 1982, nouvelle politique : on relance l'économie, l'argent coule à flot.



Erreur aussi - ou logique du système, - la période qui verra s'affirmer le jeu boursier, et des sommes énormes se porter sur la spéculation, les OPA, plus rarement sur l'économie productive. Mais la Réserve fédérale veille au grain : M. Volcker, moins présent à la télévision que dans les instances où se décide le sort de l'humanité, mène campagne contre les syndicats et pour un tassement des salaires.

## Le savoir gênant

**A**UTRE erreur - si le mot convient : la Réserve fédérale n'intervient que mollement auprès des géants de la finance - dont elle est l'émanation - qui prêtent sans compter, sans raisonner, sans prévoir, au tiers-monde, sud-américain notamment. Et soudain, M. Volcker, « le tsar de l'économie américaine », voit entrer dans son bureau les responsables mexicains aux abois : le tiers-monde ne peut plus rembourser. La technocratie financière, si sourcilieuse lorsqu'il s'agit de juguler l'inflation aux Etats-Unis, a laissé s'emballer la machine de l'endettement, à cru que ces pays, auxquels des sommes énormes étaient avancées, allaient se couvrir d'entreprises, d'auto-roulottes, de consommateurs, et que la gigantesque machine mondiale allait fonctionner comme un certain credo libéral le suggérait. Il en alla autrement. Et il y eut un certain lundi 19 octobre 1987. M. Volcker n'était plus en poste ; il avait été remplacé par M. Alan Greenspan, « un économiste suffisamment conservateur pour que Wall Street fut rassuré ».

Pour user d'un cliché, l'histoire que raconte William Greider ne se résume pas. En revan-

che, elle oblige à s'interroger sur le type de société dans lequel nous vivons, car le livre ne concerne pas les seuls Etats-Unis. Cette étude pulvérise le mythe de la société sans classes, dont le capitalisme de la fin du vingtième siècle aurait accouché en se faisant « populaire » : le mythe, aussi, de prétendus consensus.

William Greider s'interroge, dans ses dernières lignes, sur le sens de ce qui tient lieu d'éthique, qui s'appelle l'argent et fait fonction de ciment entre les personnes dans les sociétés capitalistes. Il écrit : « Si les secrets du temple étaient dévoilés, le mystère de l'argent se dissoudrait [...]. Les tabous une fois décodés perdraient leur pouvoir de persuasion. Les Américains sauraient avec précision ce qui les unit au sein de leur société, les accords passés en leur nom, les rigoureux rituels observés [...]. Ils comprendraient enfin ce en quoi ils croient. Cependant, le mystère était nécessaire pour faire vivre la foi sociale. Savoir était gênant. Ignorer les secrets réconfortait. Si les Américains avaient peur de regarder à l'intérieur du temple, peut-être était-ce parce qu'ils craignaient d'apprendre la vérité à leur sujet. »

Le message va loin, très loin, bien au-delà des Etats-Unis. Il appelle, au terme d'une analyse scientifique, au renversement de l'argent, et à la prise du pouvoir par les électeurs enfin devenus citoyens.

(1) William Greider, *Secrets of the Temple. How the Federal Reserve Runs the Country*, Simon and Schuster, New-York, 1985, 799 pages, 18,95 dollars.

(2) Lire la brochure du Monde diplomatique, *Le Libéralisme contre les libertés*, avril 1988. « Manifeste de voir 2 ».

## Dans ce numéro :

## PAGE 2 :

Courrier des lecteurs.

## PAGE 3 :

Dans les territoires occupés : La génération de l'«intifada», par notre envoyé spécial Alain Gresh.

## PAGE 4 :

La stratégie américaine face aux défis du siècle : «Dissuasion sélective» et vieilles recettes, par Michael Klare.

## PAGE 5 :

Le grand tournant de la diplomatie soviétique, par Lily Marcoss.

## PAGES 6 et 7 :

L'EUROPE, DERNIER RECOURS POUR UNE RELANCE MONDIALE ? par Alain Lipietz.

## PAGE 8 :

L'espoir déçu des paysans andalous, par François de Ravignan.

## PAGES 9 à 12 :

LA DIPLOMATIE DE JEAN-PAUL II, par Jacques Decoroy. - Le rêve polonais d'une chrétienté restaurée, par Peter Hebblethwaite. - Rome-Pékin, ou la quadrature du cercle, par Béatrice Lesny. - La

relance d'une vieille formule : l'«unité des catholiques italiens», par Domenico del Rio.

## PAGE 13 :

Le terrain de l'extrême droite, suite de l'article de Christian de Brie.

## PAGE 14 :

Arracher l'Amérique latine à sa détresse, par Jacques Chesnel.

## PAGES 15 à 22 :

SOCIÉTÉS ÉCARTELÉES, PLANÈTE DISLOQUÉE, par Claude Julien. - La défaillance sociale des démocraties, par Gilbert Lagomacchia et Daniel Druenne. - Quand la technologie fait exploser le travail, par Philippe Meslema. - Une culture de l'exclusion, par Ignace Rousseau. - L'impossible modèle urbain dans le tiers-monde, par Claude Lissac. - Au nom de la modernité, par Jean Chesneau. - L'égalité comme source de richesse, par Albert Jacquard. - L'univers anesthésiant du petit écran, par Gilles Perrault. - La fin du rêve américain, par Pierre Dommergues.

## PAGE 23 :

Bonheur et progrès par la publicité : L'annonce faite au tiers-monde, par François Brune. - Radicalisation en Afrique du Sud, par Georges Sarre.

## PAGES 24 et 25 :

LES ZAIROIS EN ÉTAT DE SURVIE, par Colette Braeckman.

## PAGES 26 et 27 :

Une nouvelle de Spéjmal Zariab : LES BOTTES DU DÉLIRE.

## PAGE 28 :

L'équilibre militaire conventionnel : L'URSS décline-t-elle une supériorité navale et chimique ? par Antoine Sanguinetti.

## PAGES 29 à 32 :

Brest, à la pointe occidentale de l'Europe (supplément).

## PAGE 33 :

Les avatars de la modernité en Tunisie, par Claude Lissac. - Le Vicariat de la solidarité du Chili aux côtés des victimes de la dictature, par Pierre Kalfas.

Dans les revues...

## PAGES 34 et 35 :

LES LIVRES DU MOIS : «Liberté, latéité. La guerre des deux France et le principe de la modernité», d'Emile Poulat, par Yves Florenne. - «Lettres d'exil», d'Ariane Efron et Boris Pasternak, par Jacques Decoroy. - «Les Yeux du volcan», de Sony Labou Tansi, par Michel Lobé Ewasi.

Le Monde diplomatique du mois d'avril 1988 a été tiré à 156 000 exemplaires.

Mai 1988